



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)**

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours
Espaces, Sociétés, Cultures dans les Amériques

**Les tanks à l'assaut : think tanks, réseaux d'élites et gouvernance au
Chili (1980-2024) : le Centre d'Études Publiques et la Fondation pour
le Progrès**

Manuel TORRES RIQUELME

Sous la direction de :
Stéphane BOISARD, FRAMESPA – UJC
Jean Luc DEMONSANT – MSHS – PUD-T – PROGEDO

Année Universitaire 2024-2025



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)**

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours
Espaces, Sociétés, Cultures dans les Amériques

**Les tanks à l'assaut : think tanks, réseaux d'élites et gouvernance au
Chili (1980-2024) : le Centre d'Études Publiques et la Fondation pour
le Progrès**

Manuel TORRES RIQUELME

Sous la direction de :
Stéphane BOISARD, FRAMESPA – UJC
Jean Luc DEMONSANT – MSHS – PUD-T – PROGEDO

Année Universitaire 2024-2025

Remerciements

Ce mémoire est le fruit d'un accompagnement intellectuel et humain auquel je souhaite rendre hommage. Ma gratitude va d'abord à mes directeurs de recherche, Stéphane Boisard (FRAMESPA, Centre Universitaire Jean-François Champollion) et Jean-Luc Demonsant (PROGEDO, MSHS) pour leur confiance, leurs conseils avisés et leur soutien. Leur disponibilité et leur rigueur ont été des piliers essentiels à la réalisation de ce travail.

Je remercie l'équipe administrative et pédagogique de l'IPEAT ainsi que les membres du LabEx SMS (*Structurations des Mondes Sociaux*), pour avoir créé un environnement intellectuel stimulant et propice aux échanges interdisciplinaires. Les opportunités offertes par le Réseau de masters (RISOM) ont significativement enrichi mon parcours.

Ma reconnaissance s'étend aussi aux enseignants et chercheurs qui ont nourri ma réflexion par leurs suggestions, relectures ou discussions : Franck Gaudichaud (FRAMESPA, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès), Guillaume Favre (LISST, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès), Catherine Comet (CRESPPA, Université Paris 8 – Vincennes-Saint-Denis), Elisa Klüger (LEST, Aix-Marseille Université), Delphine Mercier (LEST, Aix-Marseille Université), Michael Stambolis-Ruhstorfer (CAS, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès) et Mario Santiago Jiménez (Instituto Mora, México). Une mention particulière à Julien Figeac (LISST, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès) pour son aide décisive dans l'obtention d'un corpus de données Facebook.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon thérapeute, dont l'accompagnement attentif et bienveillant a été un véritable soutien tout au long de ce parcours. Son aide m'a permis de préserver un équilibre personnel indispensable à la conduite de cette recherche.

Enfin, je ne saurais oublier ma famille, dont la compréhension et le soutien ont été un refuge dans les moments d'incertitude, ni mes amis et camarades pour leurs relectures attentives, leurs encouragements, leur patience et leur amour. Ce travail porte aussi l'empreinte de nos dialogues et de notre entraide.

Table des matières

Introduction.....	6
1. Chili : laboratoire(s) du néolibéralisme	21
1.1. Think tanks in America (latine)	24
1.2. Think tanks au Chili : quatre générations	28
1.3. Le Centre d'Études Publiques : un instrument de l'hégémonie néolibérale	40
2. L'infrastructure relationnelle des élites chiliennes	45
2.1. Co-construire pour dominer : élites économiques et architecture relationnelle.....	45
2.2. Le pouvoir économique en coulisses.....	51
2.3. Le réseau élitaire du Centre d'Études Publiques (CEP)	55
2.3.1. Analyse des réseaux sociaux : interlocking directorates	57
2.3.2. Le Comité Consultatif : transformer le capital économique en capital politique ...	66
2.4. L'action politique des élites	78
3. Les héritiers : la Fundación para el Progreso	85
3.1. Les fondateurs	91
3.1.1. Nicolas Ibañez Scott : ingénieur et mécène	91
3.1.2. Axel Kaiser : l'idéologue	94
3.2. La bataille culturelle : s'investir dans les médias sociaux. Une analyse des usages de Facebook, YouTube et TikTok.....	102
3.2.1. TikTok et la communication politique	102
3.2.2. L'usage de YouTube : une analyse stratégique	107
3.2.3. L'usage de Facebook : la chute des abonnés	112
3.2.4. Médias traditionnels : justification du néolibéralisme et construction de l'ennemi	122
3.3. Les amis de la FPP : réseaux internationaux	133
Conclusion générale.....	142
Bibliographie.....	148
Annexes.....	158

Introduction :

Les think tanks : un prisme pour décrypter les élites ?

“Suppose –just to limber up our minds– that we faced the fanciful task of designing a political system or a political/economic system that would be highly resistant to change. How to do it? One way that can be imagined –but only imagined– is to design institutions of such excellence as would satisfy us without further amendment and would do so under all possible circumstances in a rapidly changing world. To identify such a possibility is to discard it as hopelessly visionary. Another possibility might be somehow to place all power in the hands of a despot or oligarch, who would thereafter deny citizens any capacity for changing the system. But doing so would of course enable the elites to change the system, and we know that some elites are more eager for change than some masses.”

Lindblom, Charles E. “The Market as Prison”.

Journal of Politics 44(2), 1982, p. 324.

Ce travail explore le rôle des *think tanks* dans la structuration des élites au Chili en s’intéressant à leurs fonctions d’intermédiation entre les sphères académique, économique, politique et médiatique, ainsi qu’à leur capacité de production et de diffusion idéologique. En mobilisant une approche croisée – combinant sociologie des élites, analyse des réseaux sociaux, méthodes issues des sciences sociales computationnelles et étude du discours – nous proposons une lecture critique des modalités par lesquelles ces institutions contribuent à redéfinir les priorités de l’action publique. Deux études de cas, le Centre d’Études Publiques (CEP) et la Fondation pour le Progrès (FPP), font l’objet d’analyses approfondies portant sur leurs structures de gouvernance, leurs réseaux d’influence et leurs productions discursives. De même, ces analyses s’appuient sur un ensemble d’éléments empiriques hétérogènes – cartographies relationnelles, archives en ligne, contenus audiovisuels – afin de restituer les logiques d’accumulation et de conversion du capital social, politique et économique. Cette

recherche s'inscrit dans une sociologie attentive à la circulation des idées, à la fabrique des politiques publiques et à la structuration du pouvoir politique des élites économiques au Chili. L'attention portée aux recompositions de ce petit cercle élitair prend d'autant plus de sens à la lumière des événements politiques récentes, en particulier le soulèvement social d'octobre 2019, sans précédent depuis le retour à la démocratie, tant par sa spontanéité, son ampleur, son intensité que par la répression qu'il a entraîné. Cette insurrection a révélé une fracture profonde entre les élites et une grande partie de la population, dont les conditions de vie se sont progressivement dégradées sous l'effet d'un modèle hérité de la dictature. Ce mouvement, déclenché par une hausse de trente pesos chiliens du prix du ticket de métro (environ trente centimes d'euro), a rapidement dépassé la seule question des transports pour cristalliser un mécontentement général et une contestation des inégalités. Parmi les éléments ayant contribué à la radicalisation de la mobilisation, une déclaration du ministre de l'Économie, Juan Andrés Fontaine Talavera, a occupé une place centrale dans le débat public.¹ En effet, face à la grogne populaire suscitée par cette augmentation "symbolique", il a suggéré aux citoyens de se lever plus tôt pour éviter de payer le tarif majoré aux heures de pointe. Cette déclaration, jugée déconnectée et paternaliste, a exacerbé la colère populaire et renforcé un sentiment d'injustice latent.² Bien que minime en apparence, cet enchérissement du ticket de métro a servi de catalyseur à un mouvement de protestation bien plus large, révélant une frustration accumulée depuis des décennies.

Le slogan "*No son treinta pesos, son treinta años*" ("Ce ne sont pas trente pesos, ce sont trente ans") est rapidement devenu le cri de ralliement des lycéennes et lycéens qui ont occupé les stations de métro. Plus tard, Alberto Mayol, sociologue chilien, publie le *best seller* : "Big Bang. Soulèvement social 2019 : Modèle effondré - Société brisée - Politique inutile"³ où il examine certains événements qui ont précédé cette révolte et leurs répercussions. Il y recense les déclarations du gouvernement de Sebastián Piñera qui ont scandalisé l'opinion publique entre 2018 et 2019, reflétant une "déconnexion vitale" entre les élites, les hauts fonctionnaires et le reste de la population.⁴ Parmi ces propos, certains ont particulièrement marqué les esprits et alimenté le climat de malaise social. Gerardo Varela, ministre de l'Éducation en 2018 et membre de la Fondation pour le Progrès, a déclaré : "*Tous les jours, je reçois des réclamations de gens qui veulent que je leur répare le toit de l'école*

¹CNN Chile (7 octobre 2019). Disponible sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=nFO4zjFniso>

²La Tercera. "Casen 2017 muestra fuerte diferencia en tiempos de traslado de santiaguinos según tipo de trabajo [en ligne]. *La Tercera*, 5 novembre 2019.

³Voir : Mayol, A. *Big bang. Estallido social 2019. Modelo derrumbado – Sociedad rota – Política inútil* : Santiago, Catalonia, 2019, 244p.

⁴Waissbluth, M. *El estallido social en Chile*. Museo del Estallido Social, 2020.

qui a des fuites, ou une salle dont le sol est en mauvais état. Je me demande : pourquoi ne font-ils pas un bingo ?”.⁵ De son côté, Cristian Monckeberg – ministre du Logement –, a affirmé lors d’une session de la Commission pour le Logement et l’Urbanisme : “C’est un débat transversal, surtout dans un pays où la grande majorité de nous [les chiliens] sommes propriétaires, nous n’avons pas beaucoup plus, parce que c’est notre patrimoine... la petite maison, deux appartements.”⁶ Par ailleurs, Jacqueline van Rysselberghe, alors présidente de l’Union Démocrate Indépendante (UDI) – parti fondé par Jaime Guzmán, historiquement proche de l’héritage idéologique d’Augusto Pinochet –, a déclaré : “N’importe quel va-nu-pieds se sent le droit d’insulter quelqu’un qui travaille dans le service public.”⁷ Quant à Felipe Larraín, ministre des Finances, il a annoncé le 8 octobre 2019 : “Pour les romantiques... les fleurs ont baissé de prix, donc ceux qui veulent offrir des fleurs ce mois-ci, elles ont chuté de 3,6 %.”⁸ Enfin, il convient de rappeler une déclaration particulièrement emblématique de Sebastián Piñera, prononcée lors d’une émission matinale le 8 octobre 2019, soit neuf jours avant le déclenchement du soulèvement : “Le Chili est un oasis de stabilité face à une Amérique latine en pleine tourmente”.

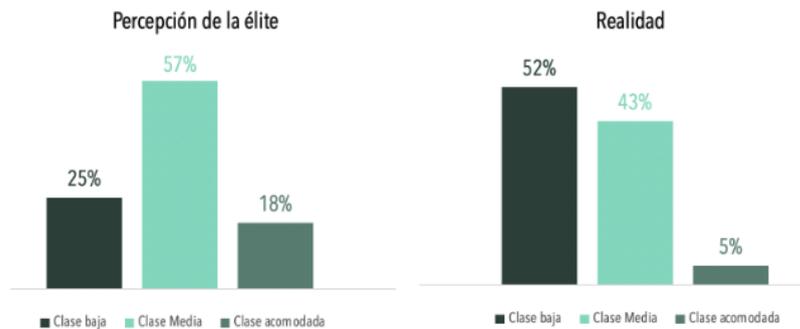
⁵Muñoz, D. “¿Y por qué no hacen un bingo?”: Dichos de ministro de Educación abren polémica en redes sociales”. 22 juillet 2018, *La Tercera*.

⁶BioBioChile. (2018, 6 de diciembre). Ministro de Vivienda: “La gran mayoría somos propietarios de una casita, dos departamentos”. *BioBioChile*.

⁷BioBioChile. (2019, 5 de junio). “Jacqueline Van Rysselberghe por los “patipelados”: “Me refería a quienes se amparan en el anonimato”.”.

⁸Cooperativa.cl. (2019, 8 de octubre). “Ministro de Hacienda llamó a “regalar flores en este mes” al comentar cifra del IPC”. *Cooperativa.cl*.

Ces énoncés ont contribué à cristalliser l'impression d'un fossé grandissant entre les élites et le reste de la société, perçues comme à la fois déconnectées des réalités sociales et insensibles aux tensions et douleurs vécues par les classes populaires :



Source : *Círculo de directores* (2020 : 8). Selon la perception de l'élite, 57 % de la population chilienne appartient à la classe moyenne. Or, les données révèlent que seulement 43 % se situent dans cette catégorie, tandis qu'une très grande partie de la population appartient à la classe inférieure (selon la méthode de la Banque Mondiale citée dans le rapport), mettant en lumière un écart entre la perception et la réalité de la répartition des revenus au Chili. Disponible en : <https://shorturl.at/bkBVs>

Cependant, le soulèvement de 2019 ne saurait être réduit à une réaction épidermique face à l'augmentation du prix des transports en commun. Il s'intègre à un rejet plus large du *modèle*⁹, exprimant une exigence claire de réformes structurelles des institutions économiques et politiques. De surcroît, il serait purement impossible de saisir les particularités du *modèle chilien* sans prendre en compte les institutions et les acteurs qui ont établi ce système productif depuis les années 1970, ainsi que les nouvelles croyances et aspirations diffusées par les circuits culturels du capitalisme chilien (Thrift, 2005 ; Undurraga, 2014).¹⁰ L'ampleur des manifestations, rassemblant des millions de participants à l'échelle nationale, a pavé la voie vers un processus de révision constitutionnelle dont le résultat a exacerbé les tensions entre stabilité et transformation. En réaction à la mobilisation historique du 25 octobre 2019 connue sous le nom de *La Marcha del Millón* (La Marche du Million), une Convention constitutionnelle a été convoquée.¹¹ Les demandes exprimées par les protestataires lors des émeutes ont spécifiquement visé des déséquilibres en termes de redistribution de la richesse et

⁹Mayol, A. *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*, Santiago, Editorial LOM, Colección Sociología /Ciencias Humanas, 2012, 165 pp.

¹⁰Rouilleau-Berger, L., et Shiding, L. *Sociologies économiques française et chinoise : regards croisés*. Lyon: ENS Éditions, 2014, pp. 26-27 <https://doi.org/10.4000/books.enseditons.3319> ;

¹¹Issue d'un compromis négocié au sein du Congrès, cette initiative a été portée, entre autres, par un jeune député du *Frente Amplio*, ancien dirigeant étudiant et futur président de la République. L'ascension de Gabriel Boric montre, en effet, la manière dont l'institutionnalisation du conflit peut apparaître comme une stratégie effective de canalisation des tensions sociales, pourtant, elle ne relève pas toujours d'une convention populaire.

de droits sociaux, énonçant un programme de réformes qui s'attaquait aux fondements de l'État-providence : un régime de retraite public et solidaire, une extension de l'accès à la protection sociale, une fiscalité progressive, une représentation plus importante des femmes et des dissidences sexuelles, la reconnaissance institutionnelle des peuples autochtones et une restructuration du système éducatif assurant une meilleure qualité pour tous. Néanmoins, si cette tentative de restructuration a ouvert un espace inédit de délibération démocratique et populaire dans l'histoire du Chili, elle s'est rapidement heurtée à des lignes de fracture profondes et à des controverses majeures conduisant au rejet successif de deux propositions constitutionnelles, l'une portée par la gauche, l'autre par la droite.¹²

Aujourd'hui, le Chili semble pris dans un blocage structurel où les réformes jugées indispensables pour réduire les inégalités et renforcer l'autonomie de l'État face aux grands conglomérats peinent à être mises en œuvre (Lindblom, 1982). Ce verrouillage s'explique autant par des résistances partisans que par des inerties socioculturelles profondément ancrées (Araujo et Martuccelli, 2012). Dans ce contexte, les *élites gouvernementales* se distinguent, selon Joignant et Güell (2011), par une accumulation de capitaux hétérogènes – universitaire, militant, oligarchique – qui façonnent à la fois leurs trajectoires professionnelles, leurs dispositions sociales et leur capacité à se reproduire durablement au sein de l'appareil d'État. Cette concentration de ressources symboliques et sociales alimente un modèle de gouvernance qui tend à naturaliser les solutions de marché et à marginaliser les perspectives structurelles de redistribution. Dans ce cadre, le positionnement des élites demeure ambivalent : participent-elles avant tout à la reproduction de l'ordre hérité de la dictature à travers des formes de reconversion technocratique et de légitimation symbolique, ou bien sont-elles capables, dans certains moments critiques, de se reconfigurer comme agents d'innovation idéologique et de transformation du modèle ? Cette interrogation prend tout son sens à la lumière du rôle – souvent discret – joué par les *think tanks*, véritables courroies de transmission entre expertise, pouvoir et idéologie qui, tout en étant relégués aux marges du débat public, participent activement à la définition des priorités de l'action publique.¹³

¹²Fuentes, C. *El proceso fallido la dinámica constituyente en Chile 2020-2022*. Catalonia, Santiago, 2023. ISBN 9789564150178.

¹³Cortes, A., Fernani, M., Muñoz, P., et Morales, J.-J. "El Saber Experto en el Debate sobre la Nueva Constitución en Chile: Análisis Reticular de la Presencia de los Think Tanks en los Medios de Comunicación." *Rev. signos* [online]. 2023, vol.56, n.113, pp.723-752. Disponible en: http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-09342023000300723&lng=es&nrm=iso. Epub 15-Dic-2023. ISSN 0718-0934. <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-09342023000300723>.

Think Tanks

Plutôt que d'entrer immédiatement dans une analyse détaillée de la catégorie de *think tank*, (nous en approfondirons les spécificités dans le premier chapitre), nous pouvons les définir de manière générale comme des organisations situées à l'intersection de plusieurs champs sociaux : économique, politique, académique et médiatique. Thomas Medvetz (2012) les décrit comme des acteurs collectifs hybrides, évoluant dans un espace *interstitiel* qui leur confère une capacité unique à naviguer entre différents mondes sociaux, à capter des ressources et à négocier des alliances ou des exclusions. Ensuite, on attribue fréquemment les activités majeures de ces organisations à des tâches d'ordre académique (recherches, rapports, publications scientifiques) qui comprennent l'élaboration de recommandations et d'analyses concernant des politiques publiques. Néanmoins, comme le souligne Diane Stone (1996), les *think tanks* sont aussi des acteurs politiques à part entière engagés dans des activités de plaidoyer. Certains d'entre eux – qualifiés d'*advocacy tanks* – sont explicitement liés à des partis politiques ou défendent des positions idéologiques particulières. Leur mode de financement et leurs réseaux de relations révèlent souvent des affiliations plus ou moins directes avec des intérêts politico-économiques spécifiques. Au Chili, des institutions telles que le *Centro de Estudios Públicos* (CEP), *Libertad y Desarrollo* (LyD), la *Fundación Jaime Guzmán* (FJG) – ou encore le *CIEPLAN* – illustrent ces figures intermédiaires qui opèrent comme des passerelles entre différentes sphères de l'action publique. Certaines de ces fondations bénéficient du soutien financier de grands conglomérats et concluent parfois des accords avec l'État en échange de prestations d'analyse et de conseil en matière de politiques publiques. La trajectoire du Centre d'Études Publiques (CEP), fondé en 1980 par d'anciens ministres du régime d'Augusto Pinochet, constitue à cet égard un exemple particulièrement révélateur de l'histoire du néolibéralisme au Chili. Elle met en lumière une forte imbrication entre les élites économiques, politiques, militaires et académiques.¹⁴ Créé dans le sillage de la dictature, le CEP illustre l'importance stratégique des *think tanks* dans la structuration du marché des idées. Il s'impose rapidement comme un espace de coalition réunissant des collaborateurs des forces armées – notamment Roberto Kelly, personnage clé de l'intermédiation entre les *Chicago Boys* et la junte militaire –, des partis politiques proches du régime, ainsi qu'une élite d'experts (Boisard, 2001 ; Jara, 2019). Son conseil d'administration

¹⁴Cette configuration renvoie à celle décrite par C. Wright Mills dans *The Power Elite* (1956). Ces groupes, bien que différenciés par leurs fonctions, tendent à agir de manière coordonnée pour préserver l'ordre établi ou le reconfigurer selon leurs intérêts collectifs.

incarne l'imbrication des sphères économique, politique et intellectuelle tandis que la présence de Friedrich Hayek, en tant que président honoraire, symbolise l'ancrage idéologique du CEP dans les réseaux transnationaux du néolibéralisme. Pourtant, à partir du référendum de 1988 – qui marque le début de la transition vers la fin de la dictature –, le CEP amorce un virage vers une posture plus intégratrice en invitant des intellectuels issus du camp opposé, en ouvrant ses portes au débat pluraliste et en se présentant comme un espace transversal et rigoureux. Néanmoins, ses liens persistants avec les élites issues de la dictature, ainsi que les orientations idéologiques perceptibles dans ces publications viennent questionner cette prétention à la neutralité (Morales-Martín et al., 2023).

L'armée néolibérale

Dès les années 1970, le paradigme de l'économie de marché s'impose progressivement comme cadre dominant de la gouvernance chilienne porté par une coalition d'économistes, de *technopols* et de décideurs formés aux États-Unis (Boisard, 2001 ; Dezalay et Garth, 2002 ; Undurraga, 2014 ; Gárate, 2014 ; Gaudichaud, 2014). Ce processus ne s'est toutefois pas imposé de manière neutre ou consensuelle : il a nécessité la construction active de normes, de récits, de dispositifs de répression, coercition et de légitimation :

“[...] Au cœur d'une campagne virulente contre les totalitarismes associés aux gouvernements populistes de la région, alors que les premiers efforts pour promouvoir les idées néolibérales émergeaient, ces idées ne représentaient alors que de petits groupes issus des élites académiques et entrepreneuriales. Ces derniers parvinrent toutefois à forger une alliance pragmatique avec les secteurs conservateurs – soucieux de préserver le statu quo, notamment les coutumes et traditions héritées des générations passées. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, cette position était étroitement liée au traditionalisme catholique, articulé autour d'un discours anticommuniste qui finit par servir de fondement idéologique à la série de coups d'État civico-militaires se succédant dans la région entre le milieu des années 1960 et les années 1970. Toutefois, l'influence des secteurs pro-marché au sein des autres familles composant la droite de l'époque demeurait relative.” (Giménez, M-J, 2021 : 52 ; Bohoslavsky et Iglesias Caramenes 2014 : 116-117. Traduit par nous).

Par ailleurs, l'enracinement de l'économie de marché comme cadre hégémonique dans ce qui fut un véritable laboratoire du néolibéralisme ne peut être compris en dehors des rapports de pouvoir, des réseaux d'influence et des mécanismes de légitimation qui ont permis à une minorité d'acteurs de remodeler en profondeur la société chilienne. Cette transformation s'est souvent opérée au détriment des droits sociaux et des aspirations démocratiques portées par une majorité de la population.

Premièrement, la légitimation du néolibéralisme au Chili s’est appuyée sur une rhétorique technocratique qui, au nom de la rationalité économique et monétariste, a justifié des réformes impopulaires telles que la privatisation des services publics, la dérégulation des marchés ou encore la réduction drastique du rôle de l’État. Deuxièmement, ces transformations se sont opérées dans un contexte autoritaire marqué par des violations systématiques des droits humains et une répression politique intense qui ont servi de toile de fond – voire de condition politique – à l’implantation du nouvel ordre économique. La dictature civico-militaire d’Augusto Pinochet (1973–1990) n’a pas seulement éliminé physiquement ses opposants ; elle a également refondé les institutions afin de les adapter aux exigences de ce modèle de développement. Enfin, les *Chicago Boys* ont joué un rôle déterminant dans cette entreprise de réorganisation en occupant des positions intermédiaires au sein de l’administration et en orchestrant les réformes radicales qui ont transformé le Chili en laboratoire d’expérimentation (Heredia et Boisard, 2010). Ces réformes ont été soutenues et relayées par des *think tanks* comme le Centre d’Études Publiques qui ont activement participé à la diffusion d’une vision du marché comme principal régulateur de la vie sociale et économique du pays. Cependant, ce processus s’inscrit dans un cadre plus large où la transition “possibiliste” des années 1990 a consolidé le consensus néolibéral, tout en atténuant les tensions sociales susceptibles de mettre en péril la gouvernabilité du *modèle* (Garretón, 2012 ; Huneus, 2012). Cette période de transition – amorcée en 1988 et concrétisée à partir de 1990 avec l’arrivée au pouvoir des gouvernements de la “Concertación”¹⁵ – est marquée par une stratégie politique centrée sur la réduction de l’extrême pauvreté grâce à une dépense publique relativement contenue, en maintenant un modèle de développement qui privilégie la rentabilité du capital au détriment d’une redistribution plus équitable (Repetto, 2017). Si cette approche a permis d’atténuer certaines formes extrêmes d’inégalités, elle n’a pas remis en cause les structures profondes d’un système qui continue de concentrer le pouvoir et les ressources au profit d’une minorité.

¹⁵La “Concertación de Partidos por la Democracia” est une coalition politique de centre et de centre-gauche formée en 1988 pour s’opposer au régime militaire d’Augusto Pinochet. Elle est composée principalement de partis issus de la tradition démocrate-chrétienne, socialiste, radicale et sociale-démocrate, dont les plus influents sont : Partido Demócrata Cristiano (PDC), Partido Socialista (PS), Partido por la Democracia (PPD), Partido Radical Socialdemócrata (PRSD).

Multiples appartenances et connexions intersectorielles

Comme nous l'avons signalé, les membres des *think tanks* ne se limitent pas à une seule sphère d'action : ils occupent des positions stratégiques au croisement de plusieurs champs sociaux. Cette multiplicité d'affiliations leur permet de jouer un rôle d'intermédiation et de coordination entre des espaces aux logiques parfois divergentes mais fortement interdépendantes. Dans cette perspective, leur pouvoir d'influence repose autant sur leur expertise que sur leur capacité à naviguer entre des réseaux relationnels différenciés, tout en y occupant des rôles centraux. S'inscrivant dans une lecture interactionniste, Ronald Burt (1992) propose le concept de "trous structuraux" désignant les zones d'un réseau où les connexions entre différents groupes sont absentes ou faibles. Les individus qui occupent ces espaces de courtage — appelés *brokers* — disposent d'un avantage stratégique car ils facilitent la circulation de l'information et la coordination entre des acteurs autrement disjoints. Dans le cas des *think tanks* chiliens, ces courtiers sont souvent des individus dotés d'un capital universitaire élevé, complété par un capital politique, militant ou oligarchique leur permettant d'agir comme des passeurs d'idées entre l'univers académique, les sphères économiques et les instances gouvernementales. Cette dynamique peut être relue à partir de la théorie des champs de Bourdieu, où ces acteurs incarnent des positions transversales, capables de mobiliser des ressources spécifiques à chaque champ pour renforcer leur légitimité globale (Klüger, 2017). En effet, de nombreux ministres et hauts fonctionnaires sont diplômés des mêmes institutions nationales ou étrangères consolidant une légitimité technocratique partagée. À cela s'ajoutent des liens politiques ou familiaux qui facilitent la reproduction de ces élites dans un système marqué par de fortes inégalités d'accès aux ressources. Ainsi, les *think tanks* fonctionnent comme des plateformes relationnelles où se tissent des alliances entre des acteurs aux trajectoires professionnelles diversifiées, mais unis par des intérêts communs. Dans cette perspective, ces institutions sont loin d'être de simples productrices d'idées, elles deviennent des nœuds structurants de l'espace public capables d'articuler plusieurs formes de capitaux.

Pourquoi les *think tanks* ?

L'influence des *think tanks*, longtemps discrète – voire opaque –, est devenue de plus en plus manifeste au cours des dernières décennies. Derrière leur image de lieux neutres voués à la production de savoirs et à la formulation de recommandations, ces institutions s'insèrent en

réalité dans des dynamiques sociales complexes. Elles visent à orienter les agendas politiques, à peser sur le débat public et à redéfinir les priorités de l'action publique. Leur rôle s'est consolidé avec la mondialisation qui a permis l'émergence de réseaux transnationaux propices à une circulation rapide et ciblée des idées favorables à l'économie de marché (Andurand et Boisard, 2017). Ces dynamiques se cristallisent notamment dans l'*Atlas Network*, véritable relais transnational de *think tanks* pro-marché jouant un rôle structurant dans la circulation d'agendas politiques réactionnaires à l'échelle mondiale. Financé par des acteurs tels qu'*ExxonMobil*, des conglomérats saoudiens ou encore les frères Koch, ce réseau a été un acteur clé dans les campagnes électorales de Javier Milei en Argentine et de Rishi Sunak au Royaume-Uni (Monbiot, 2024). Parmi les organisations les plus influentes du réseau Atlas figure la *Heritage Foundation* à l'origine du *Project 2025*, un programme visant à remodeler en profondeur l'appareil administratif fédéral américain en prévision d'un retour de Donald Trump au pouvoir. Certaines dispositions de ce plan ont déjà été mises en œuvre dès le début de son mandat, témoignant de la capacité des *think tanks* à passer de l'élaboration idéologique à la mise en œuvre institutionnelle.

Ces exemples illustrent de manière probante que ces institutions interviennent directement dans les arènes électorales, législatives et administratives, contribuant à orienter les trajectoires politiques nationales.¹⁶ Dès lors, plusieurs interrogations émergent :

1. Quelles formes d'affiliation émergent au sein de ces réseaux multi-sectoriels ou inter-organisationnels au Chili ?
2. Dans quelle mesure les échanges et circulations au sein de leurs réseaux influencent-ils les rapports de pouvoir et les modes de gouvernance ?
3. Quels récits et dispositifs médiatiques sont mobilisés pour légitimer – ou au contraire, contester – les visions concurrentes de l'ordre économique et politique ?

Positionnement théorique de l'analyse

Notre travail s'inscrit dans le cadre de la sociologie politique de l'action publique telle qu'élaborée par Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès.¹⁷ Cette approche se distingue des perspectives stato-centrées ou fonctionnalistes en mettant l'accent sur l'analyse des effets et des résultats des politiques publiques tout en y intégrant les acteurs, les processus de

¹⁶Barreda, M., Ruiz Rodríguez, L. et Sánchez Medero, G. "Cuando los *think tanks* entran en campaña: el caso de Chile", *Colombia Internacional*, 114 | 2023, 123-151.

¹⁷Lascoumes, P. et Le Galès, P. *Sociologie de l'action publique*. Sous la direction de François de Singly. Malakoff : Armand Colin, 2018. Collection « 128 : tout le savoir », pp. 53-62.

négociation ainsi que les contextes d'élaboration. Elle propose une lecture renouvelée de l'action publique à travers plusieurs ruptures majeures avec les approches classiques. D'une part, elle rompt avec le volontarisme politique et l'idée que les décisions politiques suffiraient à transformer les comportements soulignant l'importance des résistances, des interactions complexes entre acteurs et des effets imprévus. D'autre part, elle dépasse le mythe d'un État homogène et impartial en dévoilant la fragmentation interne de ses structures, les logiques concurrentielles entre ses acteurs et les influences des intérêts particuliers. Enfin, elle questionne le fétichisme d'une décision politique rationnelle et linéaire, insistant sur le rôle des processus en amont et en aval des acteurs invisibles et des scènes non publiques. En s'appuyant sur des outils issus de traditions diverses – sociologie des organisations, analyse des réseaux sociaux, théorie de la régulation –, cette approche permet d'explorer les interstices entre gouvernance, pouvoir et élites, autour des finalités collectives. L'objectif de cette recherche est donc d'explorer l'*infrastructure relationnelle* des acteurs qui occupent les plus hauts espaces décisionnels, en analysant leur rôle dans la production des normes, des décisions et des équilibres institutionnels.¹⁸ Nous porterons une attention particulière au rôle des *think tanks pro-marché* en examinant comment ils s'inscrivent dans ces interactions et contribuent à ce que l'on pourrait appeler l'*économisation de la société chilienne*.¹⁹ En mobilisant des ressources intellectuelles, financières et symboliques, ces organisations coopèrent à la construction des répertoires d'évaluation (Boltanski et Thévenot 1991 ; Boltanski et Chiapello 1994), tout en renforçant les réseaux d'influence qui relient les élites chiliennes aux circuits globaux du capitalisme.

Par ailleurs, cette étude s'inscrit également dans une tradition critique des élites et du pouvoir économique. Wright Mills (1956) souligne comment, dans les sociétés capitalistes avancées, une élite restreinte issue des sphères politique, militaire et économique exerce une influence déterminante sur les décisions stratégiques. Cette perspective rejoint également les analyses de Maurice Zeitlin (1989 ; Radcliffe et Zeitlin, 2014) qui souligne la manière dont les grandes entreprises et leurs dirigeants s'imbriquent dans les structures de pouvoir, en s'appuyant sur des réseaux institutionnels et des relais intellectuels pour pérenniser leurs intérêts.

¹⁸Brailly, J. Comet, C., Delarre, S., Eloire, F., Favre, G. et al.. "Neo-structural economic sociology beyond embeddedness: relational infrastructures and social processes in markets and market institutions." *Economic Sociology (European Electronic Newsletter)*, 2018, 19 (3), pp.36-49. [hal-02943019](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02943019)

¹⁹Araujo, K. et Martuccelli, D. *Desafíos comunes. Retrato de la sociedad chilena y sus individuos*. Tomo II, Ediciones LOM, 2012 : <https://shs.cairn.info/desafios-comunes--9789560003294?lang=es>. : Muniesa, F. *The Provoked Economy: Economic Reality and the Performative Turn*. (1st ed.). Routledge. 2014. <https://doi.org/10.4324/9780203798959>, p.28.

Dans une approche complémentaire, Fred Block (1977) critique la vision instrumentale du pouvoir des élites économiques en insistant sur les mécanismes structurels qui conduisent l'État à privilégier les intérêts du capital sans nécessiter une captation directe du pouvoir politique. Finalement, Charles Lindblom, dans son article *The Market as a Prison* (1982), offre une grille d'analyse pour comprendre la résilience du modèle néolibéral chilien ; les démocraties de marché seraient prisonnières des intérêts économiques dominants car toute remise en cause du *statu quo* risque d'entraîner des représailles économiques et une instabilité jugée coûteuse par les gouvernants.²⁰

Méthodologie, hypothèses et présentation du plan

Notre travail comporte une méthode mixte qui se concentre sur trois dimensions principales :

- 1) Les réseaux d'acteurs : pour comprendre les interactions, alliances, et modes de coopération entre *think tanks*, élites économiques, groupes d'intérêt, etc :

“L'analyse de réseaux sociaux et organisationnels a été construite par la sociologie pour identifier ces infrastructures relationnelles et mesurer/modéliser leurs effets sur les processus génériques de la vie collective : solidarités et exclusions, apprentissages collectifs et socialisations, contrôles sociaux et résolution de conflits, mais aussi, *last but not least*, régulation et institutionnalisation (Lazega 2012). De fait, le travail de modélisation des processus sociaux en termes de réseaux doit beaucoup à la réflexion sur la manière dont les acteurs individuels et collectifs défendent leurs intérêts régulatoires dans les processus d'institutionnalisation, et donc à la place de la régulation comme processus politique.”²¹

- 2) Les logiques de pouvoir : s'agit d'examiner comment ces acteurs œuvrent à préserver ou à transformer les rapports de domination existants en s'insérant stratégiquement dans des systèmes de gouvernance multi-niveaux (Chapitre 2).
- 3) Les répertoires d'action : cette dimension explore les stratégies discursives et symboliques déployées par ces acteurs pour légitimer leurs positions et promouvoir

²⁰Arndt, L. *Linking Wealth and Power. Direct Political Action of Corporate Elites and the Wealthiest Capitalist Families in the United States and Germany*. 2023. [\(hal-04228251\)](#)

²¹Lazega, E. “Réseaux et régulation : Pour un institutionnalisme néo-structural”, *Revue de la régulation* [En ligne], 19 | 1er semestre/ Spring 2016, mis en ligne le 27 juin 2016, consulté le 07 janvier 2025. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/11902> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/regulation.11902>

leurs intérêts. Pour ce faire, nous analyserons en détail leur production médiatique, notamment les tribunes d'opinion, ainsi que leur présence sur les plateformes de médias sociaux telles que TikTok, YouTube et Facebook de la Fondation pour le Progrès. Cette analyse permettra de décrypter les mécanismes de communication et de persuasion qu'elle utilise pour façonner l'opinion publique et influencer le débat politique.

En ce sens, notre démarche ne se focalise pas principalement sur l'évaluation des politiques publiques en elles-mêmes mais s'intéresse davantage aux dynamiques sociales, politiques et discursives qui sous-tendent ce processus à l'instar des *think tanks*, dans un contexte de concurrence pour accaparer le marché des idées. Nous chercherons à comprendre comment ces dynamiques interagissent, se renforcent ou s'opposent, et comment elles influencent les transformations structurelles et les rapports de force au sein de l'action publique.

Hypothèses et enjeux

H1 : les *think tanks* pro-marché jouent un rôle d'intermédiation dans l'espace public chilien en agissant comme des courtiers d'idées et de ressources entre les élites économiques, politiques, académiques et médiatiques. Inscrits dans un marché concurrentiel des idées, ils facilitent la coopération et la coordination entre acteurs issus de différents champs, en activant leurs multiples affiliations sociales et institutionnelles. À travers la mobilisation de cadres discursifs, de divers types de capitaux (économique, symbolique, universitaire, politique, cosmopolite...), de réseaux sociaux stratifiés et d'outils techniques (sondages, indicateurs, rapports), ces *think tanks* contribuent à la circulation, à la légitimation et à la stabilisation apparente du modèle néolibéral. Leur action participe ainsi à la structuration des rapports de pouvoir et à l'encadrement des possibles dans l'espace public et institutionnel.

H2 : dans le contexte chilien, les *think tanks*, souvent constitués sous forme de fondations privées à but non lucratif, agissent comme des pôles d'influence pour les élites philanthropiques. Cependant, leurs modalités et capacité d'action dépendent largement d'un processus de cumulativité des ressources. Ces asymétries renforcent la domination de certains *think tanks*, mieux dotés et plus connectés qui occupent une position stratégique

dans la circulation des idées et la production de normes légitimes dans l'espace public chilien.

En somme, les *think tanks* constituent un ensemble hétérogène dont les fonctions, les stratégies d'influence et l'impact varient selon les contextes historiques, politiques et institutionnels qui conditionnent leur capacité d'action publique. Ils ne forment pas un modèle uniforme mais se différencient par leurs objectifs, méthodes, ainsi que par leurs affiliations et orientations idéologiques. Certains fonctionnent comme des agences de conseil technique, souvent liées de près aux gouvernements ou partis politiques, tandis que d'autres se consacrent à la promotion ciblée d'idées via des stratégies de plaidoyer et de communication. Au final, les enjeux sous-jacents concernent les modalités par lesquelles ces organisations participent à la régulation sociale et politique et, dans quelle mesure, elles contribuent – consciemment ou non –, à la reproduction du modèle économique et politique dominant.

Présentation du plan

La première partie de ce mémoire est consacrée à un état de l'art sur l'émergence et les évolutions des *think tanks* au Chili. Cette revue de la littérature permettra de situer ces organisations dans leur contexte historique et politique, en retraçant leur développement jusqu'à aujourd'hui. Dans un deuxième temps, nous avons mené une analyse des réseaux sociaux afin de cartographier les liens entre les élites économiques et le Centre d'Études Publiques (Chapitre 2). Cette analyse vise à mettre en lumière les relations structurelles qui sous-tendent l'influence des *think tanks*, en identifiant les acteurs centraux et les dynamiques de pouvoir qui relient les sphères économique, politique et académique au Chili. De plus, nous avons tracé les financements des conglomérats familiaux aux candidatures politiques pendant le processus constitutionnel. Cette analyse révèle une forme de coordination presque explicite entre les élites, particulièrement dans des instances d'incertitude. Les données montrent des schémas de financement qui suggèrent des préférences politiques claires et des stratégies imbriquées pour influencer l'opinion publique. Ces observations soulèvent des questions sur le rôle des organisations para-publiques dans la structuration du débat public et la définition des agendas politiques.

La troisième partie de ce travail est dédiée à la Fondation pour le Progrès (FPP), un *advocacy tank* qui s'inscrit dans la "bataille culturelle". Nous avons répertorié ses activités, analysé sa structure de gouvernance et exploré sa présence dans les médias en nous appuyant

sur des méthodes issues des sciences sociales computationnelles. Pour ce faire, nous avons utilisé une variété de techniques de collecte et d'analyse de données, permettant de construire des corpus textuels et des métadonnées diversifiés. D'une part, nous avons utilisé des techniques de *web scraping* avec les langages de programmation Python et R pour automatiser la collecte de données provenant de différentes plateformes. Cela inclut des tribunes d'opinion publiées sur le site de la FPP, des publications TikTok et une base de données issue de l'API de YouTube. Le corpus de Facebook a été obtenu grâce à l'aide de Julien Figeac (LISST-CNRS, Université Toulouse Jean Jaurès) que nous remercions chaleureusement pour son aide précieuse. Ces données ont permis de mener une série d'analyses quantitatives sur l'activité de la *Fundación para el Progreso*, en particulier sur YouTube, où elle a été désignée par *Forbes* comme l'un des think tanks pro-marché les plus actifs sur cette plateforme.

Nous avons notamment examiné plusieurs variables et catégories discursives mobilisées par la FPP à différents moments clés, tels que le soulèvement social d'octobre 2019 ou les débats sur la nouvelle constitution. En complément, un corpus de 2 624 tribunes d'opinion publiées par des membres de la FPP dans la presse chilienne a été constitué. Ces textes ont été analysés à l'aide du logiciel IramuTeQ, afin d'identifier les catégories lexicales dominantes et de dégager des thématiques récurrentes dans leur production discursive. En parallèle, la richesse du matériel audiovisuel disponible en ligne a permis de compenser l'absence d'une observation ethnographique *in situ*. L'analyse qualitative de ces vidéos, à partir d'une ethnographie en ligne, a porté sur des aspects tels que le ton adopté, les postures corporelles, les stratégies rhétoriques et l'adaptation du message en fonction de l'audience ciblée. Cette approche croisée, alliant méthodes computationnelles et analyse qualitative (Boullier, 2019), permet de mieux comprendre comment la FPP opère dans le champ discursif et pourquoi elle s'impose aujourd'hui comme un acteur central dans la bataille culturelle pour l'hégémonie du marché des idées politiques au Chili.

Enfin, nous avons mené une revue de la littérature autour de plusieurs thématiques centrales : la loi sur les donations qui a permis l'essor des fondations privées au Chili, les travaux de la "Commission Engel sur la transparence", le rôle structurant de l'expertise, ainsi qu'une brève analyse de la composition et de l'évolution des élites depuis la période du régime d'Augusto Pinochet.

1. Chili : laboratoire(s) du néolibéralisme

Suite à la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont manifesté une préoccupation grandissante pour s'affirmer en tant que puissance économique, technique et intellectuelle face à l'Union Soviétique. "L'Alliance pour le Progrès", lancée par le président Kennedy en 1961, s'inscrit dans le contexte de la Guerre Froide entre les États-Unis et l'Union soviétique en Amérique latine. Présentée comme une alliance de gouvernements libres visant à favoriser l'établissement de régimes démocratiques et à écarter la "tentation marxiste" dans la région, cette initiative était un instrument de la diplomatie américaine pour contrer l'influence soviétique et la propagation du communisme, notamment après l'établissement de Fidel Castro à Cuba en 1959. En ce sens, les États-Unis ont soutenu des gouvernements latino-américains jugés favorables à leurs intérêts comme celui d'Eduardo Frei Montalva, élu président de la République au Chili en 1964. Ce soutien s'accompagnait d'un échange symbolique de techniques et de pratiques de gouvernance visant à orienter les pays en développement vers un modèle de "progrès et développement" aligné sur les valeurs et les intérêts nord-américains. Cette dynamique, accélérée par les forces de la mondialisation, a conduit à une réorganisation du pouvoir d'État en Amérique latine marquée par l'émergence d'une nouvelle élite de *technopols*. Ces acteurs, souvent formés dans des universités prestigieuses à l'étranger, ont acquis une influence croissante dans la prise de décisions politiques au détriment des juristes et des hommes politiques traditionnels (Joignant, 2011). Ainsi, ils incarneront une nouvelle forme de pouvoir liée à l'expertise technique et à la globalisation économique.

Ce phénomène d'*import-export symbolique*, comme le décrivent Yves Dezalay et Bryant Garth (2002), s'est concrétisé de manière particulièrement frappante au Chili grâce à un accord historique entre l'École d'Économie de la *Pontificia Universidad Católica de Chile* et l'École d'Économie de l'Université de Chicago en 1955. Connu sous le nom de *Proyecto Chile* (Valdés 1995 ; Boisard 2001 ; Rosende 2008 ; Gárate 2014 ; Edwards 2024), ce programme a permis à plusieurs étudiants chiliens de suivre une formation de troisième cycle à Chicago où ils ont été imprégnés des principes de l'économie néoclassique et du monétarisme. Parmi ces étudiants, se distingue le groupe des *Chicago Boys*, architecte de la transformation économique, politique, sociale et institutionnelle du Chili. Issu du "Projet Chili" – un programme financé par des capitaux nord-américains et piloté par l'Université de Chicago en collaboration avec la Université Catholique du Chili – ce groupe a servi de courroie de transmission des doctrines néolibérales au sein de l'État chilien. Une fois rentrés

au pays, ces économistes, formés par des figures telles qu'Arnold Harberger et Milton Friedman, ont méthodiquement appliqué leurs enseignements en profitant du cadre autoritaire instauré par la dictature de Pinochet (1973-1990). Le Chili devient alors le premier laboratoire à grande échelle des politiques néolibérales, où la rigueur monétariste, la privatisation des services publics et la dérégulation économique sont mises en œuvre avec une ampleur inédite.²² Toutefois, cette transformation ne saurait s'expliquer par la seule conjonction d'un État autoritaire et d'une technocratie unie.

Les phases du néolibéralisme chilien

Par ailleurs, l'interaction entre les décideurs politiques et les groupes d'affaires au Chili – dont les dynamiques ont varié au gré des grands tournants politiques (Zeitlin et Ratcliffe, 2014) – a pris des formes différenciées selon les phases du projet néolibéral oscillant entre approches dogmatiques et pragmatiques. Durant la période de néolibéralisme radical (1975-1982), les politiques économiques furent pilotées par une élite technocratique idéologiquement alignée sur les préceptes de l'École de Chicago. Forts de leurs connexions avec certains conglomérats, ces experts ont instauré un ensemble de réformes favorisant la libéralisation rapide des marchés. Ce lien étroit avec les milieux d'affaires leur permettait d'orienter l'agenda économique en fonction d'intérêts spécifiques, assurant à ces acteurs un accès privilégié à des informations stratégiques et à des opportunités lucratives. Toutefois, cette configuration a accentué les déséquilibres structurels : les politiques promues privilégiaient la spéculation financière au détriment de l'investissement productif, aggravant les inégalités et exposant l'économie à de fortes vulnérabilités.

Face à l'échec de ce modèle, une nouvelle phase – celle du néolibéralisme pragmatique (1983-1989) – voit l'État réévaluer ses mécanismes d'intervention. L'interaction avec les entreprises s'intensifie et se formalise, notamment à travers l'intégration croissante des associations patronales, comme la Confédération de la Production et du Commerce (CPC), dans l'élaboration des politiques économiques. Cette institutionnalisation des relations public-privé contribue à stabiliser l'économie, à redynamiser les investissements et à diversifier les secteurs exportateurs.

²²Boisard, S. et Heredia, M. "Laboratoires de la mondialisation économique. Regards croisés sur les dictatures argentine et chilienne des années 1970". *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 105(1), 2010, pp.109-125. <https://doi.org/10.3917/ving.105.0109>.

C'est dans ce contexte que les *brokers* – ces acteurs intermédiaires entre sphères locales et logiques transnationales – jouent un rôle décisif dans l'architecture de l'ordre productif, en façonnant les priorités économiques et les régimes de légitimité institutionnelle.

El Ladrillo : la bible du néolibéralisme chilien.

Quelques mois avant le coup d'État de 1973, l'amiral José Toribio Merino sollicite Sergio de Castro, économiste formé à l'Université de Chicago, pour rédiger un programme économique destiné à orienter en profondeur la transformation du pays. Ce document de près de quatre cents pages, rapidement surnommé *El Ladrillo* ("La Brique"), devint l'un des symboles les plus emblématiques de l'implantation du néolibéralisme au Chili. Après le coup d'État militaire, les *Chicago Boys* accédèrent aux plus hautes sphères du pouvoir grâce, entre autres, à la participation de figures comme Pablo Barahona – directeur de l'École d'économie de la Pontificia Universidad Católica (PUC) en 1964 – et Sergio de Castro lui-même, qui dirigea cette même école entre 1965 et 1968. Leur nomination à des postes ministériels au sein du gouvernement militaire marqua un tournant décisif dans la trajectoire économique du pays, inaugurant une série de réformes structurelles qui allaient durablement remodeler les politiques publiques, en particulier dans les domaines sociaux et productifs.²³

Sous l'influence directe de leurs mentors, Milton Friedman et Arnold Harberger, les *Chicago Boys* mirent en œuvre, avec le soutien du régime militaire de Pinochet, un programme économique radical reposant sur la déréglementation, la privatisation et l'ouverture des marchés. Ce véritable "choc néolibéral" fut appliqué avec une rapidité sans précédent : dès 1975, une première vague de privatisations toucha plusieurs entreprises publiques (Larraín et Vergara, 2000 : 116-123). Bien que certaines factions de l'armée aient exprimé des réticences face à ces orientations économiques, les *Chicago Boys* parvinrent à convaincre le général Pinochet de leur nécessité, en s'appuyant sur un discours technocratique promouvant la rigueur monétaire et l'efficacité du marché. Par ailleurs, leur alliance idéologique avec les *gremialistas* – un courant conservateur et ultralibéral issu de la Pontificia Universidad Católica (PUC) – facilita leur insertion au sein des réseaux de pouvoir de la dictature.

Cette convergence idéologique entre technocratie économique et autoritarisme politique permit ainsi l'implantation durable d'un projet néolibéral profondément structurant pour le Chili

²³Centeno, M. A., et Silva, P. *The Politics of Expertise in Latin America*. Palgrave Macmillan, 1998 ; Edwards, S.. *Monetarism and liberalization the Chilean experiment with a new afterword*. Reprint. Originally published : Cambridge (Mass.), Ballinger, 1987. Chicago London : University of Chicago Press. ISBN 0226184897.

contemporain.²⁴ Par ailleurs, Jaime Guzmán, figure intellectuelle majeure du *gremialismo* et proche conseiller de Pinochet, joua un rôle décisif dans la rédaction de la Constitution de 1980. Celle-ci devint l'ossature institutionnelle du projet néolibéral chilien, en consacrant juridiquement la prééminence du marché sur l'intervention de l'État et en verrouillant toute possibilité de réforme en profondeur. Cette Constitution permit non seulement de pérenniser les transformations engagées sous la dictature, mais aussi de légitimer un ordre économique fondé sur la concurrence, la subsidiarité et la restriction des droits sociaux.²⁵

1.1. Think tanks in America (Latina)²⁶

Les think tanks sont généralement présentés comme des organisations indépendantes consacrées à la recherche et à l'analyse des politiques publiques, souvent décrites sous l'étiquette évocatrice – mais imprécise – de “laboratoires d'idées”. Cette définition, bien que largement reprise dans les sphères médiatique et académique, reste néanmoins insuffisante pour appréhender la diversité, l'évolution historique et les fonctions multiples de ces structures. En réalité, si l'appellation “*think tank*” s'est popularisée au XXe siècle, les institutions jouant un rôle similaire dans la production d'idées et l'orientation de l'action publique existent depuis bien plus longtemps. L'Académie des frères Dupuy, fondée à Paris autour de 1620, constitue l'un des exemples les plus anciens de centres de réflexion en Europe, réunissant érudits, diplomates et juristes autour de débats politiques et philosophiques. Ce type de structure montre que la fonction de médiation intellectuelle entre savoir et pouvoir précède de loin les formes contemporaines du *think tank*, tout en posant les jalons d'un champ d'action où s'entrelacent expertise, influence et architecture relationnelle.²⁷ Cette institution, qui réunissait des érudits et des penseurs pour discuter de questions scientifiques, philosophiques et politiques, illustre la manière dont des structures informelles

²⁴Le “grémialisme” est un mouvement d'extrême-droite fondé par l'avocat Jaime Guzmán en 1967, qui s'oppose à la politisation des organisations intermédiaires de la société civile par les partis politiques. L'idéologie de ce groupe se caractérise par un conservatisme politique, un libéralisme économique radical et un catholicisme intransigeant, souvent associé à l'Opus Dei. Voir : Huneus, C. “La derecha en el Chile después de Pinochet : El caso de la Unión Demócrata Independiente”, *Working Papers*, Kellogg Institute, no 285, 2001, 51 p., pp. 16-17.

²⁵Boisard, S. *L'émergence d'une nouvelle droite: monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)* ; Thèse de doctorat en Littérature et civilisation latino-américaines, Université de Toulouse 2 le Mirail, 2001, p. 182.

²⁶Morales Martin, J. J., Cárdenas Castro, J. C., et Garber, C. “Los think tanks y su relevancia en Chile. Aproximación histórica, caracterización del campo y discusión actual”. *Autoctonia. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, 8(especial), 2024, p. 467-505. <https://doi.org/10.23854/autoc.v8i3.402>

²⁷Mazauric, S. *Savoirs et philosophie à Paris dans la première moitié du XVIIe siècle*. Paris: Éditions de la Sorbonne, 1997. <https://doi.org/10.4000/books.pSORbonne.15609>.

ont pu jouer un rôle précurseur dans la production et la diffusion d'idées, bien avant l'émergence des *think tanks* contemporains.

Plus tard, au XIXe siècle, d'autres institutions aux fonctions similaires ont vu le jour, participant à la structuration progressive d'un espace d'expertise orienté vers l'action publique. Le *Royal United Services Institute* (1831), spécialisé dans les questions de défense et de sécurité, ou encore la *Fabian Society* (1884), organisation socialiste réformiste influente dans le développement de l'État-providence britannique, ont joué un rôle central dans la construction historique et sociale des institutions modernes vouées à la réflexion stratégique et à la formulation de politiques publiques. Au XXe siècle, ce mouvement s'est consolidé avec la création de *think tanks* influents, notamment aux États-Unis, où le *Carnegie Endowment for International Peace* (1910) et la *Brookings Institution* (1916) ont contribué à institutionnaliser la figure de l'expert comme acteur clé dans la prise de décision étatique. Ces organisations ont non seulement professionnalisé l'analyse des politiques publiques, mais ont aussi renforcé l'idée selon laquelle la production de savoir devait répondre à des impératifs de rationalisation de la gouvernance, tout en façonnant l'agenda politique selon des grilles de lecture spécifiques.²⁸

James McGann, qui dirige le *Global Go to Think Tank Index Report*, décrit les *think tanks* ainsi :

*“Think tanks are organizations that generate policy oriented research, analysis, and advice on domestic and international issues, therefore enabling policymakers and the public to make informed decisions about policy issues [...] these institutions that have significant autonomy from government and, by inference, from the corporate world as well. But autonomy is a relative rather than an absolute term. And while some may make a profit, their main interest is not profit but influence, defined according to the agenda of the particular institution”.*²⁹

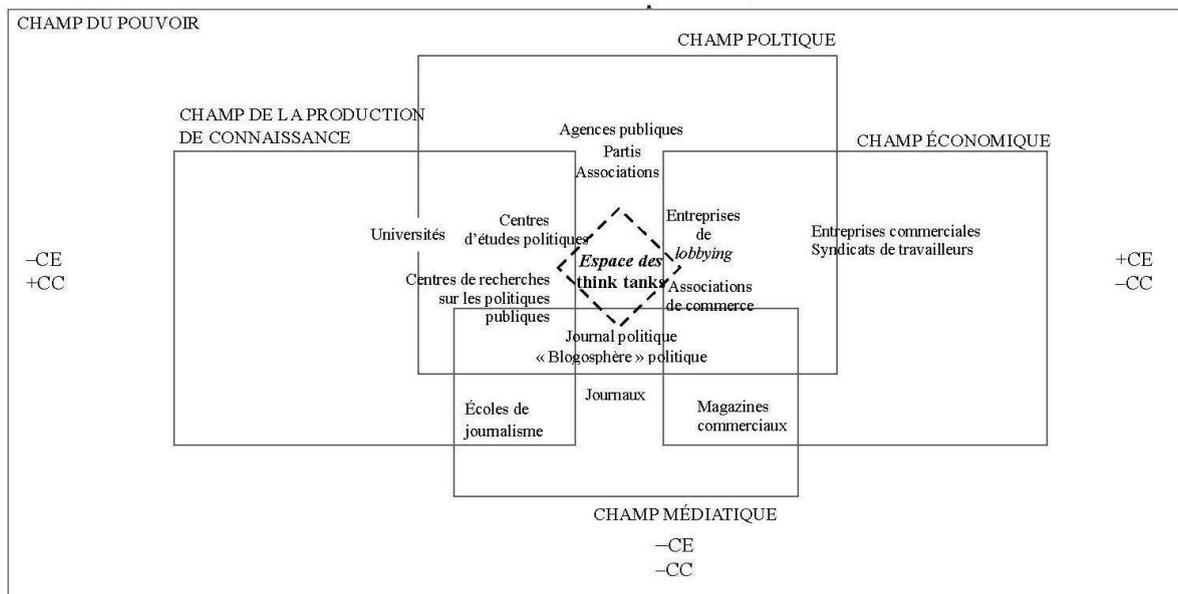
Néanmoins, définir ces organisations de manière précise s'avère une tâche complexe, puisque que ces entités évoluent de manière continue dans un espace hybride à la croisée de plusieurs facteurs (cadre réglementaire pour les fondations ou corporations à but non lucratif, type d'activité, géographie, etc.).

²⁸Voir le classement dirigé par James McGann à l'Université de Pennsylvania: https://repository.upenn.edu/exhibits/orgunit/think_tanks

²⁹McGann, J. “Front Matter.” *Think Tanks: The New Knowledge and Policy Brokers in Asia*, Brookings Institution Press, 2019, pp. i–iv. Disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/10.7864/j.ctv4rfqz8.1>.

Selon l'approche théorique des champs, ces institutions opèrent dans un *espace interstitiel* où se rencontrent et s'entrecroisent des dynamiques académiques, économiques, politiques et médiatiques :

Figure 1 :



Source : Medvetz, Thomas. "10. Terra obscura". *Aux frontières de l'expertise*, édité par Yann Bérard et Renaud Crespin. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2010. <https://doi.org/10.4000/books.pur.9945>.

Un champ peut être défini comme un espace social relativement autonome, structuré par des relations de pouvoir entre des agents en concurrence pour l'accès à des ressources spécifiques – qu'elles soient économiques, culturelles, symboliques, politiques ou sociales — et pour la définition légitime de ses règles internes. Chaque champ fonctionne selon une logique propre, avec ses normes, ses pratiques, ses formes de capital et ses mécanismes de légitimation. Dans cette perspective, Thomas Medvetz (2012) mobilise le concept de *champ interstitiel*, emprunté au sociologue et politiste Gil Eyal, pour rendre compte de la position particulière occupée par les *think tanks*. Selon lui, ces organisations se situent à la croisée de plusieurs champs sans appartenir pleinement à aucun d'eux. Elles opèrent dans un espace hybride et semi-structuré, où elles empruntent des ressources, des répertoires et des styles d'action à chacun de ces univers, tout en jouant un rôle central dans la circulation des idées et la légitimation des prises de position dans le débat public.

Cette position liminaire leur confère une flexibilité stratégique mais aussi une forte capacité à façonner les frontières entre expertise et idéologie, entre science et opinion, entre neutralité apparente et engagement partisan. Cette position d'intermédiation s'explique par la nécessité de maintenir un équilibre constant entre plusieurs impératifs souvent contradictoires. D'une part, ils doivent préserver une crédibilité intellectuelle suffisante pour légitimer leurs productions auprès des sphères savantes et médiatiques. D'autre part, ils doivent cultiver un capital politique leur permettant d'accéder aux décideurs et d'exercer une influence réelle sur l'agenda public. À cela s'ajoute la nécessité d'assurer une visibilité médiatique, indispensable à la diffusion de leurs idées dans l'espace public, ainsi qu'un soutien financier stable, condition de leur pérennisation institutionnelle. C'est précisément cette tension permanente entre autonomie et dépendance – à l'égard des financeurs, des acteurs politiques et des normes académiques – qui façonne leur mode d'intervention et détermine leur place au sein du champ interstitiel. Leur efficacité repose ainsi sur leur capacité à naviguer entre ces différents registres, en modulant leurs discours et leurs formes d'action en fonction des contextes et des interlocuteurs.³⁰

En France, plusieurs *think tanks* – tels que l'Institut économique Molinari, l'Institut Turgot ou encore l'Institut Coppet – s'inscrivent dans des réseaux transnationaux pro-marché, notamment l'*Atlas Network* (voir Annexe 1). À travers l'organisation de conférences, la publication de rapports et une présence active dans les médias, ces organisations participent à la diffusion d'un programme néolibéral, voire libertarien. Ce positionnement idéologique s'inscrit dans une grammaire néolibérale transnationale qui fournit à ses membres non seulement un appui financier et logistique, mais aussi des répertoires discursifs, des formations en stratégie d'influence et des outils pour façonner l'agenda public.

³⁰Salas-Porras, A. *Conocimiento y poder. Las ideas, los expertos y los centros de pensamiento*, Madrid, Akal, 2018.

1.2. Think tanks au Chili : quatre générations

Au Chili, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, les think tanks se sont développés dans un contexte politique traversé par de profondes mutations (Morales-Martín et al., 2024). À l'origine, dans les années 1950, ces centres de réflexion étaient étroitement liés aux universités et aux partis politiques, auxquels ils apportaient une expertise intellectuelle et idéologique. Leur fonction se limitait alors à celle de lieux de production d'idées, souvent en marge du pouvoir décisionnel. Mais au fil des décennies, leur rôle s'est transformé. Ces organisations ont progressivement étendu leur influence bien au-delà des cercles académiques ou partisans jusqu'à devenir des acteurs centraux de la vie économique et politique chilienne. Aujourd'hui, de nombreux think tanks entretiennent des relations étroites avec les élites économiques et les sphères du pouvoir, participant activement à la formulation des politiques publiques et à la définition des priorités nationales.

L'évolution de ces institutions peut être retracée à travers quatre grandes générations, chacune correspondant à une configuration sociopolitique et économique particulière. La première, dans les années 1960, coïncide avec une période de modernisation de l'appareil d'État et de réformes sociales. La seconde génération émerge sous la dictature militaire (1973–1990) au cours de laquelle les think tanks néolibéraux jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre des réformes structurelles. La troisième, apparue dans les années de transition démocratique, voit une professionnalisation accrue du secteur. Enfin, la période contemporaine se caractérise par une diversification de leurs activités, une internationalisation des financements et une présence accrue dans les médias et les réseaux sociaux. Ces transformations témoignent de la capacité d'adaptation de ces organisations face aux bouleversements du système politique chilien.

Ce chapitre se propose d'analyser cette trajectoire en reconstituant les principales étapes historiques du développement de ces institutions en s'intéressant à leurs configurations idéologiques, à leurs réseaux d'alliance et à leur positionnement vis-à-vis de l'État. À travers cette lecture diachronique, il devient possible de mieux comprendre le rôle structurant que ces organisations ont joué – et continuent de jouer – dans la fabrique des politiques publiques au Chili.

Première génération : les précurseurs (1957-1973)

C'est dans un contexte de recomposition du rôle de l'État et de tensions croissantes autour du modèle de développement que se déploient, au Chili, les premières structures organisées de production de savoirs orientés vers l'action publique.

Au tournant des années 1950 et 1960, le pays adopte une stratégie de substitution des importations dans le sillage des orientations promues par la CEPAL (Klüger, 2017), avec pour objectif de renforcer l'autonomie économique nationale par le développement d'un secteur industriel local. Ce projet développementiste place l'État au cœur de la planification économique, mais il se heurte rapidement à des contraintes structurelles : faiblesse de l'investissement privé, dépendance technologique, pénurie de compétences spécialisées et exposition aux instabilités des marchés mondiaux. À cela s'ajoute un cadre international de plus en plus contraignant, dominé par les principes du libre-échange imposés par des institutions comme le GATT, puis l'OMC. La Charte d'Alger de 1967, adoptée par les pays non alignés, exprime alors de manière éloquente les critiques formulées contre un ordre commercial mondial perçu comme inégalitaire.

C'est dans ce climat de réforme, mais aussi de vulnérabilité systémique, que surgissent au Chili des espaces intermédiaires entre universités, partis politiques et segments de l'administration publique. Ces structures – sans être encore pleinement institutionnalisées comme des *think tanks* au sens anglo-saxon du terme – visent à produire des analyses et des outils intellectuels pour penser, accompagner et légitimer l'action de l'État. Elles participent à l'élaboration de projets de société en mobilisant des savoirs disciplinaires, des expertises sectorielles et une forte charge idéologique. Le rôle du président Eduardo Frei Montalva est ici déterminant. Porté par une vision réformiste et démocrate-chrétienne de la modernisation, il comprend très tôt la nécessité de s'entourer d'équipes intellectuelles capables de traduire son projet politique en politiques publiques concrètes. Son gouvernement encourage la création d'organisations de recherche appliquée, à la fois autonomes et étroitement liées à l'État. C'est dans cette dynamique que s'inscrivent des initiatives portées par des acteurs comme Roger Vekemans, qui joue un rôle majeur dans la fondation de centres influents tels que le *Centro de Investigación y Desarrollo de la Educación* (CIDE) et le *Centro Latinoamericano de Población y Familia* (CELAP). Ces institutions s'emparent de problématiques cruciales – éducation, croissance démographique, développement rural – avec l'ambition de produire des diagnostics utiles à la réforme sociale et à l'élargissement de

l'intervention publique.³¹ À travers elles se dessine un nouveau type d'acteur intellectuel dans le champ chilien : ni purement académique, ni directement partisan, mais impliqué dans la définition même de ce que devait être un projet national de modernisation.

Deuxième génération : les tanks à l'assaut (1973-1990)

Le coup d'État de 1973 et l'instauration de la dictature militaire d'Augusto Pinochet marquent une rupture profonde dans le paysage politique chilien, transformant radicalement le rôle des think tanks. Deux types d'institutions émergent durant cette période : d'une part, des centres indépendants, souvent financés par des organisations internationales qui deviennent des refuges pour les intellectuels et les opposants au régime ; d'autre part, des institutions proches du gouvernement militaire qui soutiennent activement l'implantation du modèle économique néolibéral. Parmi ces dernières, nous retrouvons le *Centro de Estudios Públicos* (CEP), fondé en 1980 par Pablo Barahona, Sergio de Castro et d'autres personnages clés du régime. Financé par les groupes économiques les plus puissants du pays, le CEP devient un pilier intellectuel du néolibéralisme chilien légitimant les réformes de privatisation, de dérégulation et de réduction du rôle de l'État. Un autre acteur majeur de cette période est Hernán Büchi. Ministre des Finances sous Pinochet, il pilote la deuxième vague des privatisations et fonde le *think tank* pro-marché *Libertad y Desarrollo* (LyD) en 1990. Cependant, cette période est aussi marquée par une forte polarisation politique avec l'émergence des organisations indépendantes comme *FLACSO-Chile* ou *CIEPLAN*, qui résistent au régime en offrant un espace d'expression aux experts opposants. Cette évolution s'inscrit dans un contexte mondial marqué par la mondialisation de l'économie et la montée en puissance des institutions financières internationales. Alors que le Chili s'ouvre progressivement aux marchés internationaux, les think tanks contribuent à l'adaptation du pays à ces nouveaux préceptes. Ils deviennent des intermédiaires entre les élites locales et les acteurs globaux contribuant à définir la place du Chili dans l'économie mondiale. Cette dynamique se poursuivra après le retour à la démocratie, avec une diversification des fondations privées à but non lucratif et une influence accrue dans les débats publics et les politiques sectorielles.

³¹Ce chapitre s'appuie largement sur le travail de Morales-Martín et al. : Morales-Martín, J. et Cárdenas-Castro, J. Garber, C. "Los think tanks y su relevancia en Chile. Aproximación histórica, caracterización del campo y discusión actual." *Autoctonia Revista de Ciencias Sociales e Historia*, VIII. 2024, 467-505.

Troisième génération : les enjeux de la transition démocratique (1990-2010)

Après la fin de la dictature, les think tanks chiliens connaissent un essor dans le cadre de la transition démocratique. La nouvelle Constitution de 1980, adoptée sous Pinochet mais maintenue après sa chute, crée une situation dans laquelle ces institutions deviennent des relais majeurs dans la gestion de la transition politique et économique. Les partis politiques, en particulier la *Concertación de Partidos por la Democracia*, s'appuient sur ces institutions pour formuler des propositions politiques et des réformes sociales. Le Centre d'Études Publiques ouvre ses portes à l'ex-opposition en devenant un cercle incontournable pour la scène intellectuelle du pays. Néanmoins, la logique néolibérale reste prédominante (Garretón, 2012).

Démocratie semi-souveraine

Carlos Huneeus reprend le concept de *démocratie semi-souveraine* (*democracia semisoberana*), initialement forgé par Peter Katzenstein (1987) dans le contexte allemand, pour penser les limites structurelles de la démocratie chilienne après la transition post-dictatoriale. Ce terme désigne un régime démocratique qui, bien que doté d'institutions électives et d'un formalisme pluraliste, demeure partiellement contraint dans son exercice de la souveraineté politique. Dans le cas chilien, Huneeus mobilise cette notion pour montrer que la démocratie instaurée après la fin de la dictature militaire (1973–1990) reste entravée par des héritages institutionnels et normatifs issus de l'ordre autoritaire établi sous Pinochet. Selon lui, cette démocratie est caractérisée par une *triple continuité* avec le régime militaire : la persistance de la Constitution de 1980 (malgré ses réformes ultérieures), le maintien de l'influence politique des forces armées, et la continuité du modèle néolibéral. Ces éléments, combinés, restreignent la capacité du système politique à exercer pleinement sa souveraineté démocratique, en limitant la portée des réformes structurelles et en verrouillant certains mécanismes de représentation. Ainsi, loin d'une rupture franche avec le passé autoritaire, la transition chilienne s'est opérée sur un mode négocié qui a donné naissance à une démocratie formellement pluraliste mais substantiellement bridée. Huneeus argue que ces éléments ont restreint la capacité des gouvernements démocratiquement élus à exercer un pouvoir pleinement souverain (Block, 1977 ; Lindblom 1982). Par exemple, les réformes constitutionnelles nécessitent des majorités qualifiées difficiles à obtenir et certaines institutions, comme le Tribunal Constitutionnel ou le Banque Centrale, limitent le pouvoir des élus. Pour Huneeus, la démocratie chilienne est *semi-souveraine* parce qu'elle est

“incomplète” et “limitée” par des structures héritées de la dictature, en critiquant également le fait que les gouvernements démocratiques n'ont pas suffisamment renforcé les institutions démocratiques et ont maintenu des politiques qui ne favorisent pas un développement politique plus profond.

Dans sa recension critique de l'ouvrage de Carlos Huneeus, Patricio Navia remet en question certains aspects de l'interprétation fondée sur la notion de *démocratie semi-souveraine*. S'il reconnaît les limites héritées de la période autoritaire, Navia insiste sur le fait que la démocratie chilienne post-transition reste, malgré ses imperfections, plus robuste et inclusive que celle en vigueur avant le coup d'État de 1973. Il rejette l'idée d'une démocratie structurellement bridée ou inachevée, en soulignant que toutes les démocraties contemporaines, à des degrés divers, présentent des restrictions institutionnelles, des asymétries de pouvoir ou des déficits de représentation. En s'appuyant sur la conception de la *polyarchie* proposée par Robert Dahl, Navia défend l'idée que la démocratie ne saurait jamais être "pleinement souveraine", au sens d'un idéal normatif absolu. Selon lui, le cas chilien n'échappe pas à cette réalité : il s'agit d'une démocratie fonctionnelle, certes perfectible, mais comparable dans ses tensions et ses compromis à bien d'autres systèmes démocratiques.³²

Par ailleurs, des institutions comme le *CIEPLAN* (*Centro de Estudios Públicos para América Latina*)³³, *Chile 21*, et *Expansiva* se distinguent durant cette période. Ces think tanks sont largement associés à la pensée progressiste mais ils continuent de défendre un modèle économique néolibéral, bien que modéré par des réformes sociales limitées. Leur rôle dans la gouvernance démocratique est central car ils fournissent des analyses techniques qui influencent la formulation des politiques publiques, notamment en matière de privatisation, de retraites et de santé. Par ailleurs, certains think tanks comme *Fundación Chile 21* ont pour but de formuler des alternatives progressistes, tout en préservant elles aussi l'essence du modèle néolibéral.³⁴

Néolibéralisme corrigé : correction sans rupture

Manuel Antonio Garretón introduit le concept de “néolibéralisme corrigé” (Garretón, 2012) pour qualifier cette approche qui, loin de remettre en question les fondements du modèle économique chilien, a cherché à l'adapter en introduisant des réformes sociales et

³²Navia, P. “Huneeus, Carlos. La Democracia Semisoberana. Chile Después De Pinochet. Santiago: Taurus, 2014.” *Estudios Públicos* (Santiago), 2016.

³³Silva, P. “Technocrats and Politics in Chile: From the Chicago Boys to the CIEPLAN Monks.” *Journal of Latin American Studies* 23, no. 2 (1991): 385–410. <http://www.jstor.org/stable/157030>.

³⁴Garretón, M. *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado*. ARCIS/CLACSO, Santiago, 2012.

institutionnelles visant à atténuer ses effets les plus inégalitaires. Dans ce contexte, le Chili a conservé une économie largement fondée sur les principes du libre marché, tout en élargissant progressivement certaines protections sociales et en renforçant le rôle régulateur de l'État. Les gouvernements de la *Concertación* ont ainsi initié des réformes importantes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des retraites, tout en consolidant un cadre institutionnel à la fois démocratique et libéral. Cependant, ces ajustements sont restés insuffisants pour opérer une transformation profonde des structures héritées de la dictature. Cette limite s'explique notamment par la persistance de mécanismes constitutionnels restrictifs, qui encadrent strictement l'intervention étatique, ainsi que par l'influence durable des élites économiques formées et renforcées sous le régime militaire.

Au cours des décennies 1990-2010, les gouvernements successifs de centre-gauche ont mis en œuvre une stratégie de *croissance avec équité* combinant une distribution des ressources avec une politique sociale active.³⁵ Cette approche a permis une augmentation significative du revenu par habitant et une réduction importante de l'extrême pauvreté. Toutefois, les inégalités de revenus restent un enjeu majeur. En effet, le coefficient de Gini, qui mesure les disparités après transferts sociaux et prélèvements fiscaux, est passé de 0,48 en 2009 à 0,496 en 2020, illustrant la persistance des déséquilibres structurels dans la distribution des richesses.³⁶ La politique sociale chilienne, fortement ciblée, combinée à la faible ampleur des ressources fiscales disponibles pour l'État, conduit à des critères d'éligibilité particulièrement restrictifs pour l'accès aux prestations sociales.³⁷

La structuration des politiques sociales, notamment en matière de pensions et de protection sociale, occupe une place centrale dans le débat public chilien contemporain. Le modèle basé sur des comptes d'épargne individuels, bien qu'efficace en théorie, soulève d'importantes questions de sécurité sociale, d'équité et de pérennité intergénérationnelle. Ce système a suscité de vives critiques, notamment à cause des profits élevés générés par les fonds de pension, alors que de nombreux retraités perçoivent des pensions très modestes, parfois inférieures à cent euros. Par ailleurs, certains de ces fonds, liés à des entités internationales et investissant dans des conglomérats nationaux tels que Soquimich (Société Minière et

³⁵Contreras, D., et Ffrench-Davis, R. "Policy Regimes, Inequality, Poverty, and Growth: The Chilean Experience, 1973–2010", in Giovanni Andrea Cornia (ed.), "Falling Inequality in Latin America: Policy Changes and Lessons", *WIDER Studies in Development Economics* (Oxford, 2014; online edn, Oxford Academic, 16 avril, 2014), <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198701804.003.0005>.

³⁶(OCDE). Regional Well-Being : Regional income distribution and poverty [Base de données]. Récupéré de <https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=66597>.

³⁷Repetto, A. "Crecimiento, pobreza y desigualdad: la vía chilena". *Economía y Política* 3(1), 2016, Santiago de Chile, pp. 71-101.

Chimique du Chili, acquise par le gendre du Pinochet) ou Larrain Vial, financent également des think tanks comme le Centre d'Études Publiques.

Le cycle des mobilisations

De surcroît, les années 2000 sont marquées par une crise de légitimité avec l'émergence des premières mobilisations sociales massives, notamment les mouvements étudiants de 2006 et 2011, qui ont contesté le système éducatif ainsi que les inégalités générées par la privatisation croissante de ce secteur. En 2006, des dizaines de milliers de lycéens, surnommés Los Pingüinos, ont manifesté sous le slogan « L'éducation est un droit, pas un privilège ». Ce mouvement a conduit à l'abrogation de la loi LOCE, dernière réforme éducative issue de l'ère Pinochet, remplacée par la LEGE. Ce changement, fruit d'un compromis entre la Concertación et l'opposition, a ravivé le débat sur le rôle de l'État dans l'éducation publique et le modèle lucratif des établissements privés financés par des fonds publics. Dans ce contexte de privatisation étendue, les think tanks chiliens, en tant qu'institutions privées à but non lucratif, occupent une position institutionnelle proche de celle des universités privées – elles-mêmes des corporations privées à but non lucratif. Cette configuration est rendue possible par le cadre législatif hérité de la dictature qui a facilité la multiplication d'organismes éducatifs et de réflexion privés. Ainsi, les propriétaires des grands conglomerats économiques détiennent souvent dans leur portefeuille des fondations, des universités, mais aussi des think tanks, ce qui leur permet de renforcer leur influence non seulement dans les secteurs économiques, mais également dans les sphères intellectuelles et politiques. Cette interconnexion souligne l'importance des think tanks dans la reproduction des rapports de pouvoir au Chili.

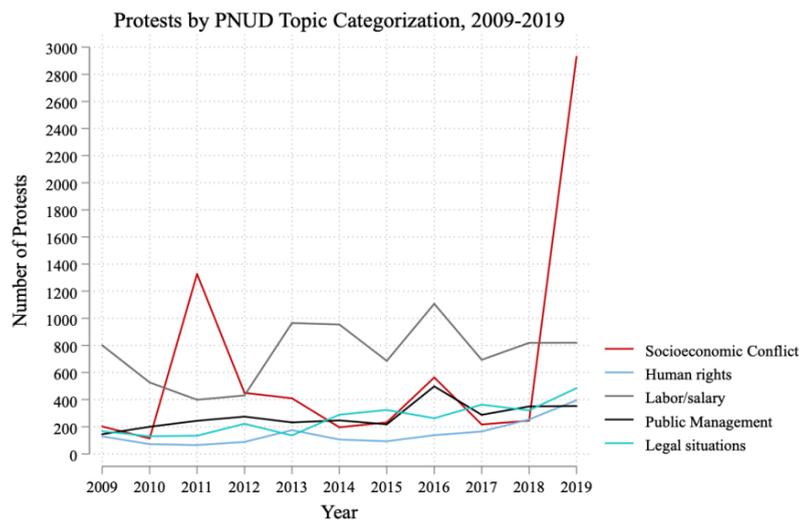
Quatrième génération : diversification et spécialisation (2010-présent)

La quatrième génération de think tanks au Chili qui émerge à partir des années 2010 se caractérise par une diversification des thématiques abordées et une spécialisation accrue des institutions. Comme nous l'avons signalé, les quatre gouvernements de centre-gauche qui se sont succédés entre 1990 et 2010 n'ont pas réussi à résoudre les problèmes structurels du *modèle*. Bien que des efforts aient été faits pour moderniser l'État, le maintien du celui-ci a perpétué un système social dual et ségrégué, particulièrement visible dans les secteurs de l'éducation, du logement et de la santé, mais aussi par les disparités qui concernent les inégalités de genre. Cette structure a engendré de nouvelles formes de précarité et de

désencastrement social, alimentant un sentiment de frustration et un désir croissant d'explorer des alternatives politiques. À cette période, on constate l'émergence d'une multiplication des think tanks spécialisés dans des domaines tels que la justice sociale, les études du genre, l'environnement et la réforme de l'État (Morales-Martín et al. 2024). Ces institutions reflètent les préoccupations croissantes de la société chilienne face aux inégalités persistantes. Certaines institutions, comme *Nodo XXI* ou la *Fundación Sol*, se consacrent principalement aux questions de justice sociale et de redistribution, tandis que d'autres, telles qu'*Espacio Público*, mettent l'accent sur la transparence et la gouvernance. Néanmoins, les think tanks héritiers de la tradition des *Chicago Boys* conservent une influence majeure et défendent fermement le modèle économique dominant. Parmi les plus actifs figurent le *Centro de Estudios Públicos* (CEP), *Libertad y Desarrollo* (LyD), la *Fundación Jaime Guzmán*, la *Fundación Avanza Chile* et la *Fundación para el Progreso* (FPP) (Morales-Martín et al., 2024). Ces institutions s'opposent aux réformes structurelles proposées par les mouvements sociaux et les partis de gauche, plaidant pour la préservation des politiques économiques néolibérales.

Des mobilisations citoyennes aux nouveaux think tanks

Quatre mouvements sociaux majeurs ont jalonné le chemin vers l'estallido social de 2019 :



Source: Walton, M. (2023). "Inequality in Chile: Perceptions and Patterns". *Working Papers*, Center of International Development at Harvard University, Harvard, 2023, p.6.

- En mai 2011, près de 30 000 personnes ont manifesté à Santiago contre le projet de construction de cinq centrales hydroélectriques dans la région d'Aysén. Porté par des

organisations environnementales comme “Patagonia sin represas” et soutenu dans plusieurs villes, ce mouvement “*No a HidroAysén*” (Landaeta & Herrero, 2021) a placé les enjeux écologiques au cœur du débat public, soulignant l’importance d’une participation citoyenne accrue aux décisions (Cuadra, 2013 ; Skoknic, 2011).

- En 2012, un mouvement régionaliste et décentralisateur a émergé à Aysén, réclamant de meilleures prestations publiques sous le slogan “votre problème est mon problème”.
- En 2015, les scandales des groupes économiques Penta et Soquimich (SQM) éclatent, révélant le financement illégal de la classe politique chilienne par ces conglomérats.³⁸ Le *Caso Penta* suscite une indignation particulière : ses dirigeants, Carlos “Choclo” Délano et Carlos Eugenio Lavín, écopent d’une simple obligation de suivre des “cours d’éthique” à l’Université Adolfo Ibáñez, institution liée à la Fondation pour le Progrès et à la famille Ibáñez Atkinson. Cette décision judiciaire, perçue comme clémente, renforce l’impression d’une justice à deux vitesses, bien plus sévère envers les citoyens ordinaires qu’envers les élites économiques. De plus, le cas de Julio Ponce Lerou, ancien gendre de Pinochet et homme fort de SQM, incarne parfaitement cette collusion entre pouvoir économique et politique. Nommé à la tête de Soquimich dans les années 1980 – alors entreprise publique –, il en pilote sa privatisation avant d’en devenir l’actionnaire majoritaire. Grâce à des réseaux d’influence et des méthodes opaques, il transforme SQM, fleuron minier national, en un empire privé illustrant les dérives d’un capitalisme de connivence hérité de la dictature. Ces entreprises sont directement rattachées au réseau du Centre d’Études Publiques, dont nous verrons comment s’y tissent des solidarités (Finez et Comet 2011).
- En juin 2016, la *Coordinadora No + AFP* a organisé une mobilisation nationale contre le système de retraites issu de la dictature, rassemblant des protestations dans plus de cinquante villes.
- Enfin, en 2018, une vague féministe a dénoncé le patriarcat, les violences de genre et les inégalités structurelles entre hommes et femmes.

À ces événements se sont ajoutés plusieurs scandales de collusion sur les prix dans des secteurs sensibles tels que l’alimentation et les médicaments, nourrissant un profond

³⁸CIPER. (2021). *Extracto de "Joyitas: los protagonistas de los mayores escándalos de corrupción en Chile"*. Disponible sur : <https://www.ciperchile.cl/2021/01/31/extracto-de-joyitas-los-protagonistas-de-los-mayores-escandalos-de-corrupcion-en-chile/>

sentiment de méfiance à l'égard des élites économiques et politiques. Dans ce contexte d'indignation sociale et de remise en question du modèle dominant, de nouveaux think tanks progressistes ont émergé, parmi lesquels *Rumbo Colectivo* et *La Casa Común*. Ces organisations ont cherché à formuler des alternatives critiques au paradigme néolibéral, en s'appuyant sur les revendications des mouvements sociaux et en participant activement au processus de la Convention constitutionnelle (2021–2022). Leur contribution aux débats sur la refondation institutionnelle du pays a été significative, notamment dans la promotion d'un modèle post-néolibéral plus inclusif, axé sur les droits sociaux, la justice territoriale et la participation citoyenne. Cependant, l'émergence de ces initiatives n'a pas été exempte de tensions et de contradictions. L'affaire de détournement de fonds publics impliquant *Rumbo Colectivo* a mis en lumière les fragilités structurelles du système de financement des fondations au Chili. Elle souligne également le risque d'instrumentalisation des ressources publiques à des fins politiques, même de la part d'acteurs se revendiquant du progressisme. Ce cas révèle la complexité des rapports entre financement institutionnel, concurrence idéologique et capacité d'influence dans le champ des politiques publiques. Il interroge plus largement les conditions d'autonomie, de transparence et de redevabilité nécessaires pour que les think tanks puissent jouer un rôle crédible dans la transformation du paysage politique chilien.

Sebastián Piñera et l'influence des think tanks pro-marché

Sebastián Piñera occupe une position centrale dans le champ politique chilien des quatre dernières décennies, non seulement en tant qu'homme d'État, mais aussi comme acteur clé dans la structuration des réseaux idéologiques libéraux. Ses liens étroits avec plusieurs think tanks pro-marché – tels que *Libertad y Desarrollo*, le *Centro de Estudios Públicos* (CEP), *Horizontal*, la *Fundación Avanza Chile* (qu'il a lui-même fondée en 2014), ainsi que la *Fundación Jaime Guzmán*, *Fundación Paz Ciudadana* et la *Fundación para el Progreso* (FPP) – témoignent de son rôle dans la consolidation d'un écosystème intellectuel favorable aux réformes néolibérales.³⁹

Par ailleurs, Piñera, en fonction lors du soulèvement social d'octobre 2019, a été impliqué dans plusieurs scandales économiques au cours de sa carrière, dont l'un des plus emblématiques reste l'affaire de la Banque de Talca en 1982. Accusé de fraude bancaire et de violations de la loi sur les établissements financiers, Sebastián Piñera fut mis en cause pour avoir autorisé l'octroi de prêts illégaux à des sociétés fictives, entraînant un endettement massif de la banque. Un mandat d'arrêt

³⁹El Mostrador. *Fundación para el Progreso: los socios del gobierno que más problemas han traído a Piñera*. [En ligne] 21 août 2018.

fut alors émis à son encontre par la justice chilienne. Contraint de fuir temporairement le pays, il ne réapparut qu'après l'intervention décisive de ses réseaux politiques, notamment de Mónica Madariaga, alors ministre de la Justice et proche de la dictature, qui facilita sa libération. Cet épisode, souvent occulté dans les récits officiels, illustre les logiques de connivence entre sphères économiques, politiques et judiciaires qui ont marqué la trajectoire des élites au Chili depuis la dictature.⁴⁰

En 1992, l'affaire dite du "Piñeragate", également surnommée *El Kiotazo*, éclate lorsque la télévision diffuse un enregistrement compromettant d'une conversation entre Sebastián Piñera et l'homme d'affaires Ricardo Claro. On y entend clairement Piñera tenter de manipuler un débat présidentiel interne en discréditant sa rivale politique de l'époque, Evelyn Matthei – aujourd'hui candidate présidentielle de l'UDI, parti issu de la matrice politique du régime militaire. Mais ses démêlés judiciaires ne s'arrêtent pas là. En 2007, la *Superintendencia de Valores y Seguros* (SVS) le sanctionne pour délit d'initié dans l'affaire de l'achat d'actions de la compagnie aérienne LAN, alors qu'il détenait des informations confidentielles en tant qu'actionnaire influent. Quelques années plus tard, LAN est de nouveau au cœur d'un scandale, accusée d'avoir versé des commissions illégales à des responsables publics étrangers. Bien que Piñera ne soit plus directement impliqué dans la gestion quotidienne de l'entreprise, l'affaire rejaillit sur lui et se solde par une amende record de 20 millions de dollars. Enfin, en 2021, son nom apparaît dans les *Pandora Papers*, vaste enquête coordonnée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) qui révèle son implication dans des montages financiers *offshore*. Cette révélation relance les critiques sur les pratiques d'évasion fiscale et les conflits d'intérêts, ajoutant une nouvelle couche à l'image déjà controversée d'un dirigeant au carrefour du pouvoir économique et politique.⁴¹ L'enquête a mis en lumière les pratiques de dissimulation de patrimoine et d'évasion fiscale de figures politiques et économiques de premier plan, alimentant les critiques sur l'impunité des élites et la concentration de la richesse dans les mains d'une minorité.

Élu en 2010 sur la promesse de moderniser l'héritage du "miracle économique" chilien, Sebastián Piñera s'est rapidement heurté à une contestation sociale d'ampleur inédite. Le mouvement étudiant de 2011, qui mobilisa jusqu'à un million de manifestants dans les rues de Santiago, est devenu le symbole d'un rejet généralisé de la marchandisation des services publics, en particulier de l'éducation. Les revendications ciblaient un système éducatif profondément inégalitaire, à trois vitesses, où l'accès à une formation de qualité restait réservé à une minorité privilégiée, tandis que la majorité devait s'endetter lourdement pour financer des études souvent peu valorisées (Orellana, 2018). Or, face à cette mobilisation massive, le gouvernement adopta une posture résolument fidèle

⁴⁰Memoria Viva. *Madariaga, Mónica*.

⁴¹ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists). *Chilean court dismisses Pandora probe into deceased former president Sebastián Piñera*.

à l'orthodoxie néolibérale héritée des *Chicago Boys*. Plutôt que d'engager une réforme structurelle du modèle éducatif, l'exécutif se limita à des ajustements techniques, comme la réduction du taux d'intérêt du Crédit Aval de l'État (de 6 % à 2 %), tout en préservant l'architecture générale du système marchandisé.⁴² Néanmoins, contre toute attente, Piñera parviendra à se faire réélire en 2017. Ce paradoxe s'explique par plusieurs facteurs : une opposition divisée, la peur des classes moyennes face à l'instabilité, et surtout la persistance d'un consensus pro-marché parmi les élites gouvernementales.

Lors de son second mandat (2018–2022), Sebastián Piñera a consolidé et approfondi ses liens avec les think tanks pro-marché, intégrant plusieurs de leurs membres au sein de son administration. Parmi elles, Cristian Larroulet – membre influent de *Libertad y Desarrollo* – a joué un rôle central dans les orientations gouvernementales. Après avoir été Ministre Secrétaire général de la Présidence (2010–2014), il fut nommé chef des conseillers présidentiels durant la seconde administration de Piñera. Cette position, bien que moins visible publiquement, lui a permis d'exercer une influence stratégique depuis les coulisses du pouvoir, notamment depuis le “*segundo piso*” (deuxième étage) du palais de La Moneda, symbole des sphères décisionnelles discrètes mais puissantes. Ce choix semble avoir répondu à une logique de préservation de l'image publique du gouvernement, tout en maintenant une continuité idéologique dans la conduite des politiques néolibérales. De son côté, Marcela Cubillos, également issue de *Libertad y Desarrollo*, a successivement occupé les ministères de l'Environnement (mars–août 2018) et de l'Éducation nationale (août 2018–février 2020), renforçant l'influence des cercles conservateurs sur des dossiers sensibles. La *Fundación para el Progreso* (FPP), a elle aussi été représentée dans le gouvernement par des personnalités comme Gerardo Varela, éphémère ministre de l'Éducation, et Roberto Ampuero, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 2019.

Enfin, cette continuité idéologique entre les deux mandats de Piñera s'est institutionnalisée à travers la *Fundación Avanza Chile* créée en 2014 après son premier passage au pouvoir. Elle a servi de plateforme programmatique en lien étroit avec les élites économiques. Parmi ses membres les plus proches figure Andrés Chadwick, cousin de Piñera, ancien ministre de l'Intérieur, aujourd'hui sous le coup d'une enquête pour trafic d'influence dans le cadre de l'affaire “Hermosilla”. D'autres personnalités, telles que Cecilia Pérez, Felipe Larraín et Gonzalo Blumel, ont également été des représentants de la *Fundación Chile Avanza* au sein du gouvernement où ils ont activement promu

⁴²Avec ce mécanisme, l'État chilien garantit les prêts contractés par les étudiants auprès de banques privées. Ce système, destiné à élargir l'accès à l'enseignement supérieur, bénéficie principalement aux universités privées qui augmentent leurs revenus grâce à des frais de scolarité élevés, et aux banques qui possèdent une partie de ces contrats (banques qui financent aussi des think tanks). Il est souvent critiqué pour son rôle dans le surendettement des étudiants défavorisés et pour son soutien indirect aux institutions privées, au détriment d'un financement direct des universités publiques. Ce mécanisme a également exacerbé les inégalités d'accès à une éducation de qualité : alors que les étudiants issus de familles plus aisées peuvent éviter l'endettement, la majorité des étudiants moins favorisés en subissent les conséquences financières à long terme.

un modèle économique inégalitaire et marchand qui s'est inscrit durablement dans les politiques publiques.

L'héritage de Piñera illustre ainsi les contradictions du néolibéralisme chilien : un pays stable et prospère pour les investisseurs, mais traversé par des inégalités structurelles que les mécanismes de marché se révèlent incapables de résorber. Son double passage au pouvoir démontre la résilience du consensus économique hérité de Pinochet.

1.3. Le Centre d'Études Publiques (CEP) : un instrument de l'hégémonie néolibérale

Fondé en 1980, au cœur de la dictature militaire, le Centre d'Études Publiques (CEP) a rapidement dépassé le rôle d'un simple centre de réflexion pour devenir un pilier de l'hégémonie néolibérale au Chili. Doté d'un prestige intellectuel soigneusement construit, il a bénéficié d'une présidence honorifique assurée par Friedrich Hayek et a intégré en son sein plusieurs membres de la Société du Mont Pèlerin, scellant ainsi ses affinités idéologiques avec les courants libéraux les plus radicaux. Le CEP organisait régulièrement des séminaires fermés réunissant des membres de la Junte militaire, du Tribunal constitutionnel et des PDG de grands conglomérats économiques, instaurant un espace de co-production des réformes au sein du pouvoir. Dans ses rapports, il a soutenu des mesures emblématiques du régime, comme le système de retraites par capitalisation, sans jamais mentionner les intérêts économiques directs de ses financeurs ni les effets sociaux délétères de ces politiques. Sous couvert de neutralité académique, le CEP a ainsi joué au début un rôle de médiateur idéologique entre les élites économiques et politiques, consolidant un modèle profondément inégalitaire.

L'influence de ce modèle de think tank étroitement lié aux élites économiques se prolonge aujourd'hui à travers l'architecture juridique. La Loi 21.440, adoptée en 2022 et soutenue par des cercles proches du CEP⁴³ – en est une illustration : elle accorde des avantages fiscaux aux dons versés à des entités dites "d'intérêt général", reprenant dans son esprit le Décret-loi n° 3.063 de 1979 hérité de la dictature. Ce dispositif contribue à institutionnaliser un mécanisme

⁴³“Grupo integrado por CEFIS-UAI presentó propuesta para Ley General de Donaciones a Ministerio de Hacienda. UAI.” Disponible sur : <https://www.uai.cl/noticias/gobierno/grupo-integrado-por-cefis-uai-presento-propuesta-para-ley-general-de-donaciones-a-ministerio-de-hacienda>

de financement opaque où la philanthropie sert de façade à la consolidation de réseaux d'influence.

La philanthropie : outil d'intérêt général ou levier d'influence privée ?

Promulguée le 1er avril 2022 et entrée en vigueur le 1er mai suivant, la Loi 21.440 instaure un régime de donations assorti d'avantages fiscaux pour les entités sans but lucratif au Chili. Intégrée dans le cadre du Décret n°3.063 de 1979 sur les rentes municipales, cette loi vise à encourager les contributions privées au financement d'organisations poursuivant des objectifs d'intérêt général, tout en offrant des incitations fiscales aux donateurs. Elle établit ainsi un dispositif légal encadrant les dons en argent ou en biens en faveur d'entités inscrites dans un registre public. Ces entités doivent œuvrer dans des secteurs considérés comme prioritaires, tels que le développement social, la santé, l'éducation, la culture, la protection de l'environnement ou encore la défense des droits humains (articles 46 A et B). Or, ces domaines d'action recoupent largement les missions affichées par des fondations comme le *Centre d'Études Publiques* (CEP) ou la *Fundación para el Progreso* (FPP). En ce sens, la loi consolide un cadre juridique favorable à ces organisations, leur permettant de capter des ressources privées tout en bénéficiant de la légitimité attachée aux causes d'intérêt général.

L'un des aspects les plus significatifs de cette loi est l'octroi d'avantages fiscaux aux donateurs. Par exemple, selon l'Article 46 B, les donations effectuées dans le cadre de ce régime ne sont pas soumises à l'impôt sur les donations (Ley N° 16.271) et sont exemptées de l'obligation d'insinuation (procédure légale de validation des donations). Ces avantages incitent les grands groupes économiques et les particuliers fortunés à soutenir des entités comme le CEP et la FPP, tout en réduisant leur fardeau fiscal.

Les donateurs peuvent déduire le montant de leurs donations de leur base imposable, sous certaines conditions :

- Pour les contribuables de *l'impôt de première catégorie* (entreprises), la déduction est limitée à 5 % de la base imposable ou à 20 000 unités tributaires mensuelles, selon la valeur la plus faible (Article 46 B, 1). Plus d'un million d'euros selon le taux de change actuel et la valeur de l'UTM.⁴⁴

⁴⁴ Voir : <https://valor-utm.cl/>

- Pour les contribuables de l'*impôt global complémentaire* ou de l'*impôt supplémentaire* (particuliers), la déduction est limitée à 5 % de la base imposable ou à 10 000 UTM (Article 46 B, 1).

En outre, les entités qui souhaitent bénéficier de ce régime doivent être inscrites dans un registre public géré par un Secrétariat Technique dépendant du Ministère des Finances (Article 46 F). Pour être éligibles, elles doivent remplir plusieurs conditions, notamment :

- 1) Être des institutions sans but lucratif régies par le Titre XXXIII du Livre I du Code Civil ou des corps de pompiers constitués conformément à la Ley N° 20.564 (Article 46 A, C).
- 2) Promouvoir des objectifs d'intérêt général, tels que définis dans la loi (Article 46 A, B).
- 3) Ne pas participer à des activités de nature politique partisane ou recevoir des donations de personnes liées à des candidats à des fonctions publiques (Article 46 F).

Ces conditions garantissent que les donations sont utilisées à des fins légitimes et non pour des activités politiques partisans. Cependant, elles n'excluent pas les donations de la part de grandes entreprises ou de familles influentes qui peuvent ainsi soutenir des fondations comme le CEP tout en respectant les critères légaux. De surcroît, la loi impose également des obligations de transparence aux entités bénéficiaires. Elles doivent publier un rapport annuel détaillant l'utilisation des ressources reçues, y compris les activités, programmes et projets financés par les donations (Article 46 H, 2). Ces rapports sont accessibles au public via un portail de donations géré par la Secrétariat Technique (Article 46 G). Cette transparence permet de vérifier que les donations sont utilisées conformément aux objectifs déclarés, mais elle ne révèle pas nécessairement les motivations stratégiques des donateurs.

Selon le site web du CEP : le *Centro de Estudios Públicos* a pour objectif “d'analyser et de diffuser, de manière indépendante, libérale et critique, les problèmes philosophiques, politiques, sociaux et économiques qui intéressent la société chilienne, ainsi que d'étudier, discuter et concevoir des politiques publiques, afin de contribuer à la consolidation et au développement d'une société libre et démocratique”. Pour atteindre cet objectif, il “établit des liens avec des institutions publiques et privées, nationales et internationales, et réalise des recherches et des analyses académiques sur les problèmes qui relèvent de sa mission”, dont la diffusion libre et gratuite se fait par le biais de publications et d'événements multiplateformes.

“Ainsi, tous les travaux de recherche du CEP, y compris notre enquête, la *Revista Estudios Públicos*, les *Puntos de Referencia*, les séminaires et les événements, sont accessibles au public [...] Le Centre ne subordonne pas ses activités à des partis politiques, des organisations syndicales, professionnelles ou religieuses. Pour son fonctionnement, le CEP est financé par des contributions de personnes morales et physiques qui versent une donation annuelle à l'institution en vertu de l'article 46 du DL 3.069 de 1979. Par décision de son Conseil d'Administration, il a été établi qu'aucun conglomérat économique, entreprise ou personne ne peut faire une donation supérieure à 10 % de son budget annuel. Le budget de l'année 2023 a été financé par des donations pour un total de 60 207 UF (*Unidades de Fomento*) et une contribution de la Fundación CEP de 25 000 UF.”⁴⁵

Le CEP et ses comptes

Entre 2021 et 2023, les ressources financières du Centre d'Études Publiques (CEP) provenant des donations et contributions ont enregistré une hausse significative, passant de 1,8 milliard à 2,2 milliards de pesos chiliens, soit une augmentation de 22,2 %. Cette progression témoigne d'un renforcement du soutien de ses bailleurs. Cependant, cette hausse n'a pas empêché une détérioration de sa situation financière globale. Le résultat opérationnel a enregistré une baisse significative de 25,4 %, passant de 876 millions de *pesos* en 2021 à 653 millions en 2023. Cette diminution s'est accompagnée d'un passage d'un excédent de 355 millions (2021) à un déficit de 9 millions de *pesos* en 2023, illustrant un affaiblissement de la rentabilité des activités du centre. Parallèlement, la structure financière du CEP a évolué de manière défavorable. Les actifs financiers ont diminué de 27,1 %, passant de 1,6 milliards à 1,17 milliards, ce qui pourrait refléter une réduction des investissements ou une moindre performance des placements réalisés. En parallèle, les dettes financières ont connu une hausse de 8,8 %, atteignant 1,48 milliards en 2023. Cette augmentation de l'endettement peut suggérer une dépendance accrue à des sources de financement externes pour compenser la baisse de rentabilité. Une des évolutions les plus marquantes concerne l'augmentation des dépenses administratives qui ont progressé de 64 % entre 2021 et 2023, atteignant 621 millions. Cette hausse pourrait être liée à un renforcement des structures de gestion ou à une augmentation des coûts de fonctionnement. En conséquence, le flux de trésorerie des activités opérationnelles a connu une détérioration substantielle, passant de 591 millions en 2021, à un solde négatif de - 276 millions en 2023. Une telle évolution traduit une difficulté croissante

⁴⁵Centro de Estudios Públicos (CEP). (s. d.). *Financiamiento*. Disponible sur : <https://www.cepchile.cl/financiamiento/>. [Consulté le 16 mars 2025].

du CEP à générer des liquidités à partir de ses activités principales. Outre, les provisions pour bénéfiques aux employés ont également connu une augmentation de 17,7 %, atteignant 481 millions en 2023. Cette hausse témoigne d'une augmentation des obligations financières envers les employés, ce qui peut refléter une revalorisation salariale ou des engagements accrus en matière de prestations. L'ensemble de ces évolutions met en évidence une situation financière contrastée. Si le CEP a bénéficié d'un accroissement des donations, l'augmentation des dépenses administratives, la diminution des actifs financiers et la détérioration du flux de trésorerie suggèrent une tension croissante dans la gestion budgétaire de l'institution.

Il est bien établi que des entités telles que les fondations ne disposent généralement pas de ressources propres suffisantes pour fonctionner sans apports extérieurs. Pourtant, ces structures continuent d'attirer des financements privés, en particulier de la part d'acteurs économiques ayant un intérêt stratégique à investir dans des vecteurs d'influence, de prestige ou d'alignement idéologique.

2. L'infrastructure relationnelle des élites chiliennes

“In exactly what does this “production market” consist of? Is this joint construction of a market by constituent firms a set of roles among positions? Is this market an integral actor, a chorus, or an agglomération? Is it an ideal, a figure of speech, or a legal framework that acts as a guide to members? Is the market a by-product of signals that the actors read from each other’s actions or from the actions of like markets ? ”

Harrison White. *Markets From Networks : Socioeconomic Models of Production.* Princeton University Press, 2002. p.1.

L'étude des élites offre une clé de lecture fondamentale pour comprendre les mécanismes de reproduction du pouvoir et des inégalités dans les sociétés capitalistes contemporaines. Ce chapitre se propose de définir la notion d'élite en mobilisant, d'une part, les données du *World Elite Database* (WED) appliquées au cas chilien, et d'autre part, une analyse des réseaux sociaux visant à explorer le phénomène des *interlocking directorates* au sein du Centre d'Études Publiques (CEP). L'objectif est de mettre en lumière la manière dont les élites économiques co-construisent des réseaux multi-sectoriels et comment les think tanks y fonctionnent comme des dispositifs à la fois économiques, culturels et idéologiques au sein d'un écosystème complexe englobant les sphères académique, industrielle, financière, politique et médiatique.

2.1. Co-construire pour dominer : élites économiques et architecture relationnelle

L'origine de l'étude des élites remonte à la sociologie classique, en particulier les recherches de Karl Marx, Max Weber, et ultérieurement Vilfredo Pareto. Ces penseurs ont posé les bases théoriques pour comprendre les structures de pouvoir et les relations entre les groupes

dominants et dominés dans les sociétés modernes. Leurs contributions, bien que distinctes, se complètent pour offrir une vision multidimensionnelle des élites et de leur rôle dans les systèmes économiques et politiques.

Karl Marx a été l'un des premiers à conceptualiser la *classe sociale* comme une catégorie fondée sur la position dans les rapports de production. Dans sa théorie, la société est divisée en deux classes principales : la bourgeoisie, qui détient les moyens de production, et le prolétariat, qui n'a que sa force de travail. Pour Marx, la classe dominante (la bourgeoisie) exploite la classe ouvrière pour reproduire son pouvoir économique et politique. Cette exploitation est au cœur du système capitaliste, où les intérêts de la bourgeoisie sont en opposition directe avec ceux des travailleurs. Marx approfondit cette analyse dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), où il examine comment les élites politiques et économiques en France ont utilisé leur pouvoir pour consolider leur domination, notamment à travers des réseaux de pouvoir et des alliances.

Max Weber, quant à lui, introduit une distinction plus nuancée entre classe, statut et pouvoir. Dans son ouvrage *Économie et société* (1922), Weber définit la classe en termes de chances de vie liées à la position sur le marché mais il ajoute deux dimensions supplémentaires : le statut (prestige social) et le parti (pouvoir politique). Pour Weber, les élites ne se limitent pas seulement à la possession de capital économique, mais incluent également ceux qui détiennent un pouvoir social et politique. Cette approche permet de comprendre les élites à travers des canaux multiples, que ce soit par le contrôle des ressources économiques, la domination symbolique ou l'influence politique. Weber souligne également que les élites ne constituent pas un groupe homogène ; elles peuvent être segmentées en fonction de leurs intérêts et de leurs ressources spécifiques.

Vilfredo Pareto, avec sa théorie de la circulation des élites, introduit une perspective dynamique dans l'analyse des structures de pouvoir. Dans *Les systèmes socialistes* (1902) puis dans son *Traité de sociologie générale* (1916), il soutient que les élites ne forment pas un groupe figé, mais se renouvellent continuellement à travers un processus de remplacement partiel. Toute société est dirigée par une minorité – une élite composée d'individus les plus aptes à gouverner –, mais cette élite peut être évincée si elle devient rigide, inadaptée ou incapable de répondre aux transformations sociales. Pareto distingue ainsi deux types d'élites : les “lions”, porteurs d'un ordre conservateur et autoritaire, et les “renards”, plus habiles, rusés et enclins au compromis ou à l'innovation stratégique. Cette typologie reflète la nécessité d'un équilibre entre stabilité et adaptation. La théorie de Pareto a fortement influencé les recherches ultérieures sur les élites, en particulier les travaux portant sur les

réseaux d'influence, la mobilité au sein des classes dirigeantes et les mécanismes de reproduction du pouvoir.

Gaetano Mosca, contemporain de Pareto, développe une théorie similaire en affirmant que toute société est gouvernée par une minorité organisée, quelle que soit la forme de gouvernement. Dans *The Ruling Class* (1939), Mosca soutient que les élites maintiennent leur pouvoir grâce à leur organisation et à leur capacité à contrôler les ressources clés de la société. Il avance l'idée que les élites ne sont pas seulement économiques, mais aussi politiques et bureaucratiques, et qu'elles utilisent leur position pour perpétuer leur domination.

Plus récemment, des sociologues comme Mark Mizruchi ont renouvelé l'étude des élites en analysant la manière dont les réseaux d'influence se structurent dans les sociétés capitalistes contemporaines. Dans *The Fracturing of the American Corporate Elite* (2013), Mizruchi montre que les dirigeants d'entreprise et les détenteurs de capitaux mobilisent leurs réseaux relationnels – notamment via les conseils d'administration interconnectés (*interlocking directorates*) – pour exercer une influence collective sur les décisions politiques et économiques.⁴⁶ Il observe toutefois qu'au tournant du XXI^e siècle, ces élites se sont fragmentées, devenant moins cohésives et moins capables de promouvoir un agenda commun. Malgré cette désagrégation relative, leurs capacités d'influence demeurent intactes grâce à des mécanismes de coordination souterrains, à des convergences d'intérêts et à des alliances stratégiques. En revanche, comme nous le verrons dans le cas chilien, cette tendance à la fragmentation des élites est bien moins marquée : les groupes dominants y conservent une forte cohérence idéologique et relationnelle, consolidée par leurs réseaux intersectoriels.

L'élite du régime

Le phénomène de convergence entre différentes élites observé sous la dictature chilienne – où des regroupements d'acteurs issus du monde économique, politique et militaire ont pu façonner un ordre productif à leur mesure et construire des institutions à leur avantage – peut être approfondi à travers la lecture des travaux de C. Wright Mills. Dans *The Power Elite* (1956), Wright Mills remet en question l'idée d'une classe capitaliste homogène, en s'appuyant notamment sur la distinction formulée par Berle et Means (1932) entre les propriétaires du capital et ceux qui en assurent la gestion. Il met ainsi en évidence une

⁴⁶Mizruchi, M. "What Do Interlocks Do? An Analysis, Critique, and Assessment of Research on Interlocking Directorates." *Annual Review of Sociology*, vol. 22, 1996, pp. 271-298. DOI: <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.22.1.271>.

division structurelle au sein des élites, tout en soulignant les formes d'alliance qui permettent leur coordination.

Dans les sociétés industrielles avancées, les élites se structurent autour d'une triple alliance : les dirigeants économiques (issus du monde des affaires), les responsables politiques (acteurs de l'État), et les hauts gradés militaires (issus de l'appareil sécuritaire). Cette configuration, bien que pensée pour le contexte nord-américain d'après-guerre, trouve une résonance frappante dans le Chili de la dictature où les *Chicago Boys*, la Junte militaire, et les grands groupes économiques ont constitué une élite intégrée, posant les bases d'un capitalisme autoritaire dont certaines structures persistent encore aujourd'hui. De plus, Wright Mills caractérise l'élite du pouvoir à travers plusieurs dimensions clés :

1. Une vision militarisée du monde : les élites adhèrent à ce que le sociologue nomme une "métaphysique militaire", c'est-à-dire, une conception des rapports sociaux structurée par des logiques martiales et sécuritaires. Cette grille de lecture influence profondément leur perception des enjeux politiques et économiques. Nous reviendrons sur cette logique (Chapitre 3), en l'examinant à travers l'analyse du discours d'Axel Kaiser, cofondateur de la Fondation pour le Progrès
2. Une conscience de classe aiguë : les membres de cette élite se perçoivent comme formant un groupe distinct et supérieur au reste de la société, partageant des intérêts communs qui transcendent leurs divergences sectorielles. Cette cohésion peut être interprétée à la lumière de l'approche simmelienne des cercles sociaux, dans lesquels l'appartenance repose sur des liens denses, exclusifs et hautement codifiés. Pour Simmel (1999), plus un cercle est restreint et homogène, plus il renforce chez ses membres un sentiment d'appartenance et de distinction, tout en accentuant la fermeture vis-à-vis de l'extérieur. Ce mécanisme contribue à la reproduction d'une élite soudée, dotée d'une forte capacité d'auto-légitimation et de reproduction sociale.
3. Une circulation institutionnelle : ces individus occupent successivement – ou simultanément – des positions dominantes dans les sphères économique (grandes entreprises), politique (administration d'État) et militaire, créant ainsi un réseau dense d'interconnexions institutionnelles.
4. Des mécanismes de cooptation élitiste : l'intégration de nouveaux membres repose sur leur capacité à interioriser et reproduire les dispositions sociales, les schémas cognitifs et les pratiques culturelles caractéristiques de l'élite en place.

Selon Wright Mills, cette élite unifiée œuvre principalement à la défense de ses intérêts particuliers, notamment à travers le développement d'une économie de guerre permanente qui sert à réguler les cycles du capitalisme américain. En plus, ces élites investissent stratégiquement des médias de masse pour légitimer un ordre social fondamentalement inégalitaire et maintenir une apparence de consensus.

Les élites académiques : les Chicago Boys et le processus d'économisation de la société chilienne

Au Chili, l'économisation de la société a été particulièrement profonde. Le sociologue chilien Manuel Tironi souligne la prégnance de cette dynamique dans la vie quotidienne des citoyens, observant un véritable "entraînement économique" (cité dans Undurraga, 2014 : p. 248). La formation de marchés dans des secteurs tels que la santé, les fonds de pension et l'éducation, a engendré la création de dispositifs de marché multiples, régulant ainsi les attentes et les comportements. Cette expérience "d'apprentissage par la pratique", caractérisée par l'utilisation de *vouchers* dans l'éducation, la négociation de plans de santé et l'épargne individuelle dans les fonds de pension privés (AFP), a profondément transformé la culture économique.⁴⁷

Depuis les années 1980, le répertoire de justification du néolibéralisme s'est construit en mettant en avant la croissance économique, la maîtrise de l'inflation, une surfocalisation sur l'extrême pauvreté, ainsi que la promesse persistante de mobilité sociale ascendante grâce au talent individuel. Ces discours ont été renforcés par une rhétorique de gestion moderne, valorisant l'entrepreneuriat, l'innovation et la responsabilité sociale des entreprises, pénétrant ainsi les discussions sur l'éducation, le travail, la gouvernance et la nature même de la société. Dans ce contexte, les économistes ont acquis une influence significative dans divers domaines, devenant des figures d'autorité dans des institutions clés telles que la Banque Centrale, l'État, les universités, les entreprises, etc.

Les apports croisés de la sociologie économique et de la sociologie des sciences et techniques (Callon et Muniesa, 2007 ; Muniesa, 2014) permettent de théoriser ces dynamiques d'économisation à partir de deux dimensions : d'une part, la performativité des savoirs économiques qui permet aux économistes de s'incarner dans des dispositifs concrets

⁴⁷Ossandón, J. "Destapando la Caja Negra: Sociologías de los Créditos de Consumo en Chile [Opening up the black box: sociologies of consumer credits in Chile]," MPRA Paper 42181, University Library of Munich, Germany, 2012.

de gestion et de mesure⁴⁸ ; d'autre part, les réseaux entre élites technocratiques, entrepreneurs et institutions internationales qui ont profondément redéfini les cadres cognitifs et matériels de l'économie chilienne. En mettant en évidence les dynamiques sociales qui président à la production de normes économiques, cette approche éclaire les processus par lesquels les élites co-produisent un ordre métaphysique cohérent. Elle peut être utilement articulée aux travaux sur la construction des marchés et sur la performativité des sciences économiques, notamment ceux de MacKenzie et Millo (2003), qui montrent comment les théories économiques ne se contentent pas de décrire les marchés mais contribuent activement à les configurer. Ce cadre permet d'analyser le processus par lequel la doctrine des *Chicago Boys* a pu s'imposer à travers une domination totale sur les sphères institutionnelles. Par ailleurs, le programme télévisé "*Freedom of Choice*" de Milton Friedman, largement diffusé sous la dictature, en est une illustration frappante. Véritable outil de pédagogie néolibérale, il participe à la transformation des représentations, des comportements et des institutions selon les logiques du marché (Araujo et Martucelli, 2012). Ce processus n'aurait pu atteindre une telle ampleur sans le contexte autoritaire qui a permis d'éliminer toute forme de contestation ou d'alternative au modèle dominant.⁴⁹

Enfin, dans une perspective performative, les théories et les discours pro-marché ne sont pas simplement des idées abstraites mais des forces agissantes qui contribuent activement à façonner la réalité pragmatique. Ces répertoires constituent des forces matérielles qui ont profondément transformé les structures sociales, les rapports politiques et les représentations collectives (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Boltanski et Chiapello, 1999). En instituant ce qui est socialement tenu pour "efficace", "rationnel" ou "moderne", ces grammaires normatives orientent concrètement les décisions des acteurs institutionnels comme les pratiques des citoyens.

⁴⁸Desrosières, A. *Gouverner par les nombres*. Paris: Presses des Mines, 2008. <https://doi.org/10.4000/books.pressesmines.341>.

⁴⁹Olguin Olate, J. "Principios legitimadores de la matriz ideológica doctrinaria de la derecha chilena, 1973-tiempo presente", *L'Ordinaire des Amériques* [En ligne], 226 | 2021, mis en ligne le 09 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/orda/5786> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/orda.5786>

2.2. Le pouvoir économique en coulisses

Le *World Elite Database* (WED) Chile⁵⁰ fournit une base de données standardisée permettant d'identifier les individus constituant l'élite économique chilienne. Ce groupe social est définie selon quatre critères principaux :

1. Les dirigeants des entreprises cotées en bourse : à travers l'indice IPSA, qui regroupe les 30 plus grandes entreprises chiliennes en termes de capitalisation boursière et d'activité économique. Ces entreprises, comme *Copec*, *Falabella* et *Banco de Chile*, sont des leaders dans leurs secteurs respectifs et représentent une part significative de l'économie chilienne (Annexe 2).
2. Les dirigeants des grandes entreprises non cotées et publiques : sélectionnés via le classement des 500 plus grandes entreprises publié par *América Economía*. Ce classement inclut des entreprises comme *CODELCO* et *Walmart Chile*, qui, bien que non cotées en bourse, jouent un rôle central dans l'économie chilienne.
3. Les individus les plus riches du pays : identifiés via le classement Forbes, qui recense les grandes fortunes chiliennes et leur influence dans différents secteurs. Par exemple, Iris Fontbona (famille Luksic) et Julio Ponce Lerou (SQM) figurent parmi les milliardaires chiliens les plus influents.
4. Les acteurs clés de la régulation économique : présidents d'institutions publiques (Banque Centrale, *Superintendencias*, ministères, etc.), leaders de groupes de pression économiques et éventuellement des think tanks influents. Ces acteurs sont primordiaux dans la formulation des politiques économiques et la régulation des marchés.

Ces critères permettent d'identifier 225 individus et 135 organisations qui constituent le noyau de l'élite économique chilienne, en mettant en lumière les structures relationnelles qui sous-tendent leur pouvoir. En outre, la distinction entre les *propriétaires* du capital et les *gestionnaires* d'entreprises permet d'affiner l'analyse de l'élite chilienne. Selon Berle et Means (1932), une différence fondamentale existe entre ceux qui possèdent directement des actifs économiques et ceux qui contrôlent les décisions sans détenir d'actions majoritaires. Au Chili, cette distinction se révèle problématique :

⁵⁰ World Elite Database (2025). *CHILE Methodological Report*. Santiago : World Elite Research Program. URL : <https://worldelitedatabase.org/wp-content/uploads/2025/02/CHILE-Methodological-Report.pdf>

1) Propriétaires et gestionnaires : les grandes familles industrielles et financières chiliennes – telles que les Luksic, Matte, Angelini, Solari, entre autres – détiennent un vaste réseau de corporations et de filiales, tout en occupant des sièges stratégiques dans leurs conseils d’administration, ce qui leur permet d’exercer un contrôle direct sur le capital. La famille Luksic, actionnaire majoritaire d’Antofagasta PLC – une multinationale chilienne fondée en 1888 et cotée à la Bourse de Londres – incarne l’un des pôles de pouvoir économique les plus influents du Chili. Contrôlant environ 60 % des actions de cette entreprise active dans l’exploitation minière (cuivre), les infrastructures ferroviaires et les projets internationaux, elle illustre le rôle central des grandes dynasties familiales (Matte, Angelini, Yarur, Piñera, etc.) dans l’économie chilienne. Par ailleurs, ces familles exercent une influence déterminante sur la structuration des marchés, la réglementation économique, et le débat fiscal, notamment en s’opposant à l’imposition des ultra-riches. De même, leur pouvoir ne se limite pas à la sphère économique : elles occupent également des positions clés dans des think tanks tels que le Centre d’Études Publiques (CEP), renforçant leur poids dans la sphère politique et intellectuelle :

Tableau 1 : Entreprises de la famille Luksic finançant le Centre d’Études Publiques (CEP)

Entreprise	Secteur d’activité	Lien avec la famille Luksic
Quiñenco S.A.	Holding industriel et financier	Contrôlée par la famille via le groupe Luksic
Banco de Chile	Banque et services financiers	Filiale de Quiñenco
Compañía Cervecerías Unidas (CCU)	Boissons alcoolisées et non alcoolisées	Co-contrôlée par Quiñenco ; présidée par A. Luksic Craig
Antofagasta Minerals	Industrie minière (cuivre)	Filiale d’Antofagasta PLC, détenue à ~60 % par le groupe Luksic
Enx (Empresa Nacional de Energía)	Distribution de carburants et lubrifiants	Filiale de Quiñenco
Madeco by Nexans	Câbles et télécommunications	Contrôlée par Quiñenco

Fondé par Andrónico Luksic Abaroa, le holding Quiñenco S.A. est aujourd’hui dirigé par ses héritiers. Sa veuve, Iris Fontbona – et leurs enfants – dispose d’une fortune nette estimée à 24,7 milliards de dollars, ce qui place la famille Luksic au 78e rang mondial des fortunes selon le classement *Forbes*.⁵¹ Andrónico Luksic Craig – fils du fondateur par son premier

⁵¹Forbes. *Iris Fontbona*. [En ligne] Disponible sur : <https://www.forbes.com/profile/iris-fontbona/>.

mariage – est considéré comme l’homme le plus riche du Chili.⁵² Ancien élève de la prestigieuse *Grange School*, il a dirigé plusieurs des principales entreprises du groupe, dont Quiñenco (PDG entre 2013 - 2023), tout en occupant des fonctions de haut niveau au sein du *Banco de Chile* et de la *Compañía Cervecerías Unidas S.A.* (CCU). Bien qu’il ait officiellement quitté plusieurs conseils d’administration en 2023, cette décision ne remet pas en cause l’emprise familiale. Grâce à un mécanisme de “porte tournante”, les fonctions quittées par Luksic Craig sont aussitôt reprises par ses proches – ses frères Jean Paul et María Paola, ou encore son fils Andrónico Luksic Lederer –, garantissant ainsi la permanence du contrôle familial sur l’ensemble du groupe.⁵³ :

Tableau 2 : Conseil d’administration de Quiñenco S.A. :

Pablo Jose Granifo Lavin	Quiñenco S.A.	Presidente
Jean Paul Luksic Fontbona	Quiñenco S.A.	Vicepresidente
Miguel Ignacio Guerrero Gutierrez	Quiñenco S.A.	Director
Hernan Alberto Buchi Buc	Quiñenco S.A.	Director
Maria Paola Luksic Fontbona	Quiñenco S.A.	Director
Andronico Luksic Lederer	Quiñenco S.A.	Director
Juan Carlos Jobet Eluchans	Quiñenco S.A.	Director

Source : Commission pour le Marché Financier (CMF).⁵⁴

Charité, oui. Redistribution, non.

Figure centrale du conglomérat familial, Luksic Craig combine ses activités entrepreneuriales avec une présence active dans le domaine philanthropique. Il est le fondateur et président de plusieurs organisations à but non lucratif au Chili, telles que la *Fundación Educacional Oportunidad*, la *Fundación Amparo y Justicia* et la *Fundación Impulso Inicial*. Il siège également au conseil de la *Chile Pacific Foundation* et au comité consultatif du CEP. À l’échelle internationale, Luksic occupe ou a occupé des postes dans de prestigieux comités : auprès du maire de Shanghai (*International Business Leaders’ Advisory Council*), de la société minière *Barrick Gold*, du think tank *Brookings Institution*, et du *Council of the Americas*. Il est aussi membre fondateur des conseils consultatifs de grandes institutions

⁵²Statista. *Richest Chileans by wealth*. [En ligne] Disponible sur : <https://www.statista.com/statistics/958525/richest-chileans-by-wealth/>.

⁵³Diario Financiero. *Andrónico Luksic, a meses de cumplir 70 años, renuncia a sus directorios*. [En ligne] Disponible sur : <https://tinyurl.com/yck9rf25>.

⁵⁴Voir : <https://www.cmfchile.cl/institucional/mercados/entidad.php?mercado=V&rut=91705000&grupo=&tipoentidad=RVEMI&row=&vig=VI&control=svs&pestanía=46>

académiques comme *Harvard, Columbia, Fudan* et la *Blavatnik School of Government* à Oxford.⁵⁵

2) Les gestionnaires du capital : Bien qu'ils ne soient pas nécessairement détenteurs du capital, certains dirigeants occupent une place stratégique dans l'économie chilienne en tant que gestionnaires d'actifs. Cette élite managériale, parfois issue de parcours technocratiques ou académiques, doit composer avec les attentes des actionnaires tout en exerçant une influence notable sur les orientations des entreprises. La famille Büchi en est un exemple emblématique : sans être héritière directe des grands conglomérats familiaux, elle s'est imposée dans les cercles du pouvoir grâce à l'accumulation de capital économique, social, académique et politique (Arndt, 2023 ; Joignant, 2024).⁵⁶ Parmi ses membres figure Hernán Büchi, ancien ministre des Finances sous la dictature de Pinochet et acteur principal de la seconde vague de privatisations en 1983.

Tableau 3 : Liens entre les entreprises soutenant le CEP (à gauche) et les positions occupées par la famille Büchi

Nombre	Empresa	Cargo	Aporte
Marco Büchi Buc	Sigdo Koppers, S.A.	Director	Entre 601 y 1.000 U.F.
Hernan Alberto Büchi Buc	BanChile	Director	Entre 601 y 1.000 U.F.
Richard Büchi Buc	Entel S.A.	Director	Entre 601 y 1.000 U.F.
Hernan Alberto Büchi Buc	Quiñenco S.A.	Director	Entre 601 y 1.000 U.F.
Hernan Alberto Büchi Buc	SQM Industrial S.A.	Director	Entre 601 y 1.000 U.F.

Hernán Alberto Büchi Buc active positions

Companies	Position	Start	End
 SOCIEDAD QUÍMICA Y MINERA DE CHILE S.A.	Director/Board Member	2017-03-31	-
 QUIÑENCO SA	Director/Board Member	1989-12-31	-
 INVEXANS S.A.	Director/Board Member	1993-12-31	-
 COMPAÑIA SUD AMERICANA DE VAPORES S.A.	Director/Board Member	2012-03-31	-
 TECH PACK SA	Director/Board Member	1989-12-31	-
 BANCO DE CHILE	Director/Board Member	2019-08-07	-
 Falabella Inversiones Financieras SA	Director/Board Member	-	-
 Consorcio Nacional de Seguros y Falabella S.A.	Director/Board Member	-	-
 Pyssa	Director/Board Member	2010-06-22	-

Source : Commission pour le Marché Financier (CMF) et *MarketScreener*.

À partir de ce cadre analytique, les travaux de Fred Block (1977) sur le pouvoir structurel du capital révèlent comment les élites économiques participent à l'élaboration des politiques publiques, non seulement par des moyens directs tels que le *lobbying* ou les réseaux politiques, mais aussi par leur influence structurelle (Joignant, 2011). En effet, dans une

⁵⁵Voir : <https://www.hks.harvard.edu/about/andronico-luksic> et <https://www.bsg.ox.ac.uk/people/andronico-luksic>

⁵⁶Arndt, H. L. R. (2023). *Linking Wealth and Power: Unity and Political Action of the World's Wealthiest Capitalist Families and the Corporate Elite (Cumulative Thesis)*. PhD Thesis, University of Cologne, Cologne: <https://hdl.handle.net/21.11116/0000-000D-88B1-1>, p. 84.

économie capitaliste, l'État dépend fortement des investissements privés et de la performance économique pour assurer la stabilité sociale et politique. Cette dépendance structurelle le contraint à favoriser les intérêts des élites économiques, même en l'absence de pressions directes. Comme le souligne Lindblom (2002), dans un système capitaliste, l'État est souvent obligé de prioriser les intérêts des détenteurs de capitaux afin de maintenir sa stabilité et d'éviter les crises, ce qui renforce la position dominante des élites.

2.3. Le réseau élitair du Centre d'Études Publiques (CEP) : avons-nous les mêmes amis ? Les mêmes ennemis ?

Comme nous l'avons évoqué, des think tanks tels que le Centre d'Études Publiques (CEP) agissent comme des intermédiaires entre les sphères économique, politique, académique et médiatique. Ces institutions enrichissent les répertoires d'action des élites en facilitant la circulation des ressources et des contacts entre ces différents domaines. Néanmoins, une question centrale demeure : comment ces think tanks opèrent-ils concrètement ? Le CEP, en particulier, sert de plateforme privilégiée pour rassembler des acteurs situés au sommet de la hiérarchie sociale. Il organise des débats, des conférences et des séminaires, produit des publications scientifiques et d'opinion, et facilite une coordination stratégique entre sphères publique et privée, renforçant ainsi les liens entre décideurs politiques, patronat et intellectuels. Cette interconnexion permet aux élites de consolider leur influence tout en maintenant une apparence de neutralité. Rappelons que l'émergence et la légitimation du modèle néolibéral au Chili ont été rendues possibles grâce à la convergence stratégique de multiples acteurs, issus de secteurs et de mondes sociaux variés, mais unis par des parcours et des milieux de socialisation similaires. Cette homogénéité relative dans leurs trajectoires et leurs références culturelles a facilité la construction d'un consensus idéologique autour du libre marché au sein de ce groupe. Ainsi, c'est peut-être cette combinaison de diversité sectorielle et d'homophilie sociale qui a permis aux élites chiliennes de consolider leur pouvoir et de légitimer un système économique profondément inégalitaire, ainsi qu'un système administratif géographiquement centralisé, accroissant les inégalités entre les différentes régions du pays.

Cette partie de notre étude utilisera des outils théoriques et analytiques issues de la sociologie des réseaux sociaux sous le prisme du néo-structuralisme (Lazega, 1998), se focalisant sur l'analyse des réseaux au niveau *méso-social* et *macro-social* :

“Les analyses de réseaux présentées dans ce chapitre ne sont pas celles des réseaux dits de « sociabilité » des acteurs, c’est-à-dire de leur entourage microsocial, que l’on peut échantillonner pour une société entière et interpréter par des comparaisons macrosociales. Il s’agit davantage d’un *artefact* de méthode, métaphore d’un système d’interdépendances de niveau *méso-social*, indicateur de caractéristiques spécifiques d’un *milieu social, économique, culturel et politique* complexe. Cet artefact reconstitue le système d’interdépendances entre un ensemble fini d’acteurs (individus, organisations, villes, etc.) et les combine avec leurs attributs (identités, statut socio-économique, variables sociodémographiques, etc.) et leurs liens (type de ressource transféré ou échangé, par exemple financier, de collaboration, de conseil, de soutien moral ou affectif). Ces caractéristiques supposent une base uniforme dans la reconstitution d’un champ d’action collective.”⁵⁷

De plus, une articulation implicite avec la théorie de la régulation (Boyer, 2015) et la perspective de la construction sociale des marchés (White, 2002) permet d’éclairer davantage la portée et les implications de cette infrastructure idéologique et institutionnelle. La théorie de la régulation, développée notamment par Robert Boyer, identifie cinq formes institutionnelles – la concurrence, la monnaie, l’État, le rapport salarial et l’insertion dans l’économie mondiale – comme autant de piliers structurant les régimes d’accumulation et les modes de régulation dans des contextes historiquement et géographiquement situés. Ces formes n’agissent pas isolément, mais en interaction, modelant les dynamiques économiques, politiques et sociales. Dans le cas chilien, elles ont été durablement reconfigurées par l’introduction du modèle néolibéral sous l’impulsion des *Chicago Boys*, laissant une empreinte structurelle sur l’organisation de l’économie, les politiques publiques et les rapports de pouvoir. Ainsi, notre première analyse s’inscrit dans cette perspective analytique, en cherchant à comprendre comment l’*infrastructure relationnelle* des élites peut agir pour défendre, justifier, légitimer ou faire évoluer un modèle de développement qui semble, depuis des décennies, “verrouillé” :

“L’analyse néo-structurale du *processus régulateur* n’affirme pas simplement que le plus fort impose ses règles. Elle montre plutôt que ce sont souvent des acteurs à la fois multi-positionnés, improbables (occupant des formes hétérogènes, élevées et non congruentes de statut social), qui parviennent à concentrer du pouvoir (grâce notamment à

⁵⁷LAZEGA, Emmanuel. Chapitre 20. “L’analyse des réseaux sociaux pour la théorie de la régulation”. In : *Théorie de la régulation. Un nouvel état des savoirs*. Paris, Dunod. *Éco Sup*, 2023, p.180-186. DOI : 10.3917/dunod.boyer.2023.01.0180.

des conflits d'intérêts) et qui agissent comme des « pivots verticaux » pour exercer leur influence dans la définition des règles prioritaires. C'est surtout le cas lorsqu'ils contrôlent durablement des ressources dont les autres ont besoin (finance, expertise technique, temps, droit, etc.), qu'ils peuvent activer des leviers politiques et qu'ils peuvent associer à leur pouvoir une forme de légitimité –la reconnaissance d'une capacité à parler de manière jugée crédible au nom du collectif. Cette légitimité est souvent acquise au moyen d'une rhétorique du sacrifice (bien compris) culturellement codée et permettant de gérer les perdants (Reynaud, 1996 ; Selznick, 1996).”⁵⁸

Cette analyse repose en grande mesure sur la méthode et l'étude de Juan Jesús Morales-Martín⁵⁹, dont l'approche a été reconstituée et mise à jour. De plus, le réseau a été élargi pour inclure d'autres entités dans le but d'explorer d'autres affiliations.

2.3.1. Analyse des réseaux sociaux : interlocking directorates

Des informations relationnelles ont été recueillies sur le site officiel du Centre d'Études Publiques⁶⁰, le site de la Commission pour le Marché Financier (CMF)⁶¹ ainsi que les sites internet des entreprises, lorsque les données concernant la composition de leurs conseils d'administration étaient disponibles. Ces données ont permis de modéliser un système des d'affiliations à l'aide des logiciels R et Gephi, en cartographiant les relations directes entre les entreprises et les administrateurs siégeant simultanément à plusieurs conseils d'administration (Breiger, 1974). Le réseau ainsi constitué intègre également les subventions octroyées à la Fondation CEP, offrant une visualisation des chevauchements entre sphères économiques, intellectuelles et institutionnelles.

Le réseau des entreprises

La Figure 2 (ci-dessous) représente un réseau entre des entreprises. Il s'agit d'un réseau *non orienté*, où les nœuds sont constitués uniquement d'entreprises, et chaque arête indique une connexion directe ou indirecte via les membres de leurs conseils.

Typologie du réseau

⁵⁸Ibid.

⁵⁹Morales-Martin, J., Videla-Rocha, M., et Ibacache-Monasterio, R. “Grupos económicos, redes corporativas y think tanks. El caso del Centro de Estudios Públicos en Chile”. *Íconos - Revista De Ciencias Sociales*, (77), 2023, pp. 29–53. <https://doi.org/10.17141/iconos.77.2023.5861>

⁶⁰<https://www.cepchile.cl/financiamiento/>

⁶¹<https://www.cmfchile.cl>

Ce graphe a été conçu pour évaluer la position des entreprises au sein de cette structure.⁶² Les différentes métriques de centralité offrent des perspectives variées pour analyser les dynamiques de pouvoir et de différenciation dans le système. En raison de la présence de groupes isolés, nous limiterons initialement l’analyse des entreprises à deux mesures de centralité, tout en intégrant ultérieurement celle du *closeness* dans le réseau bipartite entreprises/directeurs :

- Centralité de degré (*Degree*) : elle est mesurée au nombre de liens (taille du réseau d’un acteur) : “Plus un acteur est central, plus il est actif dans le système”.⁶³

Dans notre première analyse, cette mesure cible le nombre de connexions directes qu'une entreprise entretient avec d'autres. On dira qu’un acteur est central s’il est engagé dans beaucoup de relations, peu importe la direction d’arêtes (Lazega, 1998 : 42).

- Centralité d’intermédiation (*Betweenness*) : cet indicateur est basé sur les nombre minimum de pas que l’acteur doit parcourir pour se mettre en relation avec les autres acteurs du système. Dans cette première analyse, cet indicateur représente l’importance d’une entreprise dans la facilitation des connexions entre autres entités.

Résultats

Tableau 4 : Classement des premières 10 entreprises (*Degree*)

Rang	Entreprise	Degree	Degree Normalisé	Betweenness
1	Fundación CEP	11	0.2619	0.2429
2	Embotelladora Andina S.A.	7	0.1667	0.0943
3	Minera Los Pelambres	6	0.1429	0.0778
4	BanChile	5	0.119	0.0127
5	CMPC	4	0.0952	0.0855
6	Falabella S.A.	4	0.0952	0.1087
7	Quiñenco S.A.	4	0.0952	0.0063
8	Rentas Tissa Ltda.	4	0.0952	0.009
9	Abastible S.A.	4	0.0952	0.1042
10	Melon S.A.	4	0.0952	0.0523

⁶²O’Ryan, S., Puga, T. “Boardroom webs in Chile: Disentangling the knots of interlocking directorates. Examining the intricate interplay of direct and indirect ties in corporate boards”. *DLA Piper* [online]. 8 December 2023..

⁶³Lazega, E. (1994). *Réseaux sociaux et structures relationnelles*. Paris : Que Sais-Je ? (no. 3399), p. 43.

Analyse de la centralité de degré

La *centralité de degré* est un indicateur de la *popularité/prestige* de la connectivité directe d'une entreprise. Dans notre analyse :

- Fundación CEP : la fondation présente le plus haut degré de connexions dans ce système, notamment en termes de demi-degré intérieur. Il est important de noter que plusieurs directeurs siègent à la fois dans des entreprises finançant le CEP et au sein de son conseil d'administration. Par conséquent, il est logique qu'elle affiche un degré de centralité très élevé. En outre, bien que le CEP soit officiellement une organisation privée à but non lucratif, son statut ne dissimule pas un caractère financier significatif. Cette réalité soulève des questions sur le rôle de ces institutions en tant que *corridors financiers* permettant aux élites de redistribuer stratégiquement leur ressources financières dans des “fondations” par le biais des donations. Les montants conséquents alloués à ces institutions leur confèrent un pouvoir financier bien supérieur à celui d'autres fondations qui, en l'absence d'un tel niveau de patrimoine et des ressources, peinent à rivaliser sur l'échiquier politique.⁶⁴ Cette disparité de ressources se traduit par une capacité plus performative pour ces organisations qui atteignent leurs objectifs d'influencer la mise en œuvre des politiques publiques, façonner l'agenda politique, et bloquer, si possible, des changements substantiels qui attentent contre leurs intérêts comme la réforme fiscale. Cette situation devient d'autant plus préoccupante que la législation encadrant les dons a, en partie, été formulée sous forme de recommandations par ces mêmes institutions.⁶⁵

⁶⁴En 2022, le total des dons et cotisations sociales reçus par le CEP s'est élevé à 1.839.838.000 CLP, auxquels s'ajoutent 899.320.000 CLP de contributions provenant directement de la Fondation CEP. Cela porte le montant global à 2.739.158.000 CLP (environ 3 millions d'euros, selon un taux de change approximatif). Ce chiffre est significatif, tant au regard du contexte économique chilien que de l'élaboration d'une nouvelle loi sur les donations, soutenue notamment par cette organisation. Voir : https://static.cepchile.cl/uploads/cepchile/2022/09/cep_estados_financieros_diciembre2021-1.pdf.

⁶⁵Universidad Adolfo Ibáñez (UAI). *Grupo integrado por CEFIS-UAI presentó propuesta para Ley General de Donaciones a Ministerio de Hacienda.* [En ligne] Disponible sur : <https://www.uai.cl/noticias/gobierno/favorable-respuesta-de-ministerio-de-justicia-a-propuesta-de-ley-general-de-donaciones-articulada-por-cefis-uai>

Consejo Directivo		
• PRESIDENTE Juan Obach G.	• Roberto Angelini R.	• Jean-Paul Luksic F.
• VICEPRESIDENTE Juan Andrés Camus C.	• Isabel Aninat S.	• Carolina Matetic H.
	• Soledad Arellano S.	• Jorge Matte C.
	• Isabel Behncke I.	• Ramiro Mendoza Z.
	• Harald Beyer B.	• Heike Paulmann K.
	• Nicolás Burr G.	• Salvador Said S.
	• Nicholas Davis L.	• Sol Serrano P.
	• Carolina del Río G.	• Carlo Solari D.
	• Sebastián Edwards F.	• Alejandro G. Vigo P.
	• Jorge Errázuriz G.	• Richard von Appen L.
	• Fernando J. Larraín C.	• Luis Enrique Yarur R.

Source : Conseil d'administration du CEP. Site officiel du Centre d'Études Publiques : <https://www.cepchile.cl/sobre-cep>

Quant à la centralité de degré, Embotelladora Andina S.A. et Minera Los Pelambres suivent les apports de la fondation CEP, avec une connectivité relativement élevée, démontrant également une importance structurelle. En somme, des entreprises avec une centralité de degré élevée, jouent un rôle de sommets de connexion majeurs et sont très probablement perçues comme des partenaires stratégiques de choix.

Analyse de la centralité d'intermédiation (*Betweenness*)

La centralité d'intermédiation est cruciale pour identifier les entreprises qui facilitent les échanges d'information ou d'influence. Un score élevé indique qu'une entreprise sert de "pont" entre d'autres entités.

- Fundación CEP se distingue encore ici, ayant la centralité la plus élevée. Cela signifie qu'elle contrôle une part significative des flux d'information et des ressources entre d'autres entreprises, renforçant ainsi son rôle d'intermédiaire central.
- Falabella S.A. et Abastible S.A. se démarquent également par leur capacité à relier des groupes d'entreprises, leur offrant une position stratégique pour influencer des décisions multipartites, ou pour jouer le rôle de facilitateur dans des projets collaboratifs. Ces entreprises montrent une augmentation notable de leur centralité d'intermédiation (0.10 et 0.104 respectivement). En comparaison avec l'étude antérieure, elles renforcent leur capacité à relier différents *sous-groupes* du réseau, ce qui pourrait indiquer une montée en puissance dans les interactions avec d'autres

entreprises, offrant ainsi un potentiel pour influencer les flux d'information et de ressources entre les entités.

Analyse de la centralité de proximité (*Closeness*)

La centralité de proximité mesure la capacité d'un acteur à accéder rapidement à toutes les autres entreprises dans le réseau. Un score élevé de cet indicateur reflète une position stratégique et centrale, optimisant les connexions de l'acteur. Toutefois, cette mesure présente une limite : elle ne peut être calculée dans les réseaux où certains acteurs ou sous-groupes sont isolés. Par conséquent, nous n'étudierons pas cette mesure pour les entreprises, étant donné que certaines, telles que Banco Santander et Esval S.A., sont isolées dans notre échantillon. Nous pouvons cependant formuler l'hypothèse que cette *clique*, apparemment déconnectée du réseau principal, pourrait être reliée par d'autres types de relation si l'échantillon était élargi pour inclure d'autres membres internes (le reste du conseil d'administration, personnel administratif, salarié.e.s, etc.) ou externes (leurs principaux actionnaires, par exemple).

Ces hypothèses seront approfondies ultérieurement et intégrées à notre analyse du pouvoir, enrichie d'un volet qualitatif portant sur les antécédents des acteurs identifiés, leur contexte relationnel (leurs espaces de socialisation) et leurs liens avec l'histoire économique-politique et sociale du Chili.

Solidarités patronales et capital social

L'étude des réseaux de gouvernance d'entreprise permet de décrypter les mécanismes de solidarité et de reproduction des élites économiques. Loin de se limiter à de simples structures fonctionnelles, les conseils d'administration constituent des espaces relationnels où s'observent des dynamiques de cooptation, d'influence et de consolidation du pouvoir économique. Comme l'ont démontré Catherine Comet et Jean Finez dans leur analyse des interlocks entre administrateurs du CAC 40⁶⁶, ces réseaux transcendent les relations institutionnelles pour former des systèmes de solidarité sélective. Ces derniers s'articulent autour de trajectoires éducatives communes (notamment dans les mêmes établissements prestigieux), d'affinités idéologiques et d'intérêts économiques partagés, créant ainsi un cercle

⁶⁶Finez, J., Comet, C. "Solidarités patronales et formation des interlocks entre les principaux administrateurs du CAC40". *Terrains & travaux*, 2011/2 n° 19, p.57-76. DOI : 10.3917/tt.019.0057. URL : <https://shs.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2011-2-page-57?lang=fr>.

restreint d'interconnaissance et de confiance mutuelle. Le concept de *solidarité limitée* s'inspire des travaux de Mark Granovetter (1985) sur l'*embeddedness* (ou l'encastrement social) selon lequel les relations économiques ne peuvent être comprises indépendamment des réseaux sociaux qui les sous-tendent. De cette manière, la confiance et la coordination des élites économiques ne reposent pas uniquement sur des règles institutionnelles formelles, mais sur des relations interpersonnelles entretenues au fil du temps, générant des opportunités de coopération et de collusion. Dans ce cadre, la *solidarité limitée* peut être analysée comme une forme d'encastrement sélectif, où les acteurs économiques entretiennent des relations denses entre eux tout en maintenant une fermeture stratégique vis-à-vis des *outsiders*. Cette dynamique crée un espace social clôturé qui renforce à la fois la cohésion interne et l'exclusion des non-initiés. Emmanuel Lazega (2001) apporte une contribution essentielle à cette analyse à travers sa théorie de la *collégialité* et des *régulations informelles* au sein des organisations.

L'image ci-dessous (Figure 3) représente un réseau bipartite entre les entreprises (en bleu) et les directeurs (en rouge). Ce réseau non orienté modélise les relations de gouvernance où chaque lien indique une connexion directe entre un directeur et une entreprise au sein de laquelle il siège. Ce type de réseau permet de comprendre comment les directeurs interconnectent différentes entreprises, révélant des structures de gouvernance partagées et des potentiels de coordination ou d'influence entre elles via leurs administrateurs.

Typologie du réseau

- Type : Réseau bipartite et *non orienté*, où les nœuds représentent les *entreprises* et les *directeurs*.
- Lien entre nœuds : Un lien connecte un directeur à une entreprise, indiquant qu'il siège dans son conseil d'administration. Cela permet de visualiser les interconnexions structurelles entre entreprises, car certains directeurs siègent dans plusieurs conseils, créant ainsi des *liens indirects* entre ces entités.
- Couleurs des nœuds : Nous avons maintenu les nuances allant de bleu clair à bleu foncé pour les entreprises. Cette gradation indique les valeurs de centralité d'intermédiation.

Tableau 5 : Classement des directeurs

Rang	Directeur	Degree	Degree Normalisé	Betweenness	Closeness
1	Jean Paul Luksic Fontbona	10	0.227	0.0927	0.4375
2	Carlo Solari Donaggio	9	0.205	0.1497	0.4375
3	Roberto Angelini Rossi	8	0.182	0.1123	0.4118
4	Salvador Said Somavia	8	0.182	0.0504	0.4167
5	Luis Enrique Yarur Rey	7	0.159	0.0219	0.3933
6	Juan Claro Gonzalez	7	0.159	0.0683	0.3977
7	Jorge Bernardo Larrain Matte	6	0.136	0.0729	0.3684
8	Maria Soledad Arellano Schimdt	6	0.136	0.0229	0.4023
9	Vivianne Blanlot Soza	5	0.114	0.0617	0.4023
10	Eduardo Navarro Beltran	5	0.114	0.0921	0.3431

Comme signalé précédemment, la *centralité de degré* indique le nombre de connexions directes qu'un acteur entretient dans le réseau, servant ainsi de mesure de *prestige* ou de *capital social* (Klüger, 2017). Au niveau individuel, les scores des chaque acteur nous permettent de réaliser des comparaisons et d'approfondir sur les caractéristiques de la structure relationnelle du système.⁶⁷ Dans cette analyse :

- Jean Paul Luksic Fontbona présente le score le plus élevé (0.227) parmi les directeurs, ce qui révèle un nombre substantiel de connexions directes avec des entreprises. Cela en fait un acteur particulièrement bien positionné dans le réseau, capable d'influencer plusieurs entreprises par son appartenance à différents conseils d'administration.

- Carlo Solari Donaggio et Roberto Angelini Rossi suivent avec des scores de degré élevés, montrant leurs positions stratégiques dans la structure de gouvernance.

Ces directeurs avec une centralité de degré élevée agissent comme des nœuds de connexion majeurs, renforçant la cohésion du réseau, et augmentant leur potentiel d'influence directe dans les cercles décisionnels. Néanmoins, on a souligné quelques évolutions par rapport à l'étude déjà citée (Morales, 2023).

Évolution de la centralité d'intermédiation (*Betweenness*)

- Carlos Solari Donaggio montre une augmentation notable de sa centralité d'intermédiation dans notre étude. Dans l'étude précédente (dont l'enquête s'arrête en 2021), Solari n'était pas présente dans le classement des directeurs influents, mais se distingue maintenant comme un acteur pivot (score de 0,149), jouant un rôle de connexion essentiel, ce qui indique une

⁶⁷Lazega, E. *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, 1998, p. 30.

extension de son influence dans les connexions inter-entreprises. Cette évolution est liée à une augmentation de son implication dans des entreprises clés comme *Falabella S.A.* et *Rentas Tissa S.A.*, et donc à de nouvelles responsabilités dans des conseils d'administration renforçant ainsi sa position. De même, le groupe Falabella a perçu des utilités de 82 % inter annuel.

- Roberto Angelini Rossi (0,136 avant et 0,123 maintenant) et Jean-Paul Luksic Fontbona (0,09 avant et 0,09 maintenant) occupent également des rôles de premier plan en termes d'intermédiation dans les deux études. Notre analyse révèle une relative stabilisation de leur position, suggérant qu'ils ont conservé un rôle important dans le réseau sans que leurs scores d'intermédiation augmentent de manière significative.

Évolution de la centralité de proximité (*Closeness*)

L'étude antérieure montrait Roberto Angelini Rossi et Jean-Paul Luksic Fontbona comme les directeurs ayant la meilleure *centralité de proximité* (les deux avec le même score de 0,196), ce qui leur permettait un accès rapide à l'ensemble des entreprises du réseau et une sorte d'équivalence structurelle.⁶⁸ Dans notre analyse, cette position de proximité semble s'être équilibrée avec l'ascension d'autres directeurs comme Carlos Solari Donaggio, ce qui signifie que ce dernier peut atteindre une plus grande portion du réseau sans passer par de nombreux intermédiaires. Cela suggère une diversification des acteurs en position de proximité, témoignant d'une répartition plus large de l'influence directe et de l'accès dans le réseau.

2.3.2. Le "Comité consultatif" : transformer le capital économique en capital politique

En analysant les interconnexions entre les directeurs du CEP et les entreprises qu'ils représentent, il devient possible de cartographier les structures relationnelles qui sous-tendent cette institution. La première analyse révèle l'existence d'un noyau d'élites économiques fortement interconnectées où des familles emblématiques comme les Luksic, Matte, Yarur, Angelini et Solari occupent des positions clés. Cette concentration de liens met non seulement en évidence une sorte d'homophilie de classe, mais elle soulève également des interrogations : pourquoi les élites ont-elles intérêt à financer et à s'impliquer directement dans ce type

⁶⁸Pour plus de détails sur ce modèle, se référer à : Lazega, E. (1994). *Réseaux sociaux et structures relationnelles*. Paris : Que Sais-Je ? (no. 3399), pp.30-35.

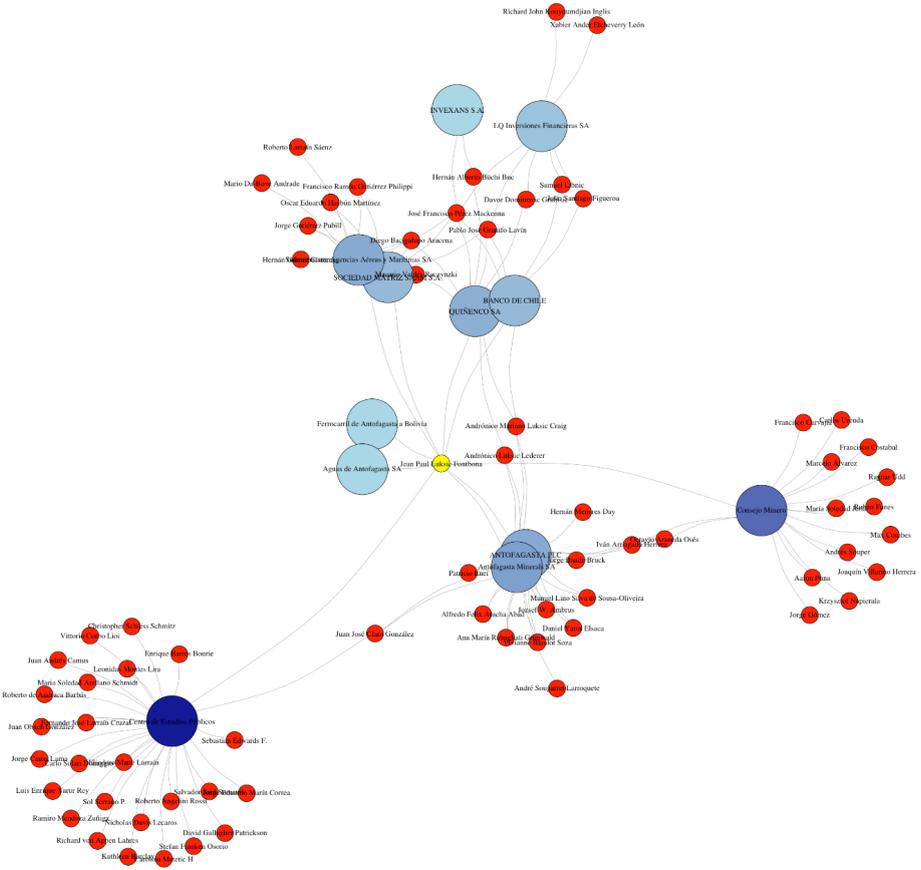
d'institution ? De plus : reçoivent-ils des compensations provenant de leurs propres dons ? Cette fondation sert-elle de levier fiscal ?

Dans le cadre de l'analyse précédente, nous avons restreint la portée de l'échantillon aux directeurs qui sont membres du Conseil d'administration du CEP. Toutefois, pour adopter une perspective plus étendue, il est indispensable de l'étendre en incluant également les membres du Comité consultatif (*Consejo asesor*).⁶⁹ Pour ce faire, nous avons recueilli les noms de ces personnes et croisé leurs informations avec les données disponibles sur le site de la Commission du Marché Financier (CMF), complétées par la base de données du site web *MarketScreener*.⁷⁰ Cette approche nous permet de lier les acteurs entre eux à travers leurs participations à d'autres institutions – qu'il s'agisse d'autres fondations, entreprises ou universités – et de cartographier l'architecture relationnelle qui se tisse autour de la fondation CEP, au-delà de ce qu'on voit officiellement. À titre d'exemple, nous avons cartographié le réseau "personnel" (défini par ses affiliations entrepreneuriales) de l'un des directeurs du CEP (Figure 4). Cette cartographie révèle des connexions multiples avec des entreprises, des think tanks et des institutions académiques. Ces liens ne se limitent pas à des relations formelles ; ils incluent également des alliances informelles et des échanges d'influence qui renforcent la cohésion et la coordination entre les différents acteurs du système :

⁶⁹ <https://www.cepchile.cl/sobre-cep>

⁷⁰ <https://www.marketscreener.com/>

Figure 4 : Réseau de Jean Paul Luksic Fontbona (réduit)



Note : Rouge = Administrateurs ; Bleu = Entreprises ; Jaune = Jean Paul Luksic Fontbona. Bleu foncé selon centralité d’intermédiarité de l’entreprise.

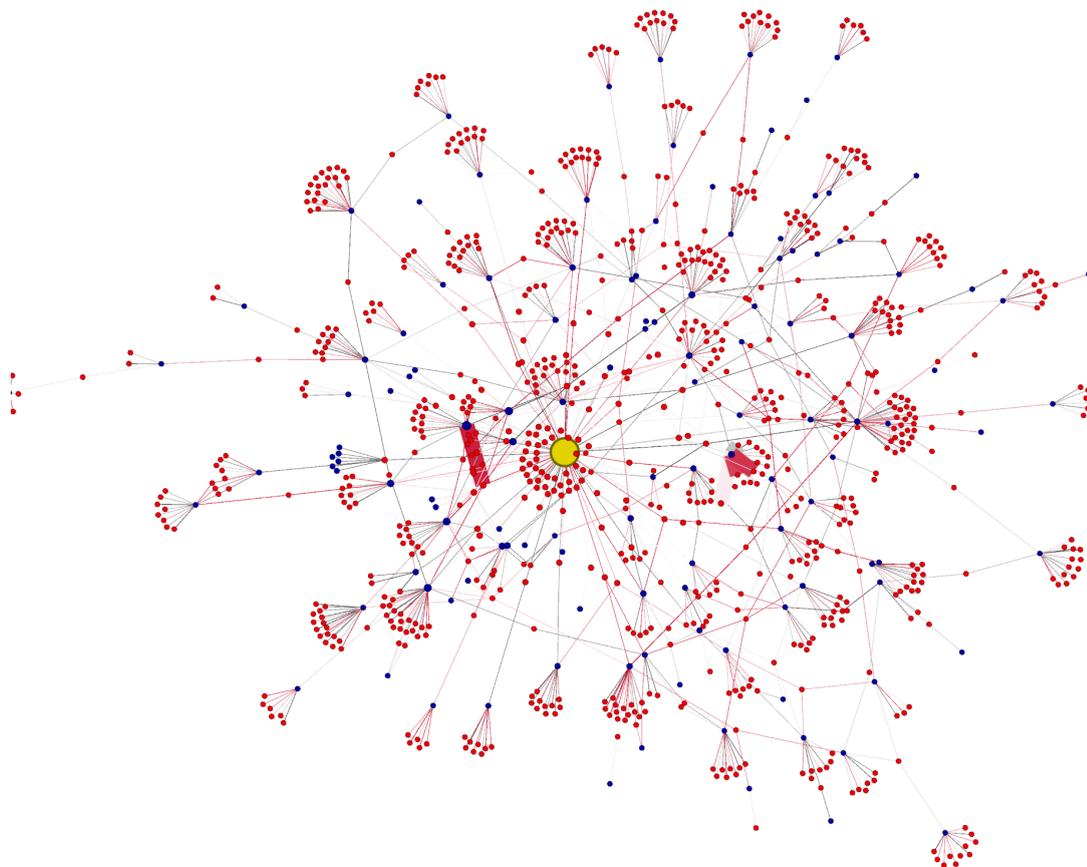
Organisation	Autres Interlockeurs (extraits)
Antofagasta plc	Ivan Arriagada, Andronico Luksic Craig, Tony Jensen, Tracey Kerr, Michael Anglin, etc.
Quiñenco S.A.	Andrea Tokman, Andronico Luksic Craig, Macario Valdes, Maria Paola Luksic, Pablo Granifo
Banco de Chile	Andronico Luksic Craig, Francisco Pérez Mackenna, Pablo Granifo, Julio Figueroa, etc.
Sociedad Matriz SAAM S.A.	Francisco G. Philippi, Jorge G. Pubill, Macario Valdes, Oscar Hasbun, Pablo Granifo

Sudamericana Agencias Aéreas y Marítimas S.A.	Jorge G. Pubill, Francisco G. Philippi, Diego Bacigalupo, Macario Valdes, Oscar Hasbun
Consejo Minero	Ivan Arriagada, Joaquin Villarino, Octavio Araneda, Ruben Funes, Ragnar Udd
Minera Los Pelambres	Tracey Kerr, Tony Jensen, Ramon Jara, Francisca Castro, Heather Lawrence
Fundación CEP	Carlo Solari, Roberto Angelini, Bernardo Matte Larraín, Luis Yarur, Pablo Granifo, Ramon Jara, Eduardo Navarro, Horst Paulmann, Salvador Said, Vittorio Corbo, Vivianne Blanlot, etc.

Personne	Organisations en commun avec Jean Paul Luksic
Ivan Arriagada Herrera	Antofagasta plc, Consejo Minero, Fundación CEP
Andronico Luksic Craig	Antofagasta plc, Banco de Chile, Quinenco, Fundación CEP
Francisco Pérez Mackenna	Banco de Chile, Sociedad Matriz SAAM, Fundación CEP, Quinenco
Pablo José Granifo Lavín	Banco de Chile, Sociedad Matriz SAAM, Fundación CEP, Quinenco
Macario Valdés Raczynski	Quinenco, Sociedad Matriz SAAM, Sudamericana
Oscar Eduardo Hasbun M.	Sociedad Matriz SAAM, Sudamericana
Tracey Kerr	Antofagasta plc, Minera Los Pelambres
Tony Jensen	Antofagasta plc, Minera Los Pelambres
Ramon Jara Araya	Antofagasta plc, Minera Los Pelambres, Fundación CEP
Vivianne Blanlot Soza	Antofagasta plc, Minera Los Pelambres, Fundación CEP

Ensuite, si nous appliquons la même démarche pour tous les membres du Conseil d'administration et du Comité de conseil (*Comité Asesor*) nous obtenons un réseau beaucoup plus vaste (Figure 5 ci-dessous) :

Figure 5 : Réseau élargi du CEP (Gephi)



Note : L'ensemble cartographié inclut 169 entreprises et 1 093 administrateurs et administratrices, parmi lesquelles 77,3 % sont des hommes et seulement 18,1 % des femmes, les données de genre étant manquantes pour environ 4,6 % des cas. Cette forte asymétrie de genre reflète une dynamique de reproduction masculine du pouvoir dans les conseils d'administration. De plus, 69 entreprises apparaissent liées par le biais de conseils partagés, impliquant 468 administrateurs présents dans au moins deux conseils, soit près de 43 % de l'ensemble. Ces chevauchements relationnels traduisent un haut degré d'interconnexion entre les pôles économiques dominants, consolidant l'accès privilégié à l'information, à l'influence stratégique et à la prise de décision, et renforçant la concentration du pouvoir dans un réseau social étroit, souvent homogène sur le plan socio-économique et genré.

Tableau 6 : Comité de consultants du CEP

José Ramón Aboitiz D.	Iván Arriagada H.	Kathleen C. Barclay
Víctor Bezanilla S.	Gastón Bottazzini B.	Antonio Büchi B.
Juan Manuel Casanueva P.	Herman Chadwick P.	Carla Cordua S.
Francisco Costabal M.	Enrique Cueto P.	Juan Cúneo S.
José Luis del Río G.	Matías Domeyko C.	Pablo Echeverría B.
Felipe Edwards D.	Juan Eduardo Errázuriz O.	Jorge Eugén U.
José Antonio Garcés S.	Luis Felipe Gazitúa A.	Jorge Gómez D.
Pablo Granifo L.	Rafael Guilisasti G.	Peter Hiller H.
Maximiliano Ibáñez B.	Cristián Infante B.	Ramón Jara A.
Patricio Jottar N.	Bernardo Larraín M.	Alfonso Larraín S-M.
Andrés Lehuedé B.	Jorge Lesser G-H.	Andrónico Luksic C.
Lucas Malfetano C.	Claudio Melandri H.	Sonia Montecino A.
René Muga E.	Tomás E. Müller S.	Claudio Muñoz Z.
Roberto Muñoz L.	Francisco Murillo Q.	Macarena Navarrete P.
Eduardo Navarro B.	José Odone O.	Manuel Olivares R.
Horst Paulmann K.	Francisco Pérez M.	Ricardo Ramos R.
Jaime Ravinet de la F.	Hernán Rodríguez W.	María Teresa Ruiz G.
Francisco Ruiz Tagle E.	Baltazar Sánchez G.	Juan Manuel Santa Cruz M.
Francisco Silva S.	Andrés Vicuña G-H.	Joaquín Villarino H.
Pablo Villarino H.	Eugenio von Chrismar C.	Erick Weber P.

Tableau 7 : métriques du réseau (tous les conseillers) (Gephi) :

Institutions :

Nom	Degree	Betweenness	Closeness	Hub	Authority
Fundacion CEP	87	0.6452	0.2928	0.22	0.9338
Universidad Catolica de Chile	44	0.1651	0.2303	0.0058	0.0246
Banco de Chile	30	0.0749	0.2125	0.0202	0.0859
Sociedad de Fomento Fabril	30	0.1226	0.2253	0.0088	0.0375
Antofagasta PLC	29	0.0382	0.2057	0.0307	0.1305
Colbun S.A.	27	0.07	0.2096	0.0118	0.0499
Embotelladora Andina S.A.	25	0.0558	0.2056	0.0074	0.0313
Aguas Andinas S.A.	22	0.0489	0.1942	0.0033	0.0142
Falabella S.A.	22	0.0791	0.2109	0.0072	0.0304
Banco Santander CL	20	0.0431	0.2016	0.0065	0.0065

Individus :

Nom	Authority	Hub	Degree	Betweenness	Closeness
Fundacion CEP	0.9338	0.22	87	0.6452	0.2928
Jean Paul Luksic Fontbona	0.039	0.1654	11	0.0668	0.2466
Andronico Luksic Craig	0.0343	0.1456	6	0.0341	0.2418
Vivianne Blanlot Soza	0.0315	0.1337	5	0.0339	0.239
Jose Francisco Perez Mackenna	0.0305	0.1294	7	0.0356	0.2366
Ivan Arriagada Herrera	0.03	0.1275	4	0.0167	0.2345
Pablo Jose Granifo Lavin	0.0291	0.1236	5	0.0268	0.2361
Juan Jose Claro Gonzalez	0.0285	0.1211	3	0.009	0.2322
Ramon Jara Araya	0.0279	0.1185	3	0.0065	0.2313
Jorge Bernardo Larrain Matte	0.0258	0.1097	4	0.0416	0.2395

La cartographie des membres identifiés révèle que la Fondation Centre d'Études Publiques constitue une plateforme relationnelle centrale, un puissant vecteur de cohésion pour les élites chiliennes. Son réseau comprend d'autres fondations, des universités privées, des entreprises majeures, des banques, des fonds de pensions et d'investissement, des industries clés des secteurs productifs du pays, ainsi que des médias. Bien qu'une affiliation formelle au CEP ne soit pas une condition nécessaire pour accéder aux cercles de pouvoir ou aux canaux d'information stratégiques – d'autres espaces comme la CPC remplissent également ce rôle – la fondation s'affirme néanmoins comme un intermédiaire structurant du champ philanthropique et technocratique, servant de relais privilégié pour les élites économiques souhaitant influencer la délibération publique. Ce positionnement soulève toutefois un enjeu éthique majeur. Le CEP se présente comme une institution indépendante, engagée dans la production scientifique rigoureuse et le débat d'idées non partisan (comme l'indique son site officiel), ce qui est en partie vérifiable au regard de la qualité de certaines de ses publications. Cependant, cette prétention à la neutralité entre en tension avec les liens financiers et relationnels qu'elle entretient avec un grand nombre d'acteurs issus du monde des affaires –entreprises, groupes bancaires, *holdings* et personnalités polémiques– souvent impliqués dans des controverses ou affaires discutées précédemment (Chapitre 1). Cette ambivalence soulève la question de la porosité entre production de savoir légitime et défense d'intérêts économiques et invite à interroger les formes de légitimité que revendiquent ces institutions dans l'espace public chilien.

Par ailleurs, nos observations confirment qu'une position sociale élevée constitue un prérequis quasi systématique pour accéder à ces sphères de pouvoir, structurées selon une double logique d'exclusion caractéristique de l'*inner circle*⁷¹ : d'une part, une homogénéité marquée sur le plan socio-économique et professionnel ; d'autre part, une intégration souvent

⁷¹Comet, C., "How does the inner circle shape the policy-planning network in France?". *Socio-Economic Review*, 17, 4, pp. 1021-1041.

conditionnée par des liens familiaux ou des barrières symboliques difficilement franchissables. Ces cercles restreints fonctionnent ainsi comme des espaces d'entre-soi, où l'appartenance ne repose pas uniquement sur le mérite ou les compétences, mais sur la reproduction sociale et relationnelle.⁷²

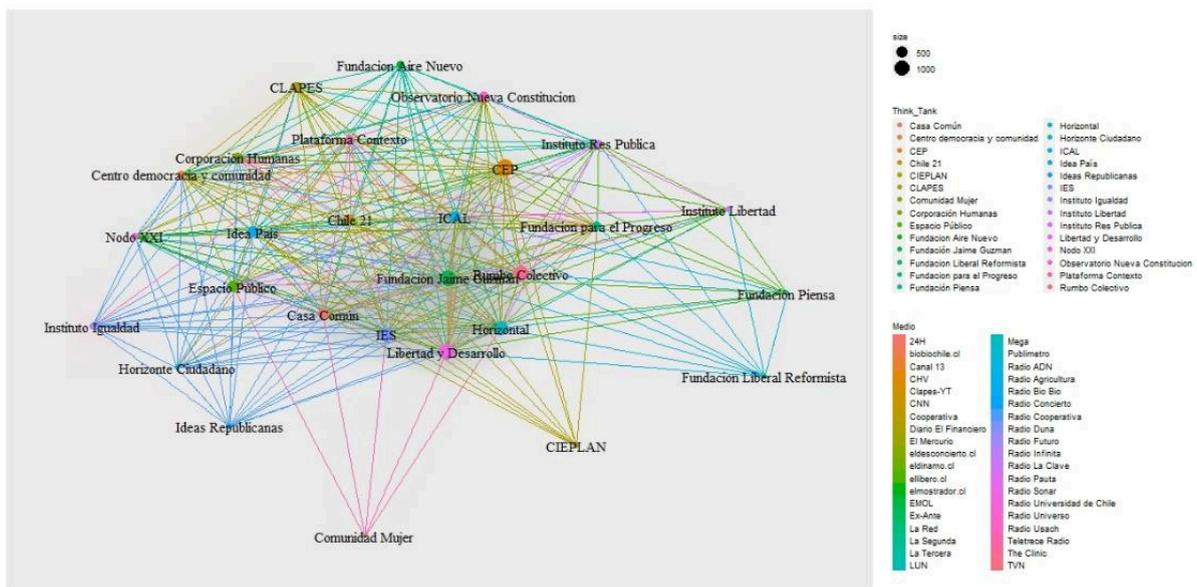
Notre constat est que l'ancrage de ces acteurs dans des réseaux élitistes à haute densité relationnelle illustre empiriquement l'imbrication persistante entre pouvoir économique et pouvoir politique. Ce capital relationnel multidimensionnel agit dès lors comme une ressource déterminante dans la fabrique des politiques publiques, tout en renforçant les dynamiques d'exclusion propres à l'élite chilienne.⁷³

⁷²Klüger, E. "Espaço social e redes: contribuições metodológicas à sociologia das elites". *Tempo social– Revista de sociologia da USP*, 29(3), 2017, 83–110.

⁷³Hunneus Valenzuela, S. *Las estrategias matrimoniales de la elite económica chilena*. Thèse en sociologie, Santiago, Chile: Universidad de Chile - Facultad de Ciencias Sociales, 2010 : Disponible à l'adresse : <https://repositorio.uchile.cl/handle/2250/106249>

Interconnexion entre think tanks (TT) et médias dans le cadre du débat constituant au Chili.

Figure 6 :



Source : Cortés, A., Fergnani, M., Muñoz, P., et Morales-Martín, J-J. “El Saber Experto en el Debate sobre la Nueva Constitución en Chile: Análisis Reticular de la Presencia de los Think Tanks en los Medios de Comunicación.” *Rev. signos* [online]. 2023, vol.56, n.113, pp.723-752. Disponible à l’adresse : <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-09342023000300723>.

La Figure 6 présente une étude novatrice menée par Morales et al. (2024) qui propose une analyse approfondie des réseaux sociaux pour cartographier les dynamiques d’influence lors du dernier processus constitutionnel chilien. S’appuyant sur les cadres méthodologiques de Burt (2005) et Martins (2009), cette recherche dévoile les interactions entre les principaux acteurs du débat public dans un contexte marqué par la prolifération de *fake news* et des tensions au sein de la Convention Constitutionnelle. Pour cette équipe, l’objectif a été de comprendre la façon dont certaines organisations ou individus parviennent à dominer l’espace médiatique, structurer des récits et diffuser des cadres d’interprétation qui façonnent le discours public autour du processus de délibération populaire. En outre, l’analyse du réseau repose encore une fois sur des indicateurs de centralité et de densité qui permettent d’identifier quels acteurs ont été mieux positionnés dans l’établissement des normes discursives et dans la propagation de certains cadres justificatifs. Ces indicateurs sont essentiels pour comprendre la manière dont les différentes entités interagissent et l’influence qu’elles exercent les unes sur les autres.

Résultats généraux

Centralité et densité : des clés pour comprendre l'influence

L'étude de Morales-Martín et al. (2024) confirme la position prééminente du Centre d'Études Publiques (CEP), qui se distingue comme le nœud le plus connecté du réseau, avec le nombre le plus élevé de liens. Cette position renforce son statut d'acteur indispensable dans le débat public chilien et consolide sa position comme figure d'autorité intellectuelle et politique incontournable. La centralité d'intermédierité révèle quant à elle la capacité d'un acteur à servir de pont entre différents sous-réseaux. L'analyse montre que la *Fundación Jaime Guzmán* (FJG) présente le score le plus élevé sur cet indice, soulignant ainsi son rôle stratégique de médiateur entre les sphères politiques, économiques et médiatiques. Cette position d'intermédiaire privilégié lui confère un pouvoir de circulation et de contrôle de l'information particulièrement significatif.

En ce qui concerne la centralité de proximité, qui mesure l'efficacité dans la diffusion d'informations à travers le réseau, *Rumbo Colectivo* (RC) se distingue par une légère avance sur les autres acteurs. Ce think tank progressiste, affilié à l'entourage du président Gabriel Boric, bénéficie ainsi d'une capacité accélérée à propager des idées et à influencer l'agenda public. Cette particularité prend une résonance particulière dans le contexte actuel des polémiques entourant les transferts de fonds publics vers des fondations proches du pouvoir, qui interrogent les relations entre fondations et appareil d'État.

Par ailleurs, la combinaison de ces différentes métriques dessine une cartographie précise des rapports de force au sein de l'espace intellectuel et politique chilien, où chaque organisation occupe une niche stratégique distincte : le CEP comme *hub* principal de connexions, la FJG comme pivot relationnel, et RC comme diffuseur efficace. Cette configuration triadique illustre la complexité des mécanismes d'influence dans le Chili contemporain, où capital relationnel et positionnement stratégique dans le scène politique déterminent l'accès aux leviers du débat public.⁷⁴ Cependant, les disparités importantes de moyens et d'influence entre *Rumbo Colectivo* et des poids lourds comme le CEP, LyD et FJG invitent à nuancer toute analyse comparative.⁷⁵

⁷⁴BioBio Chile. *A un año del escándalo: Fiscalía investiga 90 mil millones en convenios con fundaciones en todo Chile*. [En ligne] 15 juin 2024.

⁷⁵Centro de Estudios Públicos. *Estados financieros por los años terminados al 31 de diciembre de 2023 y 2022 e informe del auditor independiente*. Santiago, Chile: Deloitte, 2024 : https://static.cepchile.cl/uploads/cepchile/2024/05/22-160250_csar_2023-EEFF-Centro-de-Estudios-Publicos.pdf et : Fundación Rumbo Colectivo. *FECU Social: Informe anual 2023*. Santiago, Chile: Fundación Rumbo Colectivo, 2024 : <https://rumbocolectivo.cl/wp-content/uploads/2024/08/Fecu-Social-2023-Rumbo-Colectivo-VFinal.pdf>

Le CEP dispose d'actifs totaux s'élevant à 2,9 millions d'euros, soit 58 fois le patrimoine de Rumbo Colectivo (50 049 €). Cet écart de 2,85 millions d'euros illustre l'hégémonie matérielle entre ces think tanks. Plus significatif encore, le patrimoine net du CEP (1,44 million d'euros) dépasse de 30 fois celui de son homologue progressiste (46 987 €). Cette asymétrie patrimoniale se double d'un déséquilibre dans les modèles économiques : alors que le CEP bénéficie d'une assise financière stable, *Rumbo Colectivo* dépend à 96% de financements externes (227 085 € de revenus projet-dépendants en 2023). Cet obstacle structurel le rend particulièrement vulnérable aux aléas politiques et aux fluctuations des subventions publiques. Ainsi, le Centre d'Études Publiques se distingue par une situation financière nettement plus avantageuse, bénéficiant à la fois de revenus diversifiés - incluant des investissements financiers - et d'un important patrimoine accumulé (2,9 millions d'euros d'actifs). Cette stabilité financière lui confère une réelle capacité d'absorption des chocs économiques et lui permet de mener des activités d'influence à grande échelle : financement de recherches approfondies, publication d'études détaillées, et organisation d'événements haut de gamme qui consolident sa position dominante dans le débat public. Sa présence médiatique fréquente et sa participation active aux discussions politiques nationales témoignent de cette influence institutionnalisée. À l'opposé, *Rumbo Colectivo* opère avec des moyens radicalement plus modestes (50 049 euros d'actifs), ce qui limite considérablement sa capacité à initier des projets complexes ou à long terme. Bien que l'organisation ait dégagé un surplus opérationnel de 56 791 euros en 2023, ses ressources restent dérisoires comparées à celles du CEP. Cette asymétrie financière se traduit par une visibilité et une influence moindre dans l'espace public, malgré des initiatives prometteuses. Ainsi, le score élevé de *closeness* affiché par RC s'explique moins par une influence structurelle que par ses connexions politiques directes avec l'administration Boric et, par conséquent, sa présence, telle que représentée par la conjoncture. Cette dépendance aux contingences contraste fortement avec la position institutionnelle pérenne du CEP, dont l'autorité repose sur des bases financières solides et une influence historiquement établie.

Entre-parenthèse : l'affaire Cubillos et le rôle des universités privées.

Marcela Cubillos, figure influente du think tank *Libertad y Desarrollo*, illustre la manière dont certains acteurs dépassent les frontières des think tanks et des cabinets ministériels pour s'engager au sein d'autres sphères, notamment les universités et les médias. Lors du processus de la première Convention constituante élue pour la rédaction de la "nouvelle constitution" – un espace censé

refléter la diversité des milieux socio-économiques et professionnels – Cubillos a publié un ouvrage controversé intitulé “Lire avant de voter” (*Leer antes de votar*). Ce livre, présenté comme un guide pour éclairer les citoyens sur les enjeux constitutionnels, a été commandé et financé par l’Université San Sebastián, une institution privée à but non lucratif étroitement liée à l’élite.⁷⁶

Le financement de cette publication, révélé publiquement en décembre 2024, a mis en lumière un manque de transparence dans les pratiques de financement des campagnes politiques et des initiatives liées au débat constitutionnel. Cette révélation a suscité des questions sur les conflits d’intérêts et sur la manière dont les élites économiques et politiques utilisent des institutions éducatives pour influencer le débat public.⁷⁷ Le livre, largement distribué par des organisations affiliées à la droite chilienne –également proposé gratuitement lors de la campagne “Rechazo” (“Rejet”)–, a donc été employé comme instrument de propagande sans avoir été dûment signalé au Service électoral. Cette collaboration entre acteurs des droites qui avaient précédemment critiqué l’absence d’experts dans la première Convention (ce qui n’était pas tout à fait vrai), leur a donné la possibilité d’inclure leurs propres spécialistes dans la seconde élection, y compris Marcela Cubillos, qui a même participé en tant que membre constituant.⁷⁸ De plus, l’exubérante rémunération de Marcela Cubillos – qui percevait environ 16.600 € par mois –, a été mise en cause. Ce salaire, supérieur à la moyenne d’un chercheur à Harvard, soulève de nombreuses questions, d’autant plus que Cubillos ne possède ni diplôme de master, ni doctorat, et n’a aucune publication scientifique.⁷⁹

⁷⁶Andrés Chadwick Piñera, cousin de l’ex-président Piñera, a été le président de la faculté de Droit de cette institution. Actuellement, il fait l’objet d’une enquête pour avoir collaboré avec Luis Herosilla dans le but d’exercer une influence sur la justice dans le cadre de l’accusation constitutionnelle contre Piñera, en lien avec ses responsabilités lors du soulèvement social, ainsi que d’autres affaires.

⁷⁷G5 Noticias. *Servel apunta a irregularidades en el uso del libro de Marcela Cubillos como propaganda electoral*. [En ligne] 6 décembre 2024.

⁷⁸Cortes, A., Fergnani, M., Munoz, P., et Morales, J-J. “El Saber Experto en el Debate sobre la Nueva Constitución en Chile: Análisis Reticular de la Presencia de los Think Tanks en los Medios de Comunicación”. *Rev. signos* [online]. 2023, vol.56, n.113, pp.723-752 ISSN 0718-0934. <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-09342023000300723>.

⁷⁹CIPER Chile. *El caso Cubillos y la Academia Chilena: Élite con sueldos millonarios frente a la precariedad laboral*. [En ligne] 2 octobre 2024.

2.4. L'action politique des élites chiliennes

L'action collective du patronat chilien – à travers des organisations telles que la SOFOFA, la CPC ou le Consejo Minero⁸⁰ – permet de cristalliser des intérêts sectoriels en politiques publiques, illustrant la persistance d'un corporatisme élitaire au cœur de la gouvernance nationale. Ces instances fonctionnent comme des plateformes de coordination stratégique où se construit une solidarité de classe orientée vers l'influence normative, l'obstruction des réformes menaçant leurs intérêts (notamment en matière de fiscalité, rémunérations et droits du travail), et la promotion d'agendas économiques communs. Cette dynamique contribue à une asymétrie politique structurelle, où les grands conglomérats convertissent leur capital économique et leur ancrage institutionnel en pouvoir d'influence.

Les blocages répétés de réformes sociales témoignent d'une forme de capture de l'État (Stigler, 1971 ; Block, 1977), renforcée par une oligopolisation des médias, vecteur clé de l'hégémonie culturelle (Gramsci, 1983) et du verrouillage discursif. Ce paysage évoque celui des démocraties illibérales (Zakaria, 1997), où les mécanismes électoraux coexistent avec une domination oligarchique persistante. Les travaux de Zeitlin (1974 ; Zeitlin et Ratcliffe, 2014) sur le contrôle capitaliste durable et les réseaux inter-corporatifs trouvent une résonance directe dans le cas chilien. Depuis les années 1980, l'émergence de "groupes *kinecon*" – familles élargies exerçant un contrôle transversal sur des flux économiques complexes via des réseaux multi-niveaux – en est une parfaite illustration. Cette réalité remet en cause – pour le cas chilien – la théorie du capitalisme managérial (Arndt, 2023) qui postule une séparation nette entre propriété (actionnaires) et contrôle (managers). Au contraire, les données indiquent un maintien du contrôle direct par les classes capitalistes traditionnelles exercé à travers deux mécanismes centraux :

- Les participations croisées entre holdings familiaux
- La structure des groupes *kinecon* (*kineas conexas*)

Ces dynasties économiques – les Matte, Luksic, Angelini et autres – ont consolidé des fortunes colossales en établissant des positions dominantes dans les secteurs stratégiques de l'économie nationale :

- Les ressources naturelles (cuivre, lithium, bois, etc.)
- Les secteurs productifs

⁸⁰Le *Consejo Minero* (CM) est le *gremio* – ou l'association professionnelle – qui regroupe les principales entreprises minières opérant au Chili. Voir : <https://consejominero.cl/>

- Les services (grande distribution, finance, médias, télécommunications)

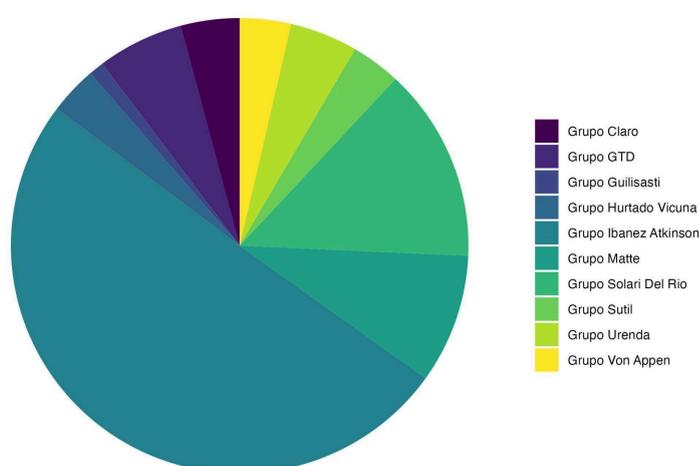
Araya-Valenzuela (2023) utilise des indicateurs tels que *l'échelle oligarchique*, *l'intensité oligarchique* et *l'indice de pouvoir matériel* pour mesurer cette concentration de la richesse et leurs effets sur le pouvoir politique. Leurs ressources incluent le pouvoir instrumental, basé sur les relations personnelles avec les responsables politiques, les nominations gouvernementales et les liens informels. Par exemple, plusieurs des membres issus de ces réseaux ont occupé des postes politiques ou ont financé des campagnes électorales, renforçant ainsi leur influence sur les décisions publiques. Quant au pouvoir structurel, il est lié à la dépendance de l'État vis-à-vis des investissements privés comme le constate Block (1977). De cette manière, les oligarques, à travers des instances comme la CPC, peuvent menacer de retirer leurs investissements ou de délocaliser leurs activités, ce qui incite les gouvernements à adopter des politiques favorables à leurs intérêts et aux électeurs de prendre en compte cette variable dans leur raisonnement.

Les choix électoraux des élites

Si le *système des fondations* permet aux élites d'investir l'espace social et culturel de manière subtile, le moment des élections représente une opportunité stratégique pour exercer une action directe sur l'espace politique. Dans ce passage, nous étudions les attributs majeurs des fonds obtenus par divers partis politiques et candidats durant la récente élection constituante de 2021:

Figure 7⁸¹ :

Concentración de Aportes por Grupo Económico



Tendances générales

Ces données révèlent une forte concentration des financements autour de quelques partis politiques :

Métrica	Valor (CLP)
Media	161,139,000
Mediana	183,200,000
Desviación Estándar	161,600,900
Mínimo	1,000,000
Máximo	413,454,500

⁸¹Données secondaires recodées sur R et corrigées pour rectifier certains écarts constatés entre les totaux et les apports des acteurs indépendants appartenant aux groupes familiaux. Données brutes disponibles sur : FUNDACIÓN SOL. “Grandes Grupos Económicos y Financiamiento Electoral” Santiago, Chili : Fundación SOL. Disponible sur : <https://fundacionsol.cl/blog/estudios-2/post/grandes-grupos-economicos-y-financiamiento-electoral-6755>

- Médiane des financements : avec une valeur légèrement plus élevée de 183 millions de *pesos*, il est évident que quelques dons exceptionnellement élevés tirent la moyenne vers le haut, caractéristique classique d'une distribution asymétrique.
- Écart-type : une déviation standard de 161 millions de met en évidence une forte variabilité dans les montants perçus, en reflétant la polarisation des dons entre des contributions très élevées et des plus modestes.

Répartition des montants perçus par les partis politiques :

	Total	Num. Donaciones	Promedio	Mínimo	Máximo	% del Total
UNION DEMOCRATA INDEPENDIENTE	790,454,477	10	79,045,448	1,000,000	377,000,000	44.59%
EVOLUCION POLITICA	287,434,867	8	35,929,358	250,000	176,000,000	16.22%
INDEPENDIENTE	261,937,696	10	26,193,770	4,620,632	77,588,032	14.78%
PARTIDO REPUBLICANO DE CHILE	220,000,000	3	73,333,333	3,000,000	212,000,000	12.41%
RENOVACION NACIONAL	183,200,009	7	26,171,430	1,450,000	134,000,000	10.34%
PARTIDO DEMOCRATA CRISTIANO	22,120,000	5	4,424,000	1,000,000	11,120,000	1.25%
PARTIDO LIBERAL DE CHILE	3,000,000	1	3,000,000	3,000,000	3,000,000	0.17%
PARTIDO POR LA DEMOCRACIA	2,382,000	2	1,191,000	382,000	2,000,000	0.13%
PARTIDO ECOLOGISTA VERDE	1,000,000	1	1,000,000	1,000,000	1,000,000	0.06%
PARTIDO SOCIALISTA DE CHILE	1,000,000	1	1,000,000	1,000,000	1,000,000	0.06%

a. L'Union Démocrate Indépendante (UDI)

Montant total reçu : 790 454 477 *pesos* chiliens

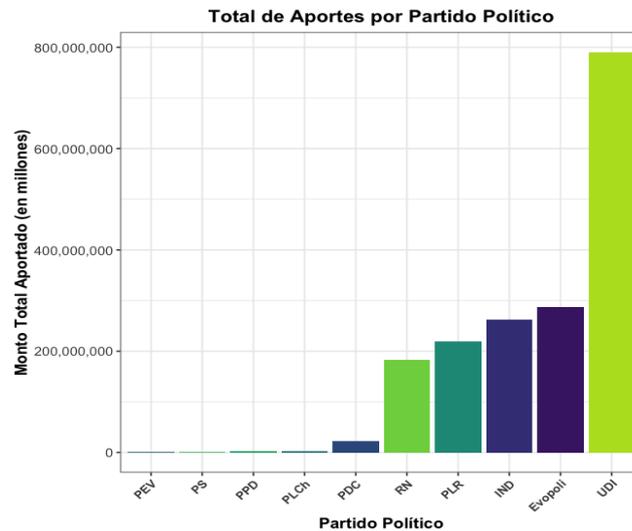
Nombre de groupes donateurs : 10

Principales contributions :

- Don le plus élevé : 372 millions de *pesos* du Groupe Ibáñez Atkinson, groupe qui a versé le montant total de 874 millions à des partis de la droite pinochetiste (UDI), l'extrême droite (Parti Républicain) et la centre-droite (RN, Evopoli) :
- Don le plus faible : 1 million de *pesos* issu du Groupe Guilisasti.
- Don moyen : 79 millions

Grupo Económico	Porcentaje del Total (%)
Ibáñez Atkinson	47.7
Solari Del Rio	18.1
GTD	12.6
Urenda	10.7
Otros (6 Grupos)	11.9

De plus, l'UDI se distingue comme le parti ayant reçu les montants les plus élevés parmi tous les partis mentionnés dans les données, consolidant sa relation étroite avec les élites économiques.



b. Le Parti Républicain

Montant total reçu : 220 millions de *pesos* chiliens

Nombre de groupes donateurs : 3

Principales contributions :

- Don le plus élevé : 182 millions, également du Groupe Ibáñez Atkinson.
- Don le plus faible : 3 millions du Groupe Von Appen
- Don moyen : 73 millions

Le Parti Républicain a reçu des montants globaux inférieurs à ceux de l'UDI, pourtant il a bénéficié de la deuxième plus grande donation groupale, 182 millions de *pesos*, témoignant d'une forte dépendance à quelques donateurs influents.

c. Les “pactes” : indépendants ?

Grupo Económico	Porcentaje del Total (%)
Solari Del Rio	29.55
Matte	20.35
Claro	10.67
Sutil	10.51
Von Appen	8.59
Urenda	5.96
Hurtado Vicuña	6.09
Giulisasti	4.38
Ibáñez Atkinson	1.9
GTD	1.76

Les candidats indépendants ont perçu un total de 262 537 696 pesos, répartis entre dix grands groupes. Bien que cette catégorie semble, à première vue, moins liée aux partis politiques traditionnels, elle bénéficie néanmoins de soutiens financiers significatifs structurés par le biais de pactes électoraux. Ces dispositifs permettent à certains candidats de se présenter comme indépendants tout en étant affiliés à une coalition politique. Tel est le cas de Bernardo Fontaine Talavera qui, tout en revendiquant une indépendance politique, s’est présenté sous la bannière du pacte de droite *Vamos por Chile*, en tant que candidat pour un siège attribué à Rénovation nationale (RN), bénéficiant ainsi, en pratique, du soutien de ce parti.⁸² Il a ainsi bénéficié d’un soutien financier massif du secteur privé, atteignant près de 107 millions, un montant parmi les plus élevés de cette catégorie.

Indépendants :
Grupo Solari Del Río : 77 588 032
Grupo Matte : 53 430 032
Grupo Claro : 28 000 000
Grupo Sutil : 27 600 000
Grupo Von Appen : 22 550 000
Grupo Urenda : 15 649 000
Grupo Hurtado Vicuña : 16 000 000
Grupo Guilisasti : 11 500 000
Grupo Ibáñez Atkinson : 5 000 000
Grupo GTD : 4 620 632

La donation la plus élevée provient du Grupo Solari Del Rio (77 588 032), tandis que la donation la plus faible a été effectuée par le Grupo GTD (4 620 632). En moyenne, chaque contribution s’élève à 26 millions. Contrairement aux partis comme l’UDI ou le Parti Républicain, les candidats indépendants ont bénéficié d’une distribution plus équilibrée des

⁸²La Voz de los que Sobran. *Los constituyentes del empresariado: Marcela Cubillos, Bernardo Fontaine y René Cortázar son las candidaturas que más aportes recibieron del sector financiero*. 14 mai 2021.

financements. Aucune des donations individuelles ne domine de manière écrasante, ce qui pourrait témoigner d'un intérêt plus diversifié de la part des élites économiques envers cette catégorie.

Bernardo Fontaine Talavera constitue un cas singulier parmi les indépendants les plus médiatisés. Soutenu notamment par des familles influentes comme les Matte et les Sutil, il a également reçu un financement de 14,5 millions du parti *Renovación Nacional* (RN). Cette situation illustre une dynamique hybride, mêlant une indépendance affichée à des liens étroits avec les structures politiques traditionnelles. Elle soulève ainsi des interrogations majeures sur la transparence des financements privés et leur impact concret sur les candidatures se présentant comme indépendantes. Si les "indépendants" sont souvent perçus comme une alternative au système politique classique, leur affiliation à des groupes économiques puissants révèle que cette indépendance est parfois relative.

En termes de montants totaux de financement, les indépendants occupent une position intermédiaire, entre des partis majeurs comme l'UDI (790 454 477 pesos) et le Parti Républicain (220 millions). Leur particularité réside toutefois dans une distribution plus équilibrée des fonds, sans recours à des dons massifs concentrés.

3. Les héritiers : la Fondation pour le Progrès

La *Fundación para el Progreso* (FPP) est un think tank libertarien fondé au Chili en 2012. Selon sa présentation officielle, elle rassemble des professionnels, universitaires et intellectuels autour d'un objectif commun : promouvoir les principes de liberté individuelle, du libre marché et de responsabilité personnelle dans le débat public. Ses activités incluent la production d'analyses politiques et économiques, de tribunes d'opinion et de contenus audiovisuels, ainsi que l'organisation de conférences et de séminaires destinés à diffuser ses positions idéologiques. Fondée par l'économiste et entrepreneur Nicolás Ibáñez Scott, la FPP est aujourd'hui dirigée par son cofondateur, Axel Kaiser – docteur en philosophie (Université de Heidelberg) et diplômé en droit (Université Diego Portales) –, figure médiatique influente et actif dans des réseaux internationaux tels que le *Cato Institute* (États-Unis) et la *Fundación FARO* (Argentine).

Bien que la FPP se présente comme un espace de réflexion académique, elle s'inscrit pleinement dans la bataille culturelle menée par les droites transnationales depuis plusieurs décennies (Dezalay et Garth, 2002 ; Mirowski, 2013). Par une approche résolument individualiste, la FPP tend à neutraliser la dimension politique des inégalités sociales en attribuant celles-ci à des déficits personnels de mérite ou de responsabilité plutôt qu'à des logiques structurelles et systémiques. D'après son rapport annuel 2023, la FPP bénéficie du soutien de figures influentes du monde économique et intellectuel. La même année, elle a consolidé sa visibilité médiatique, avec 13 884 mentions dans la presse nationale et internationale. Elle a également accueilli, lors de ses événements publics, des personnalités telles que Loris Zanatta, historien italien spécialiste de l'Amérique latine, ou encore Javier Milei, actuel président de l'Argentine. Enfin, sur le plan financier, la fondation dispose de ressources significatives, s'appuyant sur un réseau étendu de donateurs privés qui lui assure une autonomie stratégique dans le paysage politique :

- Un budget annuel estimé à 1,8 milliard de pesos chiliens (environ 1,94 million USD) en 2020 (El Diario Financiero)⁸³ ;
- Un patrimoine accumulé dépassant 500 millions de pesos en 2023 (rapport interne⁸⁴).

Cette stabilité financière et relationnelle lui permet d'étendre ses activités et son influence (Annexe 3). Son financement repose majoritairement sur des contributions privées. En 2023,

⁸³Diario Financiero. *Nicolás Ibáñez disminuye fuertemente su aporte a la Fundación para el Progreso.*

⁸⁴Fundación para el Progreso. *Memoria anual 2023.* [En ligne] Santiago, Chile : Fundación para el Progreso, 2024. Disponible sur : https://fppchile.org/wp-content/uploads/2024/08/memoria-2023_compressed-2-2.pdf

86 % de son budget provenait de “donateurs stratégiques” (Figure 8) auxquels s’ajoutaient 12 % issus de bienfaiteurs individuels, d’apports régionaux et d’autres mécènes affiliés à l’organisation :

Figure 8 :

1.3. Gestión					
		2019	2018		
a. Ingresos Operacionales M\$		2.014.397	2.049.679	d. Patrimonio M\$	
b. Privados M\$	Donaciones	1.989.631	2.019.898	731.476	
	Proyectos	0,00	0,00	887.861	
	Venta de bienes y servicios	19.749	26.201	(156.385)	
	Otros (Pac)	5.018	3.580	127.583	
c. Públicos M\$	Subvenciones	0,00	0,00	e. Superávit o Déficit del Ejercicio M\$	
	Proyectos	0,00	0,00	f. Identificación de las tres principales fuentes de ingreso	
	Venta de bienes y servicios	0,00	0,00	Fundación de Beneficencia Chile + Hoy Atlas Network	
				Fundación de Beneficencia Chile + Hoy Atlas Network	
				g. N° total de usuarios (directos)	
				16.625	
				17.792	
				h. Indicador principal de gestión (y su resultado)	
				Cantidad de beneficiarios directos alcanzados en comparación al año anterior	
				Cantidad de beneficiarios directos alcanzados en comparación al año anterior	
i. Persona de contacto		Alejandro Cajas, acajas@fppchile.org 562 23873500			

FECU Social. (2019). *Presentación estándar de memoria y balance de organizaciones de la sociedad civil*.

*Chile Más Hoy: fondation qui appartient à Nicolás Ibañez Scott.⁸⁵

Une stratégie médiatique et numérique proactive

La FPP a développé une stratégie de communication numérique efficace qui lui permet de diffuser largement ses idées en capitalisant sur les nouvelles formes de consommation médiatique⁸⁶, en particulier les contenus brefs et percutants qui attirent les jeunes publics. Selon le classement Forbes 2023⁸⁷, il est devenu le think tank pro-marché le plus suivi sur les plateformes YouTube, Instagram et TikTok hors États-Unis. De même, l'organisation produit régulièrement plusieurs formats médiatiques :

- L'émission *La Cocina*
- Le podcast *Entre Líneas*

⁸⁵Voir : <https://donacionesley21440.gob.cl/registro-publico?n=125>

⁸⁶Andurand, A. et Boisard, S. “El papel de internet en la circulación del ideario neoliberal: una mirada a las redes de Think Tanks latinoamericanos de las dos últimas décadas”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [Online], Workshops, Online since 02 October 2017. URL: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/71443>; DOI: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.71443>

⁸⁷ <https://tinyurl.com/sw8x74vd>. Classement réalisé par Alejandro Chafuen, ancien président d’Atlas Network.

- Des vidéos courtes hebdomadaires sur TikTok et Instagram

En termes d'audience, les données de son rapport 2023 montrent :

- 7 793 997 vues sur YouTube
- 656 000 abonnés sur l'ensemble de ses plateformes
- 51 144 008 interactions totales sur les réseaux sociaux
- Une croissance continue sur Instagram et TikTok

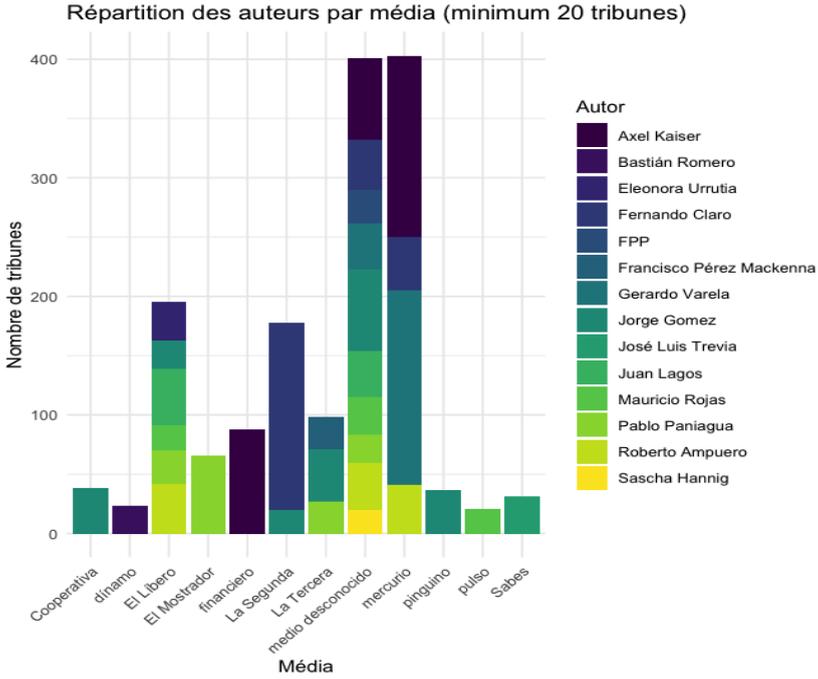
Ces chiffres, inférieurs au record de 14,4 millions de vues sur YouTube enregistré en 2021, témoignent d'une audience consolidée et fidélisée. Cette stratégie permet à la FPP d'accroître considérablement sa visibilité idéologique, bien que certains observateurs critiquent la tendance de ses contenus à présenter des analyses partiales ou des interprétations controversées des faits économiques et sociaux, une tendance qui se répand à l'égard des plateformes.⁸⁸

Outre sa stratégie numérique, la FPP maintient une présence constante dans les médias traditionnels. En 2023, elle a obtenu 13 884 mentions dans la presse écrite, radio et télévision, confirmant ainsi son ancrage dans le débat public chilien. Les experts et dirigeants de cette fondation interviennent régulièrement dans les principaux médias d'influence au Chili, notamment dans les colonnes d'*El Mercurio* (propriété de la famille Edwards), *El Diario Financiero*, ainsi que dans diverses émissions radiophoniques et télévisées. Cette forte présence médiatique, fondée sur une légitimité d'expertise, contribue à brouiller les catégories analytiques habituelles appliquées aux think tanks. Cette espèce d'ambiguïté s'explique à la fois par une certaine division fonctionnelle du travail intellectuel. Ainsi, les économistes interviennent généralement sur des questions économiques en adoptant des registres variés, parfois radicaux, parfois nuancés. Axel Kaiser, de sa part, incarne une ligne libertarienne, hostile à toute intervention étatique. Des invités réguliers comme Cristóbal Bellolio, s'inscrivent davantage dans une perspective égalitariste inspirée de John Rawls ; tandis que d'autres, tels que Jorge Gómez ou Kaiser lui-même, rejettent frontalement ce type d'approche. Cette diversité apparente peut donner l'illusion d'un pluralisme, tout en consolidant, en réalité, une orientation idéologique cohérente et stratégique dans l'espace public. En outre, la FPP a mis en place des plateformes telles que *Progreso en cifras* (*Progrès en chiffres*), qui agrègent divers indicateurs économiques et sociaux afin de promouvoir les bénéfices du

⁸⁸Figeac, J., Ratinaud, P., Smyrniaios, N., Cabanac, G., Fraissier-Vannier, O., Tristan, S. et Seffusatti, F. "Mobile phones in the spread of unreliable information on Twitter: evidence from the 2017 French presidential campaign". *Mobile Media & Communication*. 9, 2021, pp. 441-464. 10.1177/2050157920972157.

marché libre. Ces initiatives visent à construire un argumentaire fondé sur des données issues de fondations internationales partenaires, comme le Fraser Institute, renforçant ainsi la légitimité des thèses en faveur du libre marché dans le débat public. Certaines de ces initiatives abordent également des thématiques sensibles, telles que la sécurité nationale ou les actions militaires, élargissant ainsi le spectre idéologique couvert par la fondation.

Figure 9 :



Note : Analyse de 2 648 tribunes d'opinion publiées sur le site de la FPP, toutes rédigées par ses auteurs affiliés. La catégorie “Media desconocido” identifie les publications diffusées directement sur la plateforme de la fondation sans mention d'auteur spécifique, révélant ainsi une partie de sa production éditoriale interne.

Rayonnement et Stratégies

La fondation dispose de quatre bureaux implantés dans des villes universitaires stratégiques – Santiago, Valparaíso, Concepción et Valdivia – ce qui lui permet de cibler un public majoritairement jeune et étudiant. Elle concentre principalement ses activités sur les plateformes numériques, notamment YouTube, TikTok et Instagram, où elle bénéficie d’une audience croissante depuis 2016. Parallèlement, elle gagne en visibilité dans la sphère politique, notamment à partir de la réélection de Sebastián Piñera en 2018. Cette influence s’est matérialisée par l’entrée au gouvernement de plusieurs figures proches de la FPP, telles que Gerardo Varela et Roberto Ampuero (conseillers de la FPP), ainsi que par la nomination

de Mauricio Rojas au ministère de la Culture. Toutefois, leurs échecs successifs ont rapidement entraîné leur éviction du gouvernement constituant un revers significatif pour la fondation. Varela, nommé ministre de l'Éducation, a été le premier à quitter ses fonctions, affaibli par son passé de chroniqueur polémique et par une série de déclarations mal maîtrisées qui ont terni l'image du gouvernement. De son côté, Mauricio Rojas a vu son mandat ministériel interrompu après seulement quatre jours, à la suite de la réapparition de propos controversés dans lesquels il qualifiait le Musée de la Mémoire et des Droits de l'Homme de "montage". Cette déclaration a été perçue comme une tentative de relativisation –voire de négation– des violations des droits humains sous la dictature civico-militaire.

Politologue et économiste, Rojas incarne une figure intellectuelle ambivalente du libéralisme chilien. Ancien militant du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), il effectue dans les années 1980 une conversion idéologique radicale en adoptant les principes du libéralisme classique, devenant un critique acerbe du modèle social-démocrate suédois, après quarante ans d'exil. Son retour au Chili en 2015, suivi de son rapprochement avec la FPP, a fait de lui un symbole du reniement militant valorisé par une partie de la droite chilienne. De surcroît, ses liens avec des réseaux intellectuels transnationaux –notamment la *Fundación Internacional para la Libertad* (FIL), présidée par Mario Vargas Llosa– révèlent les connexions étroites entre les élites latino-américaines et les circulations d'idées entre Chili et le monde hispanophone.⁸⁹ La FIL, créée en 2002 par Mario Vargas Llosa et un groupe d'intellectuels, se présente comme un réseau transnational de think tanks qui se battent pour la démocratie, la liberté individuelle et le libre marché à travers l'Amérique latine et l'Europe. Elle organise de grands forums –tels que le *Foro Atlántico* à Madrid– réunissant des chefs d'État et de gouvernement (Piñera, Macri, Duque), des intellectuels et des représentants des milieux économiques, ainsi que des institutions comme Atlas Network et le Cato Institute, afin de diffuser une ligne idéologique commune. Lors de son édition 2018 au Chili, Vargas Llosa a reçu "l'Ordre Pablo Neruda" de la part du gouvernement Piñera, illustrant cette influence via les sommets d'élites.

Enfin, Roberto Ampuero –chroniqueur et conseiller de la FPP, nommé ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Piñera–, a également été l'objet de vives critiques, notamment en raison d'un manque perçu de leadership et de son absence remarquée sur

⁸⁹Boisard, S. et Giménez, M-J. "Defender el liberalismo con piedras y tanques: Mario Vargas Llosa y la Fundación Internacional para la Libertad". *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2022. Disponible en: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.87306>

plusieurs dossiers internationaux. Ces failles ont révélé les limites de la FPP à traduire son influence idéologique croissante en un ancrage durable au sein du pouvoir exécutif.

Cristóbal Bellolio, politologue à l'Université Adolfo Ibáñez et collaborateur régulier de la FPP, analyse l'ascension de la fondation comme ayant répondu à un besoin crucial de formation idéologique au sein de la droite chilienne.⁹⁰ Il observe qu'Axel Kaiser s'est imposé comme une figure centrale pour les jeunes, aux côtés d'autres intellectuels de la FPP comme Mauricio Rojas et Roberto Ampuero. Toutefois, Bellolio identifie une tension constitutive chez la FPP : son libéralisme économique affiché coexiste avec un conservatisme social marqué, la distinguant nettement des courants libéraux progressistes (Vlado Mirosevic) ou modérés (Evópoli). Son analyse révèle que l'entrée de membres de la FPP dans le gouvernement Piñera a consacré l'influence de la fondation tout en marginalisant d'autres sensibilités de droite, notamment le courant social-chrétien représenté par Daniel Mansuy. Cette situation illustrerait selon lui les luttes internes à la droite chilienne pour redéfinir son projet politique et son modèle de développement. L'importance accordée par Piñera aux figures de la FPP témoignerait ainsi d'un choix stratégique en faveur de cette mouvance intellectuelle particulière. Néanmoins, cette stratégie a montré ses limites, car les profils “polémiques” ont souvent été perçus comme incompatibles avec la recherche de consensus nécessaire à la gestion gouvernementale.

⁹⁰ El Mostrador. *Fundación para el Progreso: los socios del gobierno que más problemas han traído a Piñera*. [En ligne] 21 août 2018.

3.1. Les Fondateurs

3.1.1. Nicolás Ibáñez Scott : ingénieur et mécène

Le parcours de Nicolás Ibáñez Scott illustre la manière dont l'accumulation de capital économique peut être convertie en capital symbolique et politique, notamment par le biais de la philanthropie idéologique et de l'animation de fondations. Né à Santiago du Chili le 11 mai 1956, fils de Manuel Ibáñez Ojeda et de Sheila Scott Battiscombe, Nicolás passe une partie de son enfance en Angleterre. Il étudie d'abord à *The Grange School* (1961-1969), puis à la *Repton School* (1970-1974). À son retour au Chili en 1975, il s'engage comme officier de réserve dans la Marine chilienne. En parallèle, il poursuit des études d'ingénierie commerciale à l'Université Adolfo Ibáñez (UAI), une université privée fondée par son grand-père, Adolfo Ibáñez Boggiano.

Issu d'une famille ayant bâti un empire dans le secteur de la distribution, Nicolás hérite et dirige l'entreprise *Distribución y Servicios* (D&S), propriétaire des supermarchés *Líder*. Sous sa direction, D&S devient l'un des principaux acteurs du marché chilien avant d'être intégré en 2009 au réseau multinational *Walmart*. Cette transaction, qui lui assure une fortune considérable, marque un tournant dans sa trajectoire. Ibáñez réoriente alors son engagement vers la structuration d'un réseau intellectuel et politique destiné à promouvoir une lecture pro-marché des enjeux économiques et sociaux au Chili. La création de la *Fundación para el Progreso* (FPP) en 2012, constitue l'élément central de cette stratégie. Ce *think tank*, dirigé par Axel Kaiser, s'inscrit dans le sillage des institutions de production intellectuelle à l'image de la *Mont Pelerin Society* et mobilise un ensemble de ressources pour influencer le débat public, notamment par la publication d'ouvrages, l'organisation de conférences et la formation de jeunes cadres. Son implantation dans des villes universitaires stratégiques renforce sa capacité à diffuser un programme idéologique articulé autour de la primauté du marché, de la remise en cause du rôle de l'État, et de la valorisation des principes libertariens, ces derniers visant à naturaliser les inégalités sociales. De même, l'analyse des réseaux d'Ibáñez révèle une articulation entre capital économique et capital social, à travers ses connexions avec des figures du secteur privé, des milieux académiques et des cercles conservateurs.

En 2020, Ibáñez a réduit sa contribution à la FPP passant de 90 %, à environ 10 % selon le gérant général de la fondation, Armando Holzapfel.⁹¹ Cette diminution coïncide avec le départ de ce dernier, qui a quitté la fondation pour se consacrer à d'autres projets philanthropiques comme *40c Consultora en Filantropía*, fondée et dirigée par lui-même. Une recherche sur la plateforme de transparence du gouvernement chilien a facilité l'accès aux archives relatives aux activités d'Armando Holzapfel en tant que conseiller et lobbyiste :

29-10-2020	AI007AW0886429	Gestor de intereses	MAGDALENA ANINAT	Maria Magdalena Aninat Sahli	Presentación propuesta 10 principios rectores que debería cumplir una Ley General de Donaciones en Chile, propuesta suscrita por 16 think tanks del amplio espectro político del país.	Ver detalle
		Gestor de intereses	Armando Holzapfel Herrera	Armando Holzapfel Herrera		
		Gestor de intereses	Rocío Vallespin	Rocio Vallespin Martinez		

Source : “Présentation de la proposition : 10 principes directeurs que devrait respecter une Loi générale sur les dons au Chili, proposition signée par 16 think tanks issus du large spectre politique du pays” : <https://www.leylobby.gob.cl/instituciones/AI007/audiencias/2020/173522/442988>

Par conséquent, les dons se sont diversifiés grâce à l'apport d'autres personnalités influentes du réseau telles que Ricardo von Appen, PDG d'Ultranav et candidat à diriger la SOFOFA en 2021⁹². Son frère, Dag von Appen, siège dans le conseil d'administration de la FPP.

Ultranav Group (traduction)⁹³

Ultranav a été fondée en 1960 sous le nom de *Sociedad Naviera Ultragas Ltda.* par le capitaine Albert von Appen (1901-1971), un entrepreneur originaire de Hambourg qui s'est installé au Chili en 1937 en tant que représentant des compagnies maritimes *Hapag* et *Norddeutscher Lloyd*. L'entreprise a été parmi les premières à se lancer dans le transport de gaz sous forme liquide, en construisant son premier navire, le *Ultragas*, un transporteur de gaz d'une capacité de 90 mètres cubes. Avec une longueur totale de 23 mètres, ce navire fut probablement le plus petit de sa catégorie jamais construit.

Plus tard, le capitaine von Appen a ensuite été rejoint par ses deux fils, Sven von Appen et Wolf von Appen, qui ont réussi à développer et diversifier l'entreprise. De ce fait, Ultranav a amorcé l'expansion de ses activités, renforçant d'abord sa position au Chili, puis en Amérique Latine et, enfin, à l'échelle mondiale à travers différents métiers et segments. Cette croissance s'est concrétisée par la création de plusieurs sociétés, au sein desquelles Ultranav a joué des rôles de propriétaire, affrèteur et opérateur de navires marchands, couvrant un large éventail de flottes spécialisées dans le transport maritime international et cabotage.

⁹¹*Diario Financiero*, 4 juin 2020. “Nicolás Ibáñez disminuye fuertemente su aporte a la Fundación para el Progreso”.

⁹²*Pulso*, 16 mai 2021. “Breve biografía del único candidato a presidir la SOFOFA : Richard von Appen”. Disponible sur PressReader : <https://www.pressreader.com/chile/pulso/20210516/281479279305098>

⁹³ Ultranav fait aujourd'hui partie du groupe von Appen : <https://ultranav.dk/ultranav-group/>

Aujourd'hui, dans ses activités de transport maritime au long cours, UltranaV possède et exploite des *tankers* pour le transport de pétrole brut⁹⁴, de produits raffinés et de produits chimiques, des porte-conteneurs, des vraquiers pour le transport de cargaisons sèches, ainsi que des navires spécialisés dans le transport de gaz liquéfiés. Cette diversification dans différents segments a conduit l'entreprise à changer de nom pour *Naviera UltranaV*, afin de mieux intégrer ses différentes activités et filiales. Depuis 2012, UltranaV offre ses services à travers douze divisions : *Ultrabulk, Navigator Gas, Ultratank, Cape Tankers, Austral Product Tankers, Horizon Shipping, UltranaV Chile, Antares Naviera, Naviera Transoceánica, International Shipowning, Ultratug* et *Wilson Sons UltraTug offshore*.

Le groupe UltranaV est aujourd'hui dirigé par Per von Appen, la troisième génération de la famille von Appen, en tant que président du *UltranaV Advisory Board*. Per a succédé à son frère, Dag von Appen, qui a été président du conseil d'administration pendant environ 20 ans.

⁹⁴Cette situation soulève des questions fondamentales quant aux relations entre la FPP et Atlas Network, et par extension, avec le puissant lobby pétrolier et gazier des frères Koch.

3.1.2. Axel Kaiser : l'idéologue

“Darle mucho más respaldo a Carabineros y Fuerzas Armadas para que puedan hacer su trabajo, y hacer su trabajo implica correr bala, implica que corra sangre, implica que muera gente”.

Axel Kaiser, interviewé par Fernando Paulsen sur CNN Chile, le 9 avril 2024.

Né le 4 juillet 1981 à Santiago du Chili, Axel Kaiser Barents-von Hohenhagen grandit à Villarrica, au sein d'une famille d'origine allemande. Fils de Hans Christian Kaiser Wagner et de Rosemarie Barents-von Hohenhagen, il passe son enfance aux côtés de ses frères et sœurs, tous impliqués dans des sphères du champ politique. Son frère Johannes Kaiser est député et fondateur du *Partido Nacional Libertario* ; sa sœur Vanessa Kaiser, universitaire et directrice du *Centro de Estudios Libertarios*, participe activement à la diffusion des idées libertariennes ; enfin, Leif Kaiser dirige l'*Asociación Chilena del Rifle*, un groupe militant pour le droit au port d'armes. Cette constellation familiale, à la fois idéologiquement homogène et politiquement active, contribue à façonner un environnement intellectuel favorable à l'émergence d'un militantisme libertarien structuré dès le plus jeune âge.

Axel Kaiser entame des études de droit à l'Université Diego Portales où il obtient son diplôme en 2007. Il poursuit ensuite sa formation en Allemagne, à l'Université de Heidelberg, où il décroche une maîtrise en droit (2008), puis un doctorat en études nord-américaines (2014). Sa thèse, *The American Philosophical Foundations of the Chilean Free Market Revolution*, analyse les fondements philosophiques des réformes économiques néolibérales mises en œuvre au Chili sous l'influence des *Chicago Boys*. Kaiser s'impose rapidement comme une figure intellectuelle pour les droites chiliennes, offrant un visage plus jeune et médiatique en réponse aux mobilisations étudiantes de 2011–2012. En 2012, il cofonde, avec Nicolás Ibáñez Scott, la *Fundación para el Progreso* (FPP). Parallèlement, il construit une solide présence médiatique grâce à des chroniques régulières dans des journaux nationaux tels que *El Mercurio* (propriété d'Agustín Edwards, qui a collaboré avec la CIA dans les années 1970), *El Líbero* et *El Diario Financiero*. Ses tribunes, souvent polémiques, abordent des sujets sensibles comme l'égalité, le rôle de l'État et les dangers du populisme. Ses livres *La tiranía de la igualdad* (2015) et *El engaño populista* (2016) (coécrit avec la guatémaltèque Gloria

Álvarez), sont devenus des références pour les défenseurs du libéralisme économique en Amérique latine. Ce qui distingue toutefois Kaiser dans le paysage intellectuel chilien, c'est sa tendance à essentialiser les inégalités sociales à travers une grille de lecture psychologisante et moraliste. En réduisant les dynamiques sociales à des vertus individuelles telles que l'effort, la responsabilité ou l'autodiscipline, il évacue toute analyse structurelle des rapports sociaux. Cette perspective conduit à une naturalisation des hiérarchies économiques et culturelles, présentées comme l'aboutissement "spontané" d'un ordre juste, plutôt que comme le produit de configurations historiques, politiques et institutionnelles. En ce sens, Kaiser s'inscrit dans une tradition métaphysique qui refuse l'épistémologie des sciences sociales contemporaines, en niant la pluralité des formes de production de richesse, des capitaux (économiques, sociaux, culturels), et des mécanismes de reproduction des inégalités. Sa pensée repose sur une conception a-historique et universalisante de la nature humaine, réduite à l'individu rationnel et compétitif, figure abstraite qui fait l'impasse sur les déterminations sociales, les structures de pouvoir ou les violences symboliques. Ce cadre idéologique, s'il semble offrir une forme de cohérence intellectuelle, participe activement à la dépolitisation des rapports sociaux, en requalifiant des phénomènes systémiques (comme la pauvreté ou la concentration des richesses) en simples conséquences d'échecs individuels. Il rejoint ainsi les mécanismes décrits par Pierre Bourdieu de "domination symbolique", où les discours essentialistes contribuent à légitimer l'ordre social existant en le rendant invisible comme produit historique et contestable.

Sur le plan organisationnel, Kaiser consolide cette posture par son appartenance à des réseaux internationaux tels que l'*Atlas Network*, le *Cato Institute*, ou la *Société du Mont Pèlerin*, qui promeuvent ce courant libertarien à l'échelle transnationale. Ces affiliations lui assurent une plateforme pour diffuser ses idées à un public élargi tout en renforçant son autorité dans l'espace public chilien. Cependant, cette stratégie s'appuie sur une conception idéologique fermée, qui tend à discréditer toute approche alternative du social, fût-elle fondée sur des données empiriques robustes ou des traditions scientifiques établies.

L'inscription de la méritocratie

*“Je ne veux pas des chances égales pour tous, comme Fernando le propose... ou du moins, c'est ce que je crois comprendre. Je veux les meilleures chances possibles pour tous, et ce n'est pas la même chose... vous voyez ?.”*⁹⁵ (Notre traduction).

Le 3 août 2016, Axel Kaiser intervient devant un public de lycéens du *Verbo Divino*, un établissement d'enseignement historiquement associé aux élites conservatrices chiliennes. Ce débat l'oppose à Fernando Atria, juriste renommé et figure intellectuelle de la gauche progressiste. Kaiser y développe une conception du contrat social fondée sur les principes de la responsabilité individuelle et de l'autorégulation des marchés, dans la lignée de la métaphore smithienne de la “main invisible”. Ce cadre idéologique entre frontalement en tension avec la perspective d'Atria, qui plaide pour un renforcement du rôle de l'État et une démocratisation des droits sociaux. La vidéo, publiée le 12 août 2016 par la FPP sur YouTube, avait atteint 1 383 662 vues au 15 février 2025, témoignant de l'intérêt durable pour ce dialogue entre deux conceptions antagonistes de l'avenir du Chili – en parfaite résonance avec les événements d'octobre 2019. La description de la vidéo résume ainsi l'événement : “Axel Kaiser et Fernando Atria confrontent leurs visions du pays dans ce débat organisé par le centre des élèves du collège El Verbo Divino.” Le discours de Kaiser s'ouvre sur cette formule :

“Je ne veux pas des chances égales pour tous, comme Fernando le propose... ou du moins, c'est ce que je crois comprendre. Je veux les meilleures chances possibles pour tous, et ce n'est pas la même chose.”

Cette déclaration incarne une articulation clé de sa vision, fortement ancrée dans une conception méritocratique et individualiste de la justice sociale. Cette distinction apparemment subtile mais lourde de sens révèle une posture idéologique qui rejette explicitement l'égalité des conditions comme objectif politique pour privilégier une égalité des opportunités, comprise comme un environnement où les individus disposent des “meilleures chances”. Dans le contexte chilien, marqué par des inégalités sociales profondes et un héritage de luttes politiques autour de la redistribution, cette phrase prend une portée politique et symbolique particulièrement forte. Cette posture s'inscrit dans une longue tradition intellectuelle qui vise à délégitimer toute intervention étatique visant à corriger les

⁹⁵YouTube : Fundación para el Progreso. *DEBATE: Axel Kaiser Vs Fernando Atria - 2016*. Disponible ici : <https://m.youtube.com/watch?v=R-FEzOmMIjs&t=260s>

déséquilibres socio-économiques, en la présentant comme une atteinte à la liberté individuelle et au bon fonctionnement spontané des marchés. La forte viralité de cette vidéo témoigne de l'ampleur du clivage et de l'intérêt pour ces enjeux fondamentaux. L'une des stratégies rhétoriques centrales dans ce débat a consisté à interpeller directement son auditoire, notamment à travers des formules destinées à engager les lycéens dans une projection identificatoire avec les élites :

“Vous pouvez créer une entreprise avec un ami, grandir, devenir prospères... et il n’y a rien de mal à cela.”

Cette phrase construit une identité anticipée pour son public. Loin d’être neutre, elle suppose que les élèves auxquels il s’adresse ont la possibilité d’être plus facilement destinés à occuper une position entrepreneuriale et à exercer un contrôle sur les ressources économiques, et cela malgré les critiques :

“Oui, il y aura toujours quelqu’un pour vous dire : ‘Ah, mais toi, tu es allé dans une école privée, tes parents avaient de l’argent, donc la vie a été plus facile pour toi.’ Ça, ce sera toujours là, n’est-ce pas ? Cet argument.”

En normalisant cette trajectoire, Kaiser renforce un habitus de classe en réaffirmant la position sociale des lycéens comme futurs agents dominants du champ économique. Le présupposé implicite est que l’accumulation de richesses et l’héritage sont des processus naturels et inaliénables (Bourdieu, 1979). Dans cette optique, la réussite individuelle repose essentiellement sur des initiatives personnelles. Cette vision évacue ainsi la question des conditions initiales et des ressources héritées (éducation, capital social, réseaux professionnels), qui sont pourtant déterminantes dans l’accès aux positions dominantes (Bourdieu et Passeron, 1970). De même, Kaiser défend la propriété privée comme un droit fondamental et inaliénable, souvent opposé à l’intervention de l’État qu’il qualifie d’entrave au libre exercice des droits individuels. Ainsi, il présente les impôts comme une forme de confiscation de la propriété, insistant sur le fait qu’ils sont imposés par la force et ne résultent pas d’un engagement volontaire :

“Oui, je crois que les impôts sont une confiscation de la propriété d’autrui, c’est pour cela qu’on les appelle des impôts et non des volontés.”

Dans d'autres prises de parole, Axel Kaiser est allé jusqu'à affirmer que l'impôt sur les ventes constituait une forme de confiscation de la propriété, au même titre qu'une expropriation directe. Cette comparaison relève d'un raisonnement profondément fallacieux, car elle confond deux notions économiques fondamentalement distinctes : le flux et le stock.

La justification économique des inégalités : ruissellement et création de valeur

Dans son argumentation, le cofondateur de la FPP mobilise également un raisonnement économique basé sur l'idée que les inégalités ne sont pas un problème tant que la prospérité générale augmente. Il affirme ainsi :

“Parce que vous pouvez avoir un système avec pas mal d'inégalités, mais où tout le monde s'en sort très bien, voire mieux... ou progresse, si vous voulez.”

Ce propos repose sur une interprétation spécifique du principe du ruissellement (*trickle-down*), selon lequel la croissance économique des catégories les plus aisées entraînerait des effets bénéfiques pour l'ensemble de la population. Ce raisonnement est discutable dans la mesure où les études empiriques montrent que les effets de ruissellement sont loin d'être systématiques (Piketty, 2013 ; Stiglitz, 2012 ; Acemoglu et Robinson, 2012).⁹⁶

De plus, Kaiser présente les inégalités comme un phénomène secondaire, voire bénéfique, en insistant sur l'importance de la croissance. Cette perspective masque cependant un élément fondamental du débat économique : les inégalités ne sont pas uniquement des écarts de revenus, elles sont aussi des différences d'accès aux ressources et aux opportunités qui peuvent entraver la mobilité sociale (Milanovic, 2016).

L'évitement des déterminants structurels et l'effacement des rapports de domination

L'un des traits discursifs de Kaiser est son refus d'aborder les déterminants structurels des inégalités sociales et économiques. Dans ses interventions il tend à réduire les écarts de richesse à une résultante neutre de l'effort individuel, en niant ou en minimisant les effets systémiques liés à la concentration du capital, aux rapports sociaux ou aux mécanismes de reproduction. Cette approche se cristallise dans un raisonnement qu'il expose, par exemple, lors de son débat avec Fernando Atria :

⁹⁶Acemoglu, D. et Robinson, J. A. *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. London: Profile Books, 2012.

“On pourrait concevoir un modèle mathématique où les inégalités seraient plus fortes, mais où tout le monde bénéficierait d’un niveau de vie supérieur. Ou bien on pourrait décider de réduire les revenus des plus riches au nom de l’égalité. ”

Ce type d’argument repose sur une fausse dichotomie : il oppose une prospérité globalement croissante mais inégalitaire, à une égalité généralisée dans la pauvreté, comme si toute forme de redistribution était intrinsèquement disqualifiée en termes d’efficacité économique. Cette rhétorique occulte des expériences empiriques solides qui démontrent qu’il est possible d’articuler croissance, fiscalité redistributive et cohésion sociale. Plus encore, son discours masque les structures de pouvoir qui encadrent la production des inégalités. En valorisant exclusivement la méritocratie, le philosophe contribue à l’effacement des rapports de domination, qu’ils soient de classe, de genre ou d’origine. À travers un lexique psychologisant et individualisant, il évacue toute lecture systémique des inégalités. Ainsi, des phénomènes sociaux complexes –comme l’héritabilité des revenus, l’accès différencié à l’éducation ou les effets cumulés de l’exclusion– sont reformulés comme de simples écarts de motivation ou de responsabilité personnelle. Cette perspective rejoint ce que Pierre Bourdieu (1972 ; 1994) décrit comme un effet de “doxa” : un discours qui ne se contente pas de décrire l’ordre social, mais qui le présente comme naturel, allant de soi, imperméable à toute contestation. En ce sens, la pensée de Kaiser fonctionne comme un opérateur de légitimation idéologique, en reformulant des rapports sociaux hiérarchiques en différences “neutres”. Kaiser radicalise cette posture en psychologisant la pauvreté et en recourant à des éléments de naturalisation morale et quasi-biologique de l’échec social – rejoignant en cela certaines dérives de l’“éthique du capitalisme” chez Rothbard ou Mises, qui assimilent pauvreté et faiblesse morale.

Enfin, en s’exprimant dans un espace aussi symbolique qu’un lycée privé conservateur –le *Verbo Divino*–, Kaiser ne s’adresse pas à n’importe quel public : il s’inscrit dans un processus de consolidation de l’hégémonie idéologique parmi les futurs cadres de l’élite chilienne. Ce n’est pas un discours de description économique, mais bien une pédagogie du pouvoir : une manière de rendre acceptable, voire désirable, un ordre inégalitaire en le vidant de toute historicité.

En définitive, le discours de Kaiser opère selon une triple dynamique : l’individualisation des inégalités, la disqualification de l’intervention publique et la légitimation symbolique d’un ordre social hiérarchisé, tout en neutralisant ses origines politiques. C’est en cela qu’il

dépasse le simple débat économique : il participe activement à la construction idéologique d'une société inégalitaire perçue comme juste.

Les controverses : un discours qui polarise

Le cofondateur de la FPP n'échappe pas aux polémiques. En 2013, sa chronique *La educación no es un derecho* provoque un tollé en affirmant que l'éducation est un bien économique et non un droit. La contradiction entre ses propos et le fait qu'il ait bénéficié d'une bourse d'État *Fulbright-CONICYT* pour ses études en Allemagne, alimente les critiques. Son positionnement radical sur la sécurité publique suscite également la controverse. Lors d'une interview sur CNN, avec le journaliste Fernando Paulsen, il affirme que l'usage de la force létale par la police est nécessaire pour rétablir l'ordre, une déclaration qui rappelle les discours de Javier Milei en Argentine ou de Nayib Bukele au Salvador. Il soutient également des mesures comme la réduction des droits des détenus et la militarisation des forces de l'ordre. Son frère, Johannes Kaiser, député et fondateur du Partido Nacional Libertario, partage ces idées et ambitionne une carrière présidentielle. L'ascension rapide de Johannes dans la sphère politique suggère une coordination stratégique entre les deux frères, bien que leurs rôles diffèrent : Axel opère dans la sphère intellectuelle et médiatique tandis que Johannes s'engage dans la politique électorale.

Dans cette interview à CNN, le philosophe énonce ses phrases avec une cadence oratoire soigneusement calibrée. L'interview a eu lieu sur le plateau de CNN Chile le 9 avril 2024. Fernando Paulsen l'interroge :

“– Axel Kaiser, merci d’être avec nous. Axel, la première question que je voulais te poser, c’est : où en es-tu politiquement aujourd’hui ? Comment est-ce que tu te définirais si tu devais te positionner sur l’échiquier politique ? Parce que tu as une fondation qui travaille depuis longtemps déjà, mais en même temps, tu es une figure incontestable de la droite. Alors je voulais savoir : comment est-ce que tu te vois, idéologiquement parlant ?

–D’un point de vue politique, en ce moment, je suis en train de réfléchir à mon avenir, et peut-être que dans cinq ou six ans – enfin, pas six ans, je crois que c’est dans cinq ans – je me présenterai à la présidence de la République, si je pense que c’est la seule option pour essayer de remettre le pays sur les rails. J’espère que ce ne sera pas nécessaire, car je n’ai jamais été attiré par le pouvoir. Ce qui m’intéresse, ce sont les idées. Je pense que je suis bon là-dedans : écrire des livres, donner des conférences, faire évoluer les mentalités.

La transformation culturelle est essentielle pour un vrai changement institutionnel, et c'est ce qui nous permettra d'avancer dans la bonne direction. Je crois que c'est là que je peux apporter le plus. Mais pour l'instant, je suis en projet, et je suis clairement aligné avec mon frère, Johannes Kaiser, qui est aussi pré-candidat à la présidence."⁹⁷

Plus tard, se référant au panorama sécuritaire au Chili il déclare :

“Il faut donner beaucoup plus de soutien à la Police et aux Forces Armées pour qu'ils puissent faire leur travail, et faire leur travail implique de tirer des balles, implique que le sang coule, implique que des gens meurent”.

Le 24 décembre 2019, Kaiser publie la tribune *Salvando la democracia con violencia* (Sauver la démocratie par la violence) dans le journal *El Mercurio*.⁹⁸ Kaiser défend l'idée que la démocratie n'est pas un fin en soi mais un moyen de garantir la liberté et la prospérité. Il critique les régimes démocratiques qui échouent à protéger les droits individuels et suggère que, dans certains cas, un régime autoritaire pourrait être préférable à une démocratie.⁹⁹

Par ailleurs, Kaiser utilise des exemples comme Singapour et le Venezuela pour généraliser ses propos. Kaiser identifie comme ennemis les régimes démocratiques qui ne respectent pas les principes de la “liberté”, ainsi que ceux qui prônent une démocratie sans limites. Cette tribune, publiée à la fin de l'année 2019, coïncide avec une période de forte tension sociale au Chili, marquée par les manifestations et les débats sur la réforme constitutionnelle. Quelques jours plus tard, le journal économique *El Diario Financiero*, publie une tribune intitulée *Cobardes, cómodos y moderados* (Lâches, confortables et modérés), dans laquelle il critique la modération de la droite chilienne et appelle à une défense plus ferme. Cette tribune intervient dans un contexte de crise sociale et politique au Chili, marqué par les manifestations de 2019 et les débats sur la réforme constitutionnelle.

⁹⁷Interview complète ici : https://www.youtube.com/watch?v=IfiEkfGbGyg&ab_channel=CNNChile. Traduite par nous.

⁹⁸Fundación para el Progreso. *Salvando la democracia con violencia*. Disponible sur : <https://fppchile.org/salvando-la-democracia-con-violencia/>.

⁹⁹Le 3 mai 2018, lors du débat *Qu'est-ce qu'être libéral?* Organisé à l'hôtel W de Santiago grâce à la plateforme *La Otra Mirada*, dirigée par Nicolás Ibáñez Scott, Kaiser a été contredit et mis à sa place par un invité de luxe : Mario Vargas Llosa. Lors d'une comparaison entre des “bonnes dictatures” (néolibérales, comme celle du Pinochet) et des “mauvaises dictatures” (se référant à Maduro), l'écrivain va très vite le recadrer en n'acceptant pas cette comparaison. Pour approfondir Vargas Llosa et son engagement à l'instar des think tanks néolibéraux, voir : Boisard, S. et Giménez, M-J. “Defender el liberalismo con piedras y tanques: Mario Vargas Llosa y la Fundación Internacional para la Libertad”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2022, URL: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/87306> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.87306>

3.2. La bataille culturelle : s’investir dans les médias sociaux. Une analyse des usages de TikTok, YouTube et Facebook

En moins de dix ans, la *Fundación para el Progreso* s’est affirmée comme un acteur majeur dans la diffusion des idées libertariennes au Chili. Elle s’en distingue des autres think tanks pro-marché par une radicalisation progressive de ses positions et une production intellectuelle encouragée par un contexte de polarisation idéologique accrue.

3.2.1. TikTok et la communication politique

Initialement conçue comme une plateforme de divertissement, TikTok s’est progressivement imposée comme un espace stratégique de communication politique, en particulier auprès des jeunes générations. Cette étude s’inscrit dans une perspective sociologique en articulant une analyse lexicométrique à une exploration quantitative des contenus diffusés par la fondation sur cette plateforme numérique. Elle vise à comprendre comment cette organisation investit ces instances pour diffuser ses idées, construire une relation directe avec ses audiences et consolider son positionnement dans l’espace public.¹⁰⁰ Cette approche s’inscrit dans une tendance croissante observée sur les médias sociaux, où think tanks et partis politiques investissent ces plateformes pour accroître leur visibilité (Schradie, 2022) et influencer l’opinion publique.

Au moment de réaliser notre extraction (23/08/2024), l’utilisateur @fpp.chile compte environ 41 500 abonnés.¹⁰¹ L’analyse de ce réseau social repose sur un corpus de 775 vidéos publiées par la FPP sur TikTok entre 2021 et 2024. Pour catégoriser les vidéos, nous avons mené une analyse lexicométrique à l’aide du logiciel IRaMuTeQ qui permet une exploration sémantique et statistique des textes. Cette méthode nous a permis d’identifier des clusters de mots-clés récurrents, qui ont ensuite servi à construire les catégories suivantes :

1. Critique du gouvernement :

Mots-clés : *boric, gabriel, gobierno, presidente, oficialismo, crisis, frente amplio, FA,*

¹⁰⁰Cervi, L., Tejedor, S., et Blesa, F. “TikTok and Political Communication: The Latest Frontier of Politainment? A Case Study”. *Media and Communication*, 11(2), 2023, 203-217. <https://doi.org/10.17645/mac.v11i2.6390>.

¹⁰¹Nous souhaitons remercier Jérémy Garrigues qui nous a remis des scripts lors d’un séminaire du Labex SMS à l’Université Toulouse 2, ce qui a facilité nos travaux de recherche en nous permettant d’utiliser des techniques comme le *webscraping*. Nous souhaitons aussi exprimer notre gratitude à Julien Figeac pour son soutien lors de cet atelier, en nous aidant à obtenir l’ensemble de données du compte Facebook.

carolina toha, karol cariola, etc. Ces vidéos critiquent les politiques ou les actions du gouvernement chilien, notamment sous la présidence de Gabriel Boric.

2. Critique de l'État :

Mots-clés : *estado, burocracia, impuestos, propiedad, socialismo, socialdemocracia, comunismo, dictadura, proletariado, marxismo, desempleo, inflación, estado de bienestar, gasto público, etc.* Ces contenus remettent en question le rôle de l'État dans l'économie et la société.

3. Libéralisme économique :

Mots-clés : *mercado, capitalismo, liberalismo, economía, hayek, von mises, rothbard, locke, individualismo, egoísmo, intelectual, capitalismo, libertad, impuestos, inflación, desempleo, democracia.* Ces vidéos promeuvent les idées de libre marché, de privatisation et de réduction de l'intervention de l'État.

4. Débat politique :

Mots-clés : *elecciones, constitución, AFP, pensiones, derechos, aborto, lgtb, desigualdad, igualdad, marxismo, violencia, seguridad, caos, octubrismo, convencion, senador, senadora, diputado, diputada.* Ces contenus abordent des sujets politiques plus larges tels que les élections, les réformes constitutionnelles ou les débats sur des questions sociales comme l'avortement ou les droits LGBTQIA+.

5. Autre : vidéos qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes, souvent liées à des sujets plus généraux ou à des contenus de divertissement.

Cette classification permet de mieux comprendre les thématiques dominantes sur les effets dans la communication de la FPP et d'analyser leur impact sur l'engagement de son audience.

Résultats et analyse

L'analyse des données révèle que les vidéos publiées par la *Fundación para el Progreso* sur TikTok génèrent en moyenne 8 295 vues avec une médiane de 1 225 vues, ce qui indique une forte disparité entre les contenus. Les performances les plus élevées sont systématiquement associées à des vidéos adoptant un ton polémique, en particulier celles qui ciblent le gouvernement de Gabriel Boric ou abordent des sujets politiquement polarisants comme la réforme constitutionnelle. Par exemple, la vidéo intitulée "*Lo que está en riesgo si se aprueba la nueva Constitución*" a été partagée plus de 3 600 fois, ce qui souligne la centralité de ce thème dans la stratégie de communication numérique de la FPP. Les vidéos les plus virales sont caractérisées par un discours frontalement critique, s'appuyant sur des arguments

économiques et idéologiques alignés avec le libertarianisme. Les politiques économiques de l'administration Boric, les réformes fiscales ou les programmes sociaux sont fréquemment pris pour cibles. Cette approche polémique génère un fort taux d'engagement mesuré en nombre de partages et de commentaires. Parallèlement, la FPP cherche à affirmer sa légitimité intellectuelle en diffusant des contenus pédagogiques, notamment autour de figures comme Friedrich Hayek, Milton Friedman ou Ludwig von Mises. Ces vidéos, bien que moins virales, jouent un rôle crucial dans la consolidation de son capital symbolique en construisant l'image d'une organisation sérieuse et dotée d'une vision cohérente et académique. L'analyse des commentaires révèle une activité importante, souvent marquée par une polarisation entre partisans et opposants. Les vidéos les plus commentées concernent généralement les débats constitutionnels et les critiques directes de figures politiques. Cette dynamique témoigne de la capacité de la FPP à mobiliser les affects politiques autour de questions clivantes. Cependant, la FPP n'exploite pas pleinement les fonctionnalités interactives propres à TikTok (duos, lives, défis participatifs), qui permettent une forme d'engagement plus horizontale. La majorité des contenus restent dans un format descendant et monologique, centré sur l'exposé d'un argumentaire sans réelle ouverture au dialogue.

Temporalités et contexte politique

Enfin, l'évolution mensuelle des vues met en évidence des pics d'activité corrélés à l'agenda politique national, notamment en avril-mai 2022 (25 722 vues moyennes) et août 2022 (20 682 vues). Ces hausses coïncident avec des moments de forte intensité médiatique liés à la Convention constitutionnelle, aux élections ou aux réformes fiscales, soulignant la réactivité stratégique de la FPP dans le paysage numérique :

Figure 10 :

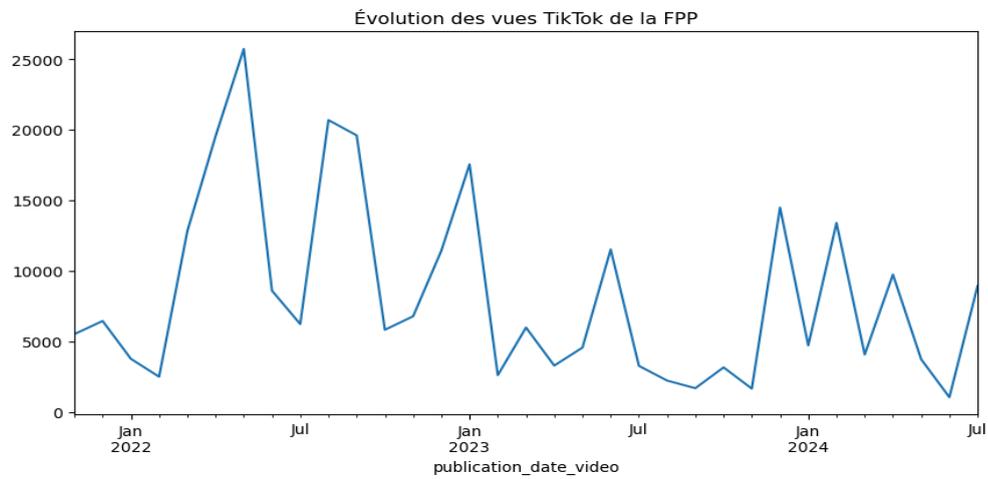


Figure 11 :

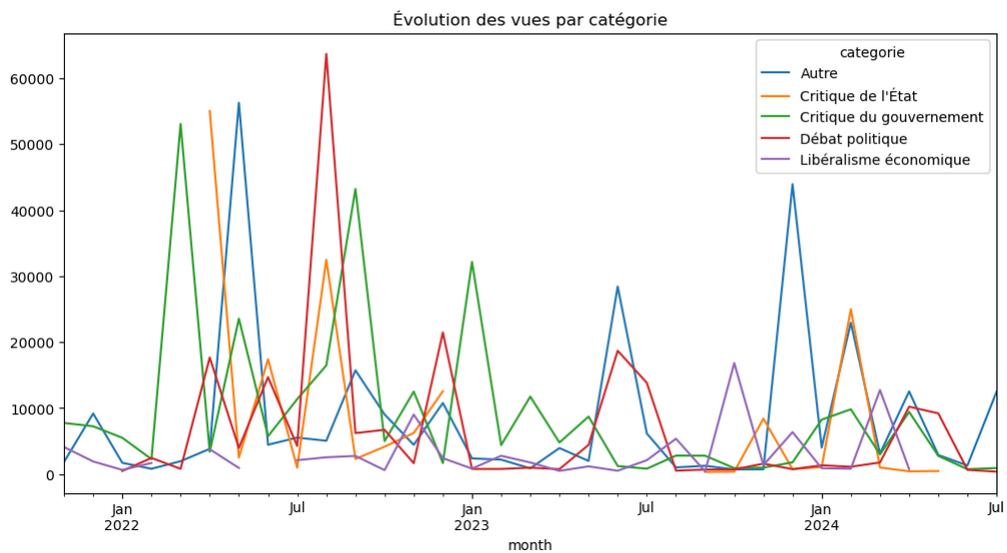


Tableau 8 : Performance par durée des vidéos

Durée	Vues moyennes	Likes moyens	Commentaires moyens	Partages moyens
<30s	10 792	567	29	41
30-60s	7 162	365	18	26
60-120s	8 893	470	26	75
>120s	9 085	638	24	65

Analyse multivariée : régression multinomiale

Pour mieux comprendre les déterminants de l'engagement sur TikTok, nous avons mené une régression multinomiale afin d'analyser l'effet de plusieurs variables indépendantes sur les performances des vidéos. Les variables indépendantes incluent :

- Likes : Nombre de *likes* par vidéo.
- Commentaires : Nombre de commentaires par vidéo.
- Partages : Nombre de partages par vidéo.
- Catégorie de contenu : Critique du gouvernement, Critique de l'État, Libéralisme économique, Débat politique, Autre.
- Durée de la vidéo : Court ($\leq 60s$) ou Long ($>60s$).

Tableau 9 : résultats de la régression

	Coefficient	Erreur Std.	Statistique	p-valeur	IC 2.5%	IC 97.5%	Significativité
(Intercept)	8295.723	314.483	26.379	0.0	7679.336	8912.109	***
Likes	19882.07	738.455	26.924	0.0	18434.699	21329.442	***
Commentaires	-399.984	745.113	-0.537	0.592	-1860.405	1060.437	
Partages	10089.65	522.808	19.299	0.0	9064.947	11114.353	***
Critique de l'État	395.528	331.305	1.194	0.233	-253.831	1044.886	
Critique du gouvernement	319.445	358.051	0.892	0.373	-382.336	1021.225	
Débat politique	679.094	348.333	1.95	0.052	-3.64	1361.827	
Libéralisme économique	-12.411	337.195	-0.037	0.971	-673.313	648.491	
Format vidéo long (>60s)	-939.103	318.383	-2.95	0.003	-1563.133	-315.073	**

*** $p < 0.001$, ** $p < 0.01$, * $p < 0.05$.

Variable dépendante : 'play_count_video' (nombre de vues).

1. *Likes* et Partages : les variables *likes* et partages ont un impact significatif et positif sur l'engagement des vidéos. Chaque like supplémentaire est associé à une augmentation de 19 vues, tandis que chaque partage supplémentaire est associé à une augmentation de 10 vues. Cela confirme que l'interaction directe des utilisateurs (*likes* et partages) est un facteur clé de la viralité des contenus.
2. Commentaires : contrairement aux *likes* et partages, les commentaires n'ont pas d'impact significatif sur l'engagement (p-valeur = 0.592). Cela pourrait indiquer que, bien que les commentaires reflètent une forme d'interaction, ils ne contribuent pas directement à la diffusion des vidéos.
3. Catégories de contenu : les vidéos de la catégorie *Débat politique* montrent une tendance à un engagement plus élevé (p-valeur = 0.052), bien que cette relation ne soit

pas statistiquement significative au seuil de 5 % (statistique = 1.95). Les autres catégories, comme la *Critique de l'État* ou le *Libéralisme économique*, n'ont pas d'impact significatif sur l'engagement.

4. Durée de la vidéo : les vidéos longues (>60 secondes) ont un impact négatif significatif sur l'engagement (p-valeur = 0.003). Cela suggère que les utilisateurs de TikTok préfèrent les contenus courts et percutants, conformément aux tendances générales de la plateforme.

Les résultats de cette analyse confirment que TikTok est un outil efficace pour la FPP dans sa stratégie de communication politique. La plateforme permet à la FPP de toucher un public jeune et de diffuser ses idées de manière virale. En outre, l'utilisation de TikTok s'inscrit dans une tendance plus large de polarisation politique sur les médias sociaux. Cette plateforme est sans doute un espace où les acteurs politiques peuvent exploiter les fonctionnalités uniques pour diffuser des messages persuasifs (Marchand et al., 2004).

3.2.2. L'usage de YouTube : une analyse stratégique

Contrairement à TikTok, qui cible un public plus jeune et privilégie des contenus courts et divertissants, YouTube permet à la FPP de diffuser des vidéos plus longues et détaillées, adaptées à un public recherchant des analyses approfondies. En ce qui concerne la FPP, elle a débuté sur cette plateforme en partageant des vidéos de conférences, débats et interactions avec des invités tels que Ignacio Briones, Klaus Schmidt-Hebel, Mauricio Rojas, ou encore des personnalités internationales comme Mario Vargas Llosa, Martin Krause, Niall Ferguson ou Deirdre McCloskey. Actuellement, elle propose des émissions telles que *Ágora Live* (des interviews), ou *La Cocina*, un podcast qui a pour scénographie une cuisine et qui se centre sur la discussion politique. Cette partie analyse l'utilisation de YouTube par la FPP en se focalisant sur l'engagement, les catégories de contenu, le sentiment des descriptions et les facteurs influençant les vues. Le nombre total de vues sur YouTube pour la FPP s'élève à 36 617 972 (sur 1538 vidéos analysées), ce qui souligne l'importance de cette plateforme dans sa stratégie de communication.

Engagement global

L'engagement sur YouTube se mesure à travers trois indicateurs clés : les vues, les *likes* et les commentaires. En moyenne, les vidéos de la FPP sur YouTube génèrent 23 809 vues, 809

likes et 121 commentaires. Comparé à TikTok, où les vidéos obtiennent en moyenne 8 296 vues, 452 *likes* et 23 commentaires, YouTube montre un engagement plus élevé en termes de vues, mais moins en termes d'interactions (*likes* et commentaires). Cette différence reflète la nature distincte des deux plateformes. En effet, YouTube favorise des contenus plus longs et moins interactifs tandis que TikTok privilégie des contenus courts et engageants.

Tableau 10 : Comparaison des indicateurs d'engagement entre YouTube et TikTok

Plateforme	Vues moyennes	Likes moyens	Commentaires moyens
YouTube	23 809	809	121
TikTok	8 296	452	23

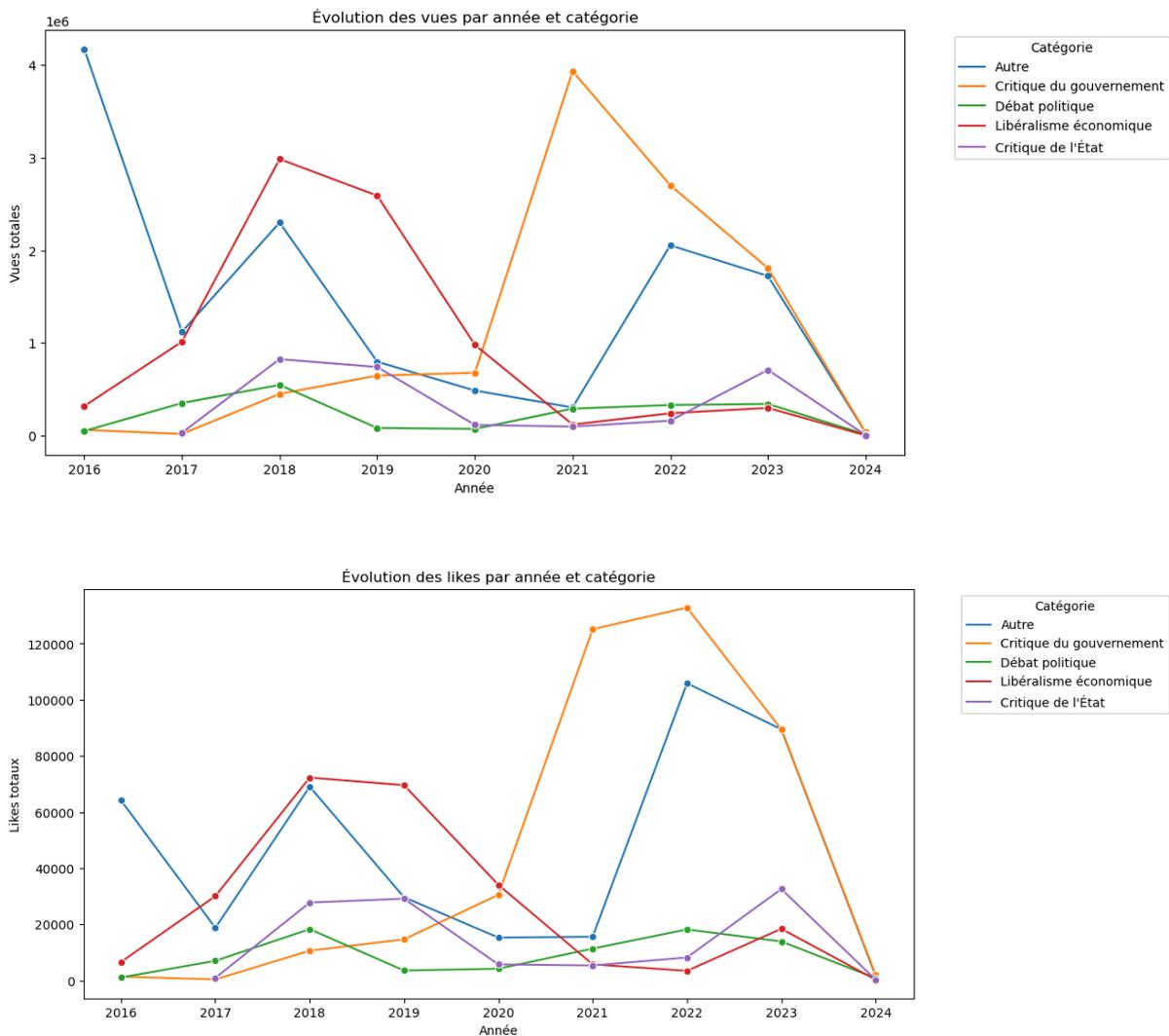
Cette divergence dans les modèles d'engagement est cohérente avec les travaux de Marwick (2015), qui soulignent que les plateformes comme YouTube favorisent des interactions plus réfléchies et moins impulsives que les réseaux sociaux comme TikTok. Les utilisateurs de YouTube sont plus enclins à consommer des contenus approfondis, tandis que TikTok attire un public plus jeune et plus enclin à interagir rapidement avec des contenus courts et visuels. En effet, la FPP a su innover dans le domaine de la communication politique au moment où YouTube gagnait en popularité, en utilisant cette plateforme comme un levier pour élaborer des répertoires de justification plus sophistiqués, transmis de manière pédagogique. Par ailleurs, l'analyse des données d'engagement de la fondation, couplée à une contextualisation socio-politique, révèle comment cette organisation a réussi à s'imposer comme un acteur clé du débat public chilien, notamment dans un contexte marqué par des mobilisations sociales massives et une polarisation accrue.

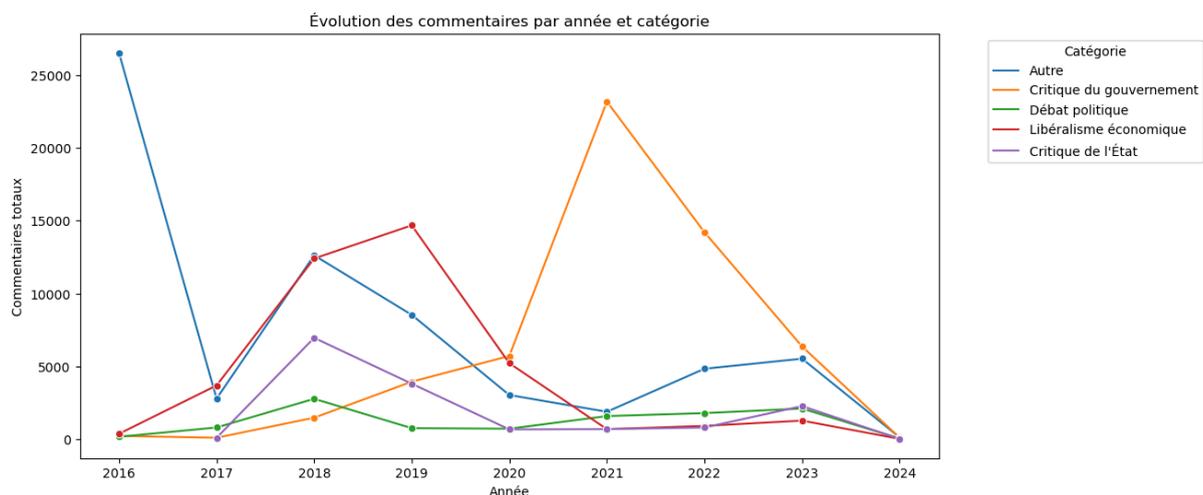
Pour comprendre l'engagement généré par les contenus de la FPP sur YouTube, il est essentiel de replacer cette analyse dans le contexte socio-politique chilien des dernières années. Le Chili, comme nous avons vu lors des parties précédentes, a connu une série d'événements majeurs qui ont profondément influencé le débat public et l'engagement des citoyens sur les plateformes numériques. Parmi ces événements, on peut citer les mobilisations des universitaires en 2010 qui a ressemblé de plus en plus de mouvements sociaux les années d'après, le soulèvement social de 2019, la pandémie, la migration vénézuélienne, le processus constitutionnel, l'élection présidentielle 2021, les nouveaux débats sur la réforme fiscale, les retraites, le modèle, la montée de l'extrême droite, etc. Ces événements ont créé un climat de polarisation et de politisation accrue, dans lequel des

organisations comme la FPP ont joué un rôle central en proposant des analyses et des contre-arguments aux critiques du modèle néolibéral. L'analyse des graphiques fournis révèle des pics d'engagement spécifiques qui coïncident avec des événements socio-politiques majeurs. Par exemple :

1. Pic en 2019 : Le soulèvement social chilien a entraîné une augmentation significative des vues, des *likes* et des commentaires sur les vidéos de la FPP. Cette période a été marquée par des débats intenses sur le modèle économique et la FPP a joué un rôle clé en proposant des contre-arguments aux critiques du néolibéralisme. Les vidéos critiquant les mouvements sociaux ou défendant le modèle économique ont suscité un engagement accru, reflétant la polarisation du débat public.

Figure 12 :





2. Pic en 2020 : La pandémie de COVID-19 a également entraîné une augmentation de l'engagement, bien que légèrement moindre qu'en 2019. Les vidéos traitant des politiques économiques en réponse à la crise, ainsi que celles critiquant les mesures gouvernementales, ont suscité un intérêt particulier. Cette période a vu une redirection de l'attention du public vers des préoccupations sanitaires et économiques immédiates tout en maintenant un niveau élevé de politisation.

3. Pic en 2021-2023 : Le processus constitutionnel a suscité un regain d'intérêt pour les contenus de la FPP, en particulier ceux critiquant les propositions de réforme constitutionnelle et défendant les principes libertariens face à la menace de la “refondation de la nation”, du “communisme”, des “*black blocs*”. Les débats sur l'avenir du modèle économique chilien ont été au cœur des discussions et la FPP a proposé des analyses et des arguments en faveur du maintien des structures économiques existantes.

Performance par catégorie

Sur YouTube, les catégories les plus performantes en termes de vues sont *Libéralisme économique* (36 361 vues en moyenne) et *Critique du gouvernement* (24 082 vues en moyenne). Cela suggère que le public de YouTube est plus réceptif aux contenus économiques et critiques, tandis que celui de TikTok préfère les débats politiques et les contenus frontales, mais moins réfléchis.

Tableau 11 : Performance des catégories de contenu sur YouTube et TikTok

Catégorie	Vues moyennes (YouTube)	Vues moyennes (TikTok)
Libéralisme économique	36 361	6 570
Critique du gouvernement	24 082	7 692
Débat politique	10 962	11 470
Autre	9 052	8 509

Note : ces données confirment une dynamique observée dans les travaux de Lewis (2019), selon lesquels YouTube attire majoritairement un public plus âgé et politisé, tandis que TikTok est davantage orienté vers des formats courts, ludiques et émotionnels, attirant un public plus jeune. La prédominance des vues sur YouTube dans les catégories “*Libéralisme économique* et *Critique du gouvernement*” s’explique notamment par l’ancienneté de la chaîne et la capacité de la plateforme à valoriser des contenus à forte densité idéologique sur le long terme.

Analyse multivariée

La régression multinomiale sur YouTube révèle que les *likes* et les commentaires ont un impact significatif et positif sur les vues, avec des coefficients respectifs de 47,479 et 51,455. En comparaison, sur TikTok, les *likes* et les partages sont les principaux moteurs de l’engagement. Cela confirme que l’interaction des utilisateurs est un facteur clé de succès sur les deux plateformes, mais avec des nuances : YouTube privilégie les commentaires tandis que TikTok mise sur les partages.

Tableau 12 : Impact des variables sur les vues (régression multinomiale)

	Coefficient	Erreur Std.	Statistique	p-valeur	IC 2.5%	IC 97.5%	Significativité
(Intercept)	23808.824	861.154	27.648	0.0	22120.962	25496.687	***
Likes	47478.65	1588.402	29.891	0.0	44365.381	50591.919	***
Commentaires	51455.277	1574.562	32.679	0.0	48369.135	54541.418	***
Critique de l’État	-273.364	974.842	-0.28	0.779	-2184.053	1637.326	
Critique du gouvernement	-2194.582	1015.208	-2.162	0.031	-4184.39	-204.774	*
Débat politique	-409.244	956.391	-0.428	0.669	-2283.771	1465.282	
Libéralisme économique	963.16	978.417	0.984	0.325	-954.537	2880.857	
Format vidéo (Court)	-2121.819	892.498	-2.377	0.018	-3871.115	-372.522	*
Format vidéo (Moyen)	-1772.642	874.07	-2.028	0.043	-3485.818	-59.465	*
Format vidéo (Long)	947.435	898.797	1.054	0.292	-814.207	2709.076	
Format vidéo (Très long)	4942.817	897.942	5.505	0.0	3182.851	6702.783	***

Note : *** $p < 0,001$; ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$. La variable dépendante est le nombre de vues (video_view_count), et la catégorie de référence est « Très court ». Les formats vidéo ont été recodés en Python comme suit : « Très court » < 5 minutes, « Court » = 5–15 min, « Moyen » = 15–30 min, « Long » = 30–60 min, et « Très long » > 60 minutes.

Tableau 13 : Impact des variables sur les vues (résumé)

Facteur	Coefficient moyen	Signification statistique (p-value)	Effet sur les vues
Likes	+47 478,65	< 0,001	Augmentation significative
Commentaires	+51 455,28	< 0,001	Augmentation significative
Critique du gouvernement (titre)	-2 194,58	0,031	Diminution significative
Libéralisme économique (titre)	+963,16	0,325	Effet non significatif
Vidéos longues	+4 942,82	< 0,001	Forte augmentation
Vidéos courtes	-2 121,82	0,018	Diminution significative
Vidéos de durée moyenne	-1 772,64	0,043	Diminution significative

Note : ces résultats corroborent les conclusions de la recherche d'Abidin (2018), qui souligne l'importance des interactions sociales – telles que les likes et les commentaires – pour accroître l'engagement sur les réseaux sociaux.

L'analyse de régression dévoile plusieurs facteurs influençant significativement le nombre de vues, notre variable dépendante. En particulier, l'engagement utilisateur apparaît comme un levier puissant, tandis que le type de contenu et le format vidéo jouent également un rôle distinct : les critiques du gouvernement tendent à réduire l'audience, alors que les vidéos longues favorisent une visibilité accrue. Enfin, la présence audiovisuelle d'Axel Kaiser sur les médias sociaux ne se limite pas aux productions exclusives de la FPP. Elle s'étend également à des collaborations avec des think tanks internationaux, tels que le *Cato Institute*, ainsi qu'avec des figures emblématiques de la droite « anti-woke », comme Jordan Peterson.

3.2.3. L'usage de Facebook : la chute des abonnés

Depuis son lancement, la FPP a fait de Facebook l'une de ses principales plateformes de diffusion dans le cadre de sa stratégie de "bataille culturelle". Ce réseau social lui permet de toucher des segments de population souvent négligés par les formats numériques plus récents, notamment les publics plus âgés ou moins familiers avec TikTok ou Instagram, élargissant ainsi son audience et la portée de ses messages. Pour analyser l'usage de Facebook par la fondation, nous avons constitué un corpus de 1 200 publications diffusées entre 2019 et 2024.

Celles-ci ont été classées selon les catégories de discours définies précédemment dans le but de permettre certaines comparaisons. Nous sommes toutefois conscients des limites inhérentes à ce type de catégorisation, notamment les biais interprétatifs qu'elle peut induire, et nous y reviendrons plus loin. L'engagement sur Facebook a été mesuré à partir de trois indicateurs principaux : les réactions (*likes, loves, etc.*), les commentaires et les partages. En moyenne, les publications de la FPP enregistrent environ 1 200 réactions, 150 commentaires, et 300 partages. Si l'on compare avec TikTok et YouTube, Facebook présente un niveau d'engagement légèrement plus modéré en termes de réactions et de commentaires, mais se distingue par un nombre de partages particulièrement élevé, signe d'une volonté de relayer les contenus au sein de cercles sociaux plus larges.

Tableau 14 : Comparaison des indicateurs d'engagement entre Facebook, TikTok et YouTube

Plateforme	Réactions moyennes	Commentaires moyens	Partages moyens
Facebook	1 200	150	300
TikTok	452	23	75
YouTube	809	121	-

Note : Cette variation des modes d'engagement suggère que, dans le cas de la FPP, Facebook encourage des interactions plus communautaires et enracinées, tandis que TikTok et YouTube privilégient une consommation de contenu plus rapide, spontanée et souvent moins participative.

Performance par catégorie

Sur Facebook, les catégories les plus performantes en termes de réactions et de partages sont *Critique du gouvernement* (1 500 réactions en moyenne) et *Libéralisme économique* (1 300 réactions en moyenne). En comparaison, sur TikTok et YouTube, les catégories les plus performantes sont respectivement *Débat politique* et *Libéralisme économique*. Cela suggère que le public de Facebook est plus réceptif aux contenus critiques et économiques tout en étant moins enclin à interagir avec des débats politiques plus larges.

Tableau 15 : Performance des catégories de contenu sur Facebook, TikTok et YouTube

Catégorie	Réactions moyennes (Facebook)	Vues moyennes (TikTok)	Vues moyennes (YouTube)
Critique du gouvernement	1 500	7 692	24 082
Libéralisme économique	1 300	6 570	36 361
Débat politique	1 000	11 470	10 962
Autre	800	8 509	9 052

Ces résultats sont en ligne avec les recherches de Lewis (2019), qui montrent que les contenus politiques sur Facebook tendent à attirer un public plus large et moins spécialisé, tandis que TikTok et YouTube sont davantage utilisés pour des formats plus ciblés et interactifs.

Impact des variables sur l'engagement

L'analyse des régressions linéaires sur les trois plateformes révèle des différences intéressantes mais attendues concernant les facteurs influençant l'engagement des utilisateurs.

Tableau 16 : impact des variables sur l'engagement des utilisateurs.

Comparaison de coefficients pour les trois plateformes

Variable	Coefficient (Facebook)	Coefficient (TikTok)	Coefficient (YouTube)
Réactions (Likes)	0.6188996396181421	19882	47479
Commentaires	0.12031416779697889	-400	51455
Partages	-0.41631745633204215	10090	-

Les résultats de cette analyse comparent les différentes formes d'interaction – "J'aime", partages et commentaires – afin d'évaluer l'engagement des utilisateurs sur chaque plateforme. Les coefficients associés révèlent une influence relativement faible des réactions sur Facebook (coef. = 0,6189), comparée à TikTok (coef. = 19 882) et YouTube (coef. = 47 479), où l'impact sur les vues est nettement plus marqué. Cela suggère que Facebook suscite des formes d'interaction plus discrètes et communautaires, tandis que TikTok se distingue par un fort effet des partages, confirmant le caractère viral et amplificateur propre à cette plateforme.

Analyse des sentiments

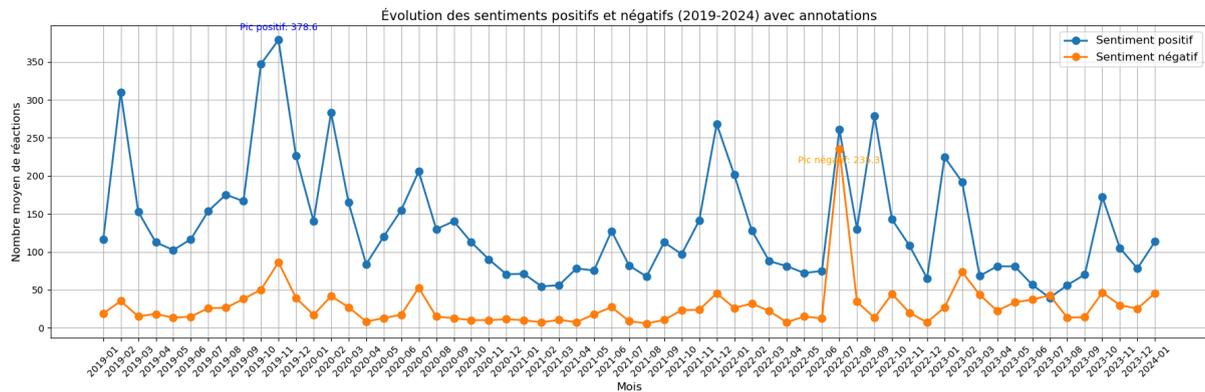
L'analyse des sentiments sur Facebook s'inscrit dans une approche plus large visant à comprendre la perception des contenus numériques et leur influence sur l'engagement des utilisateurs. En tant qu'espaces d'expression et d'interaction, les plateformes sociales comme Facebook et Twitter offrent un terrain privilégié pour observer comment les opinions se construisent, se polarisent ou se diffusent. L'analyse des sentiments permet ainsi de saisir les logiques d'adhésion, de rejet ou de mobilisation autour de certains contenus ou discours. Dans la littérature scientifique, ce type d'analyse repose principalement sur trois approches : l'approche lexicale, l'approche basée sur l'apprentissage automatique et les modèles hybrides combinant ces deux méthodes.¹⁰² L'approche lexicale, couramment utilisée dans les études sur les réseaux sociaux, consiste à exploiter des dictionnaires de mots associés à des scores de sentiment afin de classer un texte comme positif, négatif ou neutre. Cette méthodologie, bien qu'efficace pour identifier des tendances générales, peut être limitée dans sa capacité à interpréter les nuances contextuelles et les expressions ambivalentes.¹⁰³ Ainsi, l'un des défis majeurs de l'analyse des sentiments réside dans la prise en compte de ces réactions ambiguës. Comme l'ont souligné Sandoval-Almazan et Valle-Cruz¹⁰⁴, certaines réactions – telles que “Haha” et “Wow” – sont difficiles à catégoriser de manière objectivable car leur interprétation dépend du contexte global des interactions. “Haha” peut ainsi exprimer un amusement sincère ou être utilisé de manière ironique pour ridiculiser une publication. De même, “Wow” peut traduire une admiration ou une surprise négative face à une information choquante. Malgré tous ces aspects pertinents, notre modèle a uniquement pour but d'éclaircir l'activité de la FPP durant les deux phases culminantes en matière d'émotions :

¹⁰²Pierre Ratinaud, Nikos Smyrniotis, Julien Figeac, Guillaume Cabanac, Ophélie Fraissier, et al.. “Structuration des discours au sein de Twitter durant l'élection présidentielle française de 2017”. *Réseaux : communication, technologie, société*, 2019, Enquête à partir des traces textuelles du web, 2-3 (214-215), pp.171-208. [10.3917/res.214.0171](https://halshs-02161154). halshs-02161154 ;

¹⁰³Les modèles d'apprentissage automatique, quant à eux, permettent d'affiner cette classification en s'appuyant sur des techniques de traitement automatique du langage naturel (TALN). Par exemple, une étude menée par Yin Min Tun et Myo Khaing (2023) a démontré que l'utilisation de l'algorithme *Support Vector Classification* (SVC) permettait d'atteindre un taux de précision de 98 % dans l'identification des sentiments exprimés dans les tweets politiques. Leur approche repose sur la construction d'un lexique spécifique au domaine politique et l'application de modèles supervisés démontrant ainsi l'intérêt des méthodes mixtes pour améliorer la précision de l'analyse des sentiments. Voir : <https://ijece.iaescore.com/index.php/IJECE/article/view/29712/17018>

¹⁰⁴ Sandoval-Almazan, R. et Valle-Cruz, D. 2020. “Sentiment Analysis of Facebook Users Reacting to Political Campaign Posts”. *Digit. Gov.: Res. Pract.* 1, 2, Article 12 (April 2020), 13 pages. <https://doi.org/10.1145/3382735>.

Figure 13 :



Pour surmonter ces limites, cette analyse adopte la méthodologie utilisée par Sandoval-Almazan et Valle-Cruz (2020) à l’égard des sentiments en ligne par rapport aux candidatures politiques. En intégrant une pondération différenciée des réactions, le modèle utilisé ici propose de calculer le sentiment total à travers les formules suivantes :

$$TotalPositiveSentiment = Wow + Likes + (2 \times Love)$$

$$TotalNegativeSentiment = Haha + Sad + (2 \times Angry)$$

Ces variables sont ensuite exploitées pour établir un indice de sentiment normalisé afin de faciliter la comparaison des publications et éviter les biais liés aux écarts de volume d’interactions :

$$Sentiment Index = \ln((1 + TotalPositiveSentiment) / (1 + TotalNegativeSentiment))$$

Cette approche s’inscrit dans une continuité de recherches ayant montré que la dynamique des interactions en ligne n’est pas uniquement déterminée par la nature du contenu mais aussi par la façon dont celui-ci est perçu émotionnellement par les utilisateurs. En contextualisant les résultats obtenus, il devient possible d’affiner l’interprétation des sentiments et de mieux comprendre l’impact des publications sur les comportements d’engagement.

Tableau 17 :

Résultats par période : Sentiment Positif/Négatif

Période	Sentiment	Variable	Coefficient	P-value	MSE	R ²	Significance
Période 1	Positif	Likes	0.351191	0.002568	1.0499688463793613e-05	0.9997910291938646	**
Période 1	Positif	Critique du gouvernement	0.005365	0.148168	1.0499688463793613e-05	0.9997910291938646	
Période 1	Positif	Followers at Posting	-0.005493	0.192548	1.0499688463793613e-05	0.9997910291938646	
Période 1	Positif	Critique de l'État	-0.010379	0.064561	1.0499688463793613e-05	0.9997910291938646	
Période 1	Positif	Débat politique	-0.01805	0.056807	1.0499688463793613e-05	0.9997910291938646	
Période 1	Positif	Libéralisme économique	-0.018071	0.035348	1.0499688463793613e-05	0.9997910291938646	*
Période 2	Positif	Likes	0.272533	3.539375e-31	0.0004915707705986466	0.9866400925638996	***
Période 2	Positif	Débat politique	-0.000854	0.8193319	0.0004915707705986466	0.9866400925638996	
Période 2	Positif	Critique de l'État	-0.004048	0.260649	0.0004915707705986466	0.9866400925638996	
Période 2	Positif	Followers at Posting	-0.008944	0.02432155	0.0004915707705986466	0.9866400925638996	*
Période 2	Positif	Critique du gouvernement	-0.01406	0.00420184	0.0004915707705986466	0.9866400925638996	**
Période 2	Positif	Libéralisme économique	-0.014705	0.001193847	0.0004915707705986466	0.9866400925638996	**
Période 1	Négatif	Likes	0.185799	0.082488	0.017668064591783758	0.4449157156579916	
Période 1	Négatif	Débat politique	0.174237	0.100004	0.017668064591783758	0.4449157156579916	
Période 1	Négatif	Libéralisme économique	0.023328	0.403845	0.017668064591783758	0.4449157156579916	
Période 1	Négatif	Critique du gouvernement	0.006489	0.815285	0.017668064591783758	0.4449157156579916	
Période 1	Négatif	Critique de l'État	-0.024966	0.398506	0.017668064591783758	0.4449157156579916	
Période 1	Négatif	Followers at Posting	-0.083349	0.215156	0.017668064591783758	0.4449157156579916	
Période 2	Négatif	Likes	0.103781	0.001952	0.005449366624817178	-1.9400757569853222	**
Période 2	Négatif	Critique de l'État	0.062456	0.045338	0.005449366624817178	-1.9400757569853222	*
Période 2	Négatif	Libéralisme économique	0.051362	0.142338	0.005449366624817178	-1.9400757569853222	
Période 2	Négatif	Critique du gouvernement	0.037046	0.33418	0.005449366624817178	-1.9400757569853222	
Période 2	Négatif	Followers at Posting	0.027284	0.393849	0.005449366624817178	-1.9400757569853222	
Période 2	Négatif	Débat politique	0.020592	0.515108	0.005449366624817178	-1.9400757569853222	

* p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

Variable cible : Sentiment (Positif/Négatif)

Catégorie référentielle : Libéralisme économique

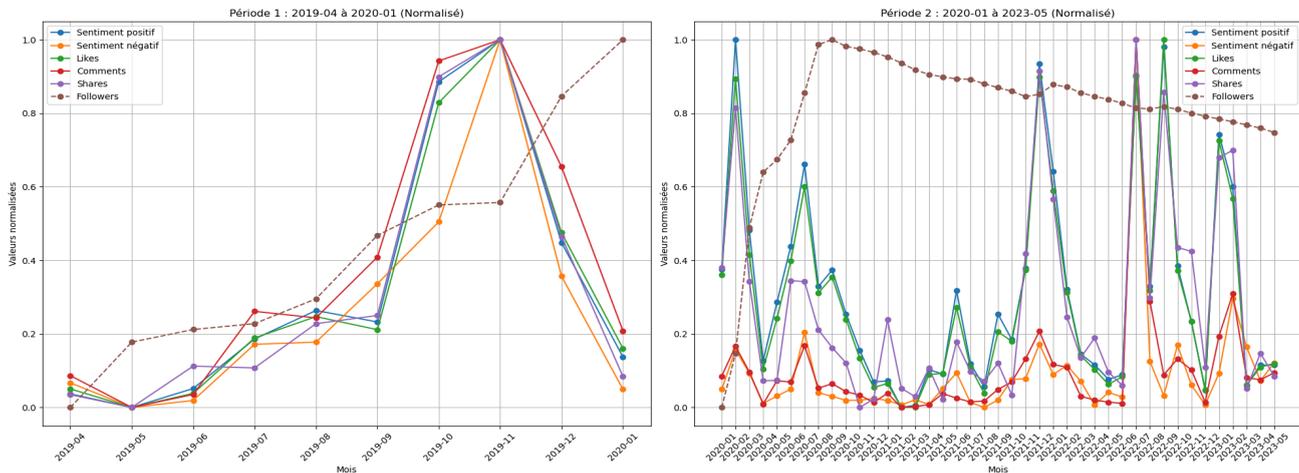
Dynamiques affectives et engagement

La régression suggère que les interactions simples comme les *likes* jouent un rôle important dans la diffusion d'émotions positives en ligne. Ces marques d'approbation renforcent la visibilité des contenus et peuvent encourager d'autres utilisateurs à réagir de manière similaire, créant une forme de dynamique collective d'adhésion. À l'inverse, les vidéos traitant de thèmes critiques – comme la critique du gouvernement, de l'État ou encore les discussions autour du libéralisme économique – tendent à réduire le niveau de sentiment positif. Ce contraste s'explique en partie par le contexte politique et social : sous le second mandat de Sebastián Piñera, le Chili traverse une période de forte agitation avec le soulèvement d'octobre 2019, la pandémie, et le processus constituant. Dans ce cadre, la FPP développe un discours très polarisé, souvent dirigé contre les forces de gauche, qualifiées d'« extrême gauche » ou de « violents octobristes ». Le ton critique devient alors un marqueur de clivage plus qu'un appel à débat.

En ce qui concerne les sentiments négatifs, on observe un effet inverse : les *likes* et les critiques de l'État ont un impact positif dans la période 2021–2023. Cela signifie que ces contenus, bien qu'émotionnellement plus durs, génèrent un certain engagement. Ce phénomène reflète une dynamique où les contenus polarisants ne suscitent pas uniquement du

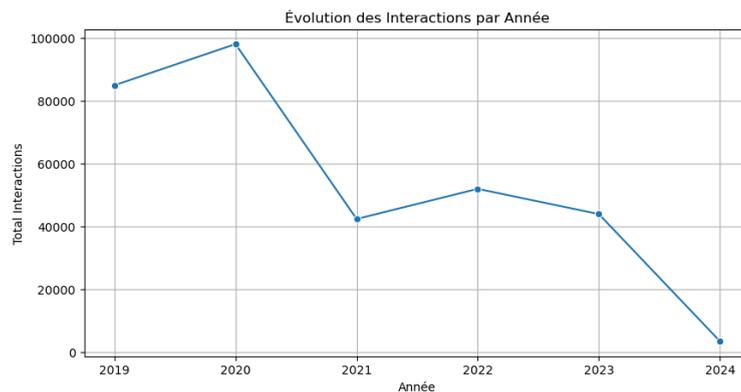
rejet, mais aussi de l'intérêt, voire de l'adhésion. On assiste alors à une montée des émotions négatives dans les échanges en ligne, en phase avec la radicalisation du débat public dans le Chili post-soulèvement :

Figure 14 : Périodes de 04/2019 à 01/2020 et de 01/2020 à 05/2023



Vers cette même période, nous observons le début de la diminution des abonnés. Il est important de noter que l'augmentation apparente lors de la deuxième période est fictive due à la segmentation effectuée, il faut donc se référer au pic, ce qui implique que cette baisse a commencé avant janvier 2020 :

Figure 15 :



La méthodologie adoptée, fondée sur la normalisation des scores de sentiment afin de neutraliser les biais liés au volume d'interactions, vise à rendre les comparaisons entre publications plus justes. Toutefois, cette démarche soulève des limites importantes : en cherchant à quantifier les émotions, on risque de perdre de vue leur complexité. Un contenu

peu viral mais exprimant un sentiment très marqué – qu’il soit positif ou négatif – peut être tout aussi révélateur, d’un point de vue sociologique, qu’une publication ayant suscité des milliers de réactions. Cela met en évidence la tension entre approche quantitative et interprétation qualitative, cette dernière exigeant une attention particulière au contexte culturel, aux références implicites et au ton adopté. Par ailleurs, les catégories *Libéralisme économique* et *Critique du gouvernement* apparaissent comme les plus performantes en termes d’engagement, bien que l’analyse lexicale des descriptions révèle un registre globalement positif. Comparativement à TikTok et YouTube, Facebook permet à la FPP de toucher une audience plus large mais aussi moins segmentée. Cette audience est toutefois moins encline à commenter, privilégiant des formes d’interaction plus passives comme les “likes” ou les partages.

En conclusion, Facebook reste un levier stratégique pour la FPP : la plateforme lui offre un espace de diffusion efficace pour ses contenus critiques et économiques, notamment auprès d’un public plus âgé ou plus modéré. Pour accroître son influence, la FPP aurait tout intérêt à adapter davantage ses formats aux usages spécifiques de la plateforme, en misant sur des contenus plus longs et en stimulant l’engagement par des incitations à réagir ou à partager.

Conclusions générales sur l’utilisation des plateformes numériques

Les résultats cumulés lors de cette partie sur l’utilisation des plateformes TikTok, YouTube et Facebook par la Fundación para el Progreso (FPP) fournissent un cadre contextuel riche pour comprendre l’évolution de la communication politique de cette organisation à l’ère de la digitalisation. Chaque plateforme a été exploitée de manière stratégique pour toucher des publics distincts :

- Sur TikTok, la FPP a su capitaliser sur la nature virale et interactive de la plateforme pour atteindre un public jeune et diversifié. Les vidéos courtes et percutantes, souvent centrées sur des critiques du gouvernement et des débats politiques polarisants, ont généré un engagement significatif. Les contenus les plus performants sont ceux qui suscitent des réactions émotionnelles fortes, reflétant une stratégie de communication qui mélange arguments rationnels (*logos*) et appels émotionnels (*pathos*).
- Sur YouTube, la FPP a adopté une approche différente, privilégiant des contenus plus longs et approfondis, adaptés à un public plus âgé et politiquement engagé. Les vidéos traitant de libéralisme économique et de critique du gouvernement ont obtenu les meilleurs résultats en termes de vues, bien que l’interaction sous forme de *likes* et de

commentaires soit moins marquée que sur TikTok. Cette plateforme permet à la FPP de se positionner comme un acteur sérieux et intellectuel dans le débat public en proposant des analyses détaillées et des arguments complexes.

- Finalement, sur Facebook, la FPP a maintenu une présence forte, touchant une audience large et diversifiée. Les publications critiques du gouvernement et promouvant le libéralisme économique ont généré un engagement modéré mais significatif, notamment en termes de partages. Cependant, la polarisation croissante du débat public, accentuée par des événements comme le soulèvement social de 2019 et la pandémie de COVID-19, a influencé les dynamiques d'engagement et des sentiments sur cette plateforme. Les interactions sociales, mesurées par les *likes* et les commentaires, ont joué un rôle clé dans la propagation des émotions positives et négatives, reflétant une polarisation accrue dans le discours public. Une grande partie des variations observées dans les données, notamment la diminution de la fréquence des posts et la stagnation des abonnés, peut être attribuée au contexte socio-politique turbulent, en particulier au soulèvement social. Cet événement a marqué une rupture dans la stratégie de communication de la FPP, avec une migration vers des plateformes plus adaptées à son objectif de sensibiliser la jeunesse aux bienfaits du libre marché.

Par ailleurs, bien que nous n'ayons pas mené d'analyse comparable pour le Centre d'Études Publiques (CEP), une observation de leur trajectoire révèle des différences structurelles importantes. Alors que le CEP bénéficie depuis ses débuts du soutien des grands conglomérats familiaux chiliens – certains impliqués dans des affaires de corruption et de cooptation politique –, la FPP dépend de financements plus limités. Cette différence se reflète dans leurs orientations stratégiques : le CEP cultive une image de neutralité en invitant des intellectuels de différents horizons, tout en maintenant un cadrage résolument pro-marché dans ses analyses. La FPP, contrainte par ses ressources, a opté pour une stratégie numérique plus agile, mais moins ancrée dans la production scientifique traditionnelle. Il serait pertinent d'approfondir par des entretiens qualitatifs avec les chercheur.e.s des deux institutions pour mieux comprendre comment ces contraintes matérielles et ces héritages institutionnels influencent leurs dynamiques éditoriales respectives.

En conclusion, cette étude révèle que la FPP a su adapter sa communication politique aux spécificités de chaque plateforme, en exploitant leurs forces respectives pour maximiser son influence. Ces analyses ouvrent plusieurs pistes pour des recherches futures, notamment sur l'évolution des stratégies de communication des think tanks dans un contexte de polarisation

accrue, ainsi que sur les effets des plateformes numériques sur la formation des opinions politiques chez les jeunes générations. En somme, ces instances représentent à la fois une opportunité et un défi pour les acteurs politiques, mais aussi pour les chercheur.e.s. Ces outils offrent un terrain fertile pour explorer les dynamiques de communication des organisations dans une mouvance technologique accrue, tout en posant des défis méthodologiques importants, notamment en raison de l'accès à l'intégralité des données. La première limitation peut entraver la capacité à mener des analyses approfondies ou à élaborer des modèles prédictifs plus rigoureux et complets. Ainsi, la recherche future devra non seulement s'adapter aux évolutions technologiques et aux politiques d'utilisation des plateformes, mais aussi développer des approches innovantes pour surmonter ces obstacles et mieux comprendre les mécanismes complexes de la communication politique à l'ère numérique.

3.2.4. Médias traditionnels : justification du néolibéralisme et construction de l'ennemi

Dans leur ouvrage *De la justification. Les économies de la grandeur* (1991), Luc Boltanski et Laurent Thévenot introduisent un modèle critique pour analyser les processus de justification dans les sociétés modernes. Ils s'appuient pour cela sur une "sociologie critique de la critique" qui revitalise l'analyse du pluralisme explicatif, ainsi que des oppositions telles que individualisme/holisme, métaphysique/physique, subjectif/objectif, etc. (Boltanski et Thévenot, 2022 : 42-44) :

"L'économiste se fait fort de dévoiler la métaphysique qui soutient la construction du sociologue, et de mettre en question ses prétentions scientifiques. Il doute de la réalité des faits collectifs qui sont, pour lui, des constructions humaines. Elles doivent, comme toutes les institutions, être expliquées par les intérêts des personnes, la seule réalité qu'il reconnaîtrait. C'est cette argumentation qui est cristallisée dans l'opposition entre discipline du collectif et discipline de l'individuel, comme si la sociologie ne connaissait comme sujets empiriques que des personnes en groupe, au lieu que l'économie, plus réaliste, ne s'attacherait qu'aux personnes en particulier". (Boltanski et Thévenot, 2022 : 42-44)

Leur approche, ancrée dans la philosophie pragmatique, vise à comprendre la manière dont les individus et les groupes légitiment leurs actions, leurs choix et leurs évaluations, en particulier dans des contextes de conflits, de controverses ou de désaccords. Selon eux, les justifications ne sont pas arbitraires mais s'appuient sur des principes de justice organisés. Ces principes peuvent être modélisés par une sorte de "Cité" basée sur des répertoires d'évaluation dominants qui sont guidés par le changement social. En effet, pour Boltanski et Thévenot, les Cités représentent des "ordres de grandeur" distincts, chacun reposant sur des valeurs, des principes et des critères spécifiques qui permettent d'évaluer, de critiquer ou de justifier des actions selon le contexte. Ainsi, cette approche permet de surmonter les apparentes contradictions des acteurs en offrant un cadre pragmatique pour analyser leurs positionnements et leurs choix dans un cadre situationnel.¹⁰⁵ "Monter en grandeur", notion centrale de leur modèle, signifie que les individus choisissent de mobiliser telle ou telle Cité en fonction de leur compréhension de la situation, de leurs trajectoires dispositionnelles, mais aussi de leur interlocuteur et du monde. Il s'agit d'une stratégie de justification qui vise à

¹⁰⁵Guzmán, V., Barozet, E., et Méndez, M-L. "Legitimación y crítica a la desigualdad: una aproximación pragmática". *Convergencia*, 24(73), 2017, 87-112.

convaincre en s'appuyant sur les valeurs et les principes les plus susceptibles d'être reconnus comme légitimes dans un contexte donné. Par exemple, dans une situation de licenciement, un employé pourrait justifier son maintien dans l'entreprise en invoquant sa compétence et sa productivité (Cité de l'industrie ou marchande), tandis que l'employeur pourrait défendre sa décision en mettant en avant la nécessité pour l'entreprise de s'adapter aux défis futurs (Cité par projet). L'employé pourrait ensuite rétorquer en évoquant ses obligations familiales et l'injustice d'un licenciement abrupt (Cité domestique), créant ainsi un dialogue où chaque partie mobilise des logiques de justification différentes. Or, ces Cités ne sont pas des entités fixes mais des cadres de référence qui coexistent et entrent en tension. Par exemple, une action peut être jugée légitime dans la Cité de l'industrie (car elle est efficace et productive), mais critiquée dans la Cité civile (car elle manque de solidarité ou de justice sociale). Cette pluralité permet donc de comprendre la complexité des débats et des conflits dans les sociétés modernes, où plusieurs logiques de justification peuvent s'affronter.

Pour mieux résumer les Cités qui sont convoquées lors de l'analyse, voici un tableau récapitulatif, incluant des éléments complémentaires issus de la réflexion de Damien Gimenez¹⁰⁶ :

Tableau 18 :

Cité	Valeurs clés	Justification des actions	Critère de jugement	Figure associée
Cité de l'industrie	Efficacité, productivité, performance	Capacité à produire des biens et services utiles, répondre aux besoins du marché	Compétence	L'ingénieur, le manager
Cité de la beauté	Art, beauté, expression individuelle	Beauté, originalité, capacité à provoquer l'émotion esthétique	Créativité	L'artiste, le créateur
Cité de la vocation	Mission, devoir, vocation, valeurs religieuses ou morales	Adhérence à une vision morale, sens du devoir, dévotion à une cause	Respect de l'autorité	Le prêtre, le militant
Cité civile	Égalité, solidarité, coopération, justice sociale	Principes de coopération, engagement, justice sociale	Démocratie, solidarité, égalité	Le citoyen, le syndicaliste

¹⁰⁶ Voir : <https://damiengimenez.fr/reflexions-sur-le-modele-de-la-cite-et-sur-la-critique-chez-luc-boltanski/>

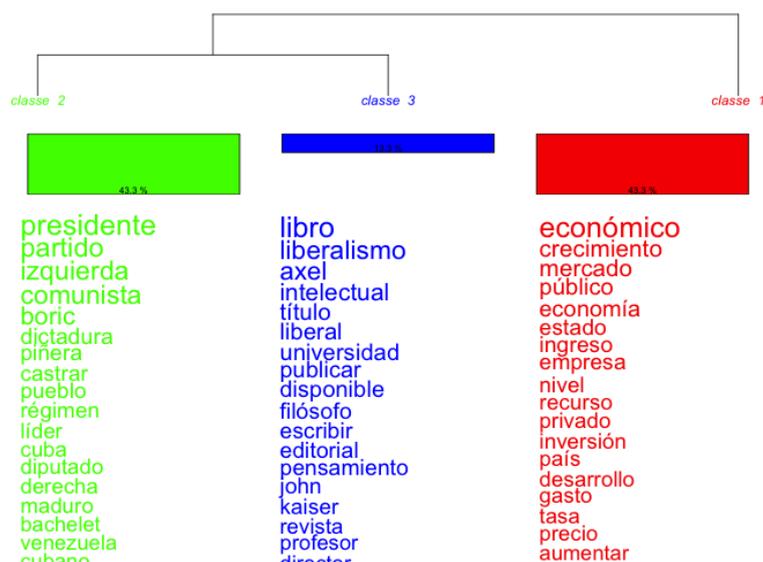
Cité de la renommée	Reconnaissance publique, réputation, honneurs	Prestige social, reconnaissance des autres	Honneur, reconnaissance publique	Le notable, le héros
Cité domestique	Principes naturels, familiaux, liens affectifs, relations humaines proches	Authenticité, proximité avec la nature et les proches	Authenticité, proximité	Le père de famille, le protecteur

De plus, Boltanski et Chiapello (1999) viennent ajouter une septième Cité, qui valorise la flexibilité, l'innovation et la capacité à s'adapter aux changements. Cette Cité reflète les transformations du capitalisme moderne, où les individus sont jugés sur leur capacité à mener des projets et à s'intégrer dans des réseaux.

Enfin, ce modèle nous offre un cadre pragmatique et analytique pour décrypter les dynamiques sociales, les conflits et les mécanismes de justification dans des contextes variés tels que le soulèvement social au Chili ou les débats autour de la critique et de la défense du modèle néolibéral chilien. Par exemple, lors des manifestations chiliennes de 2019, les revendications pour plus de justice sociale et d'égalité (Cité civile) s'opposaient aux arguments mettant en avant l'efficacité économique du modèle néolibéral (Cité de l'industrie) pour réduire l'extrême pauvreté (Cité civile). De même, lors des campagnes politiques, nous observons la façon dont les candidats mobilisent des discours variés, passant par exemple de la question de l'inflation (Cité de l'industrie) à des thématiques touchant à la famille, à la protection des foyers et à de la propriété privée (Cité domestique et Cité civile). Cette imbrication des répertoires permet de créer une réponse affective chez les électeurs, tout en suscitant un changement de comportement –si possible, dépendant de l'attitude des acteurs–, à travers des mécanismes de persuasion subtils (Marchand, 2004). Ainsi, cette stratégie illustre comment les acteurs politiques naviguent entre différents ordres de grandeur pour élargir leur base de soutien et répondre à des attentes multiples. De façon similaire, lors du processus constitutionnel chilien, les appels à la solidarité et à la justice sociale (Cité civile) entraînent en tension avec les discours mettant l'accent sur l'adaptabilité, l'innovation et la nécessité de maintenir la compétitivité économique du pays (Cité par projet). Le modèle de la justification de Boltanski et Thévenot éclaire ainsi non seulement les racines des conflits sociaux mais aussi les voies possibles pour construire des accords ou des négociations dans des contextes polarisés. En mettant en lumière la pluralité des ordres et leur coexistence dans les débats publics, ce modèle constitue un outil précieux pour analyser les enjeux politiques, économiques et sociaux dans des sociétés traversées par des crises de légitimité.

Analyse textuelle

Figure 16 : Analyse des catégories lexicales sur IraMuTeq



Note : Textes = 2 624. Totalité des tribunes d'opinion issues de la presse nationale et internationale relayées sur le site de la FPP. Données traitées à l'aide des logiciels IraMuTeq¹⁰⁷ et R. L'analyse lexicométrique fournie met en avant trois classes thématiques majeures : classe 1 (économie et marché), classe 2 (politique et figures historiques) et classe 3 (idées intellectuelles et libéralisme).

Analyse des catégories discursives et leur ancrage dans les Cités

Dans la première catégorie de justification, la valeur des actions repose sur la performance économique et la capacité à maximiser l'utilisation efficace des ressources disponibles ou mobilisables. La classe 1 évoque l'état de l'économie nationale et internationale, la croissance, les mécanismes du marché, la dépense publique, l'entreprise, l'investissement, le développement, la fiscalité ou encore l'inflation. Dans ce cadre, la Fondation pour le Progrès valorise avec insistance des notions telles que la croissance économique, le libéralisme radical, le développement et l'investissement privé, présentés comme les fondements d'une société prospère et dynamique. Ces principes articulés autour du primat du marché sont systématiquement mis en contraste avec les supposées carences du secteur public, perçu comme inefficace, rigide et contre-productif. Pour la FPP, le capitalisme n'est pas seulement le modèle économique le plus performant : il constitue également le système le plus apte à assurer une allocation optimale des ressources rares et à mobiliser les facteurs de production

¹⁰⁷ <http://www.iramuteq.org/>

en vue de répondre aux besoins et aspirations des individus. Dans cette optique, le marché est représenté comme un mécanisme naturel, objectif et désenchanté — une entité autorégulée, fondée sur les interactions libres entre acteurs rationnels, et exempte de toute visée métaphysique (Boltanski et Thévenot, 2022 : 60). De même, la fondation puise également dans le répertoire de justification de l'école autrichienne en s'inspirant des travaux de Friedrich Hayek et Ludwig von Mises pour renforcer ses arguments. Ces références servent à ancrer l'idée que le marché fonctionne selon des lois naturelles et universelles, indépendantes des interventions humaines ou étatiques. Pourtant, derrière cette objectivité apparente se cache une forme de métaphysique subtile, voire insidieuse. Cette métaphysique repose sur une psychologie essentialiste et universaliste des acteurs qui postule que les individus sont naturellement guidés par des motivations économiques rationnelles. Elle s'articule également autour de la figure du *Léviathan*, où le marché, en symbiose avec un État minimal, est censé garantir la pérennité de la propriété privée et, par extension, la stabilité de la société. Dans cette vision, les perdants du système – ceux qui ne parviennent pas à s'adapter aux exigences du marché – sont considérés comme des externalités inévitables, des conséquences naturelles d'un système qui récompense le mérite et sanctionne l'échec. La réponse à ces perdants, selon la FPP, ne relèverait pas de politiques publiques redistributives mais plutôt de la charité privée, une solution présentée comme plus efficace et moins intrusive. Les défaillances, lorsqu'elles existent, sont imputées à l'intervention excessive de l'État qui perturberait l'équilibre naturel du marché. Sous le prisme de cette ontologie, la précarité induite par le modèle néolibéral n'est pas interprétée comme le produit de mécanismes structurels, mais comme le résultat de trajectoires individuelles. Elle est imputée à des choix personnels – tels que l'orientation scolaire décidée au sein du foyer ou l'investissement (jugé suffisant ou non) dans le capital humain – et non à des logiques systémiques de reproduction sociale ou d'inégal accès aux ressources. Ainsi, les inégalités sont redéfinies comme des écarts de mérite ou de responsabilité individuelle, plutôt que comme les effets différenciés d'un ordre social structuré par des rapports de pouvoir. Cette logique justifie une responsabilisation accrue des individus tout en minimisant le rôle des structures sociales et économiques dans la reproduction des inégalités. En résumé, la FPP construit un discours où le marché est sacralisé, l'État est diabolisé et les inégalités sont naturalisées, créant ainsi un récit qui légitime un ordre social profondément inégalitaire tout en rejetant toute alternative progressiste.

Cités civique et inspirée

La Cité civique et la Cité inspirée constituent deux registres discursifs fondamentaux mobilisés par la FPP pour asseoir la légitimité de ses orientations idéologiques. En s'appuyant sur des références historiques, culturelles et politiques, ces deux mondes de justification (Boltanski et Thévenot, 1991) permettent à la fondation de conférer une épaisseur symbolique à ses prises de position. Par exemple, dans la classe 2, la FPP mobilise un vocabulaire spécifique pour dénoncer les gouvernements de gauche perçus comme inefficaces, autoritaires, voire dangereux pour la stabilité sociale et économique. Les termes comme “parti”, “régime”, “dictature”, ainsi que les figures emblématiques de gouvernements progressistes actuels ou passés comme Gabriel Boric au Chili, Fidel Castro à Cuba, ou Nicolás Maduro au Venezuela, sont utilisés pour associer les “élites progressistes” à des échecs historiques et à des modèles politiques défailants. Cette rhétorique vise à discréditer toute tentative de réforme redistributive ou de renforcement de l'État en les assimilant à une dérive autoritaire et populiste. Cette vision s'inscrit dans une logique plus large de défense de l'ordre établi, où la FPP présente le libéralisme économique et la démocratie libérale comme les seuls garants de la stabilité et de la prospérité. En ce sens, la Cité civique permet à la FPP de justifier son opposition aux mouvements sociaux et aux réformes progressistes tout en renforçant l'idée que les alternatives au néolibéralisme mènent inévitablement au chaos et à l'autoritarisme. Par ailleurs, dans la Cité inspirée (ou classe 3), la FPP met en avant des figures historiques et intellectuelles qui incarnent les valeurs libertariennes qu'elle défend. Ces “grands hommes” sont présentés comme des modèles à suivre, des visionnaires dont les idées transcendent leur époque et offrent des solutions intemporelles aux problèmes contemporains. Parmi ces figures, Hayek occupe une place centrale.

La “querelle des idoles”

Friedrich Hayek, théoricien de l'école autrichienne d'économie, est souvent cité pour ses critiques acerbes de l'interventionnisme étatique et son plaidoyer en faveur du libre marché. Son ouvrage *The Constitution of Liberty* (1960), publié pour la première fois à l'Université de Chicago, pourrait être cité comme une source d'inspiration majeure pour la rédaction de la Constitution chilienne de 1980, élaborée sous le régime militaire d'Augusto Pinochet. Rappelons que cet économiste et philosophe a non seulement été président honoraire du *Centro de Estudios Públicos* (CEP) mais il a également visité le Chili à plusieurs reprises,

marquant de son empreinte les débats intellectuels et politiques du pays. Dans la “Constitution de la Liberté”, Hayek défend l’idée d’un ordre constitutionnel qui limite strictement les pouvoirs de l’État afin de préserver les libertés individuelles et de garantir un cadre juridique favorable au libre marché. Cette vision a profondément influencé les architectes de la “Constitution de Pinochet”, qui ont cherché à ancrer dans le texte des principes néolibéraux de Hayek, Harberger et Friedman, visant à restreindre l’intervention de l’État dans l’économie et à protéger la propriété privée. La FPP reprend ces arguments pour justifier ses propos en présentant le marché comme un mécanisme auto-régulateur et naturellement efficace qui ne doit pas être entravé par des interventions étatiques excessives.

En ce qui concerne l’organisation et l’héritage de Chicago, dans une interview consacrée à Javier Milei publiée dans le journal *La Tercera*, Fernando Claro (directeur général de la FPP) déclare :

*“Je sentais que je n’avais pas les outils pour penser et débattre de ce qui se passait au Chili. J’avais étudié, en fin de compte, selon la méthode de l’École de Chicago, mais en version plus Chicago que Chicago elle-même. En vérité, étudier l’économie à la Católica, c’est presque comme étudier la statistique. À cette époque, on parlait de “grande modération” en économie : les économies croissaient, il n’y avait aucune crise, et je voyais mes professeurs extasiés, triomphants. Les entrepreneurs, eux, se contentaient de faire de l’argent ; ils considéraient les idées comme des choses d’artistes, de drogués, de gens improductifs [...]. Il y avait une incapacité totale à dialoguer. Pour schématiser : Fernando Atria parlait, et Cristián Larroulet lui répondait depuis une dimension parallèle. Et la cause de cela, j’en ai pris conscience, c’est que les Chicagoans, toute l’école des années 1990, s’étaient complètement focalisés sur les données, en oubliant les principes qui fondaient ces politiques publiques. C’est pour cela qu’après, je suis parti à Londres pour faire un doctorat en économie politique afin de mieux comprendre les racines de la philosophie politique libérale”.*¹⁰⁸

Claro, comme plusieurs de ses pairs, a intégré le gouvernement de Sebastián Piñera en 2010. Dans cette interview, il formule une critique sévère à l’encontre des droites chiliennes, qu’il accuse d’incapacité à se renouveler idéologiquement et à dépasser une posture strictement technocratique. Selon lui, cette droite s’est confinée à une lecture étroite de la réalité, réduite à des indicateurs économiques et à une foi quasi exclusive dans les données quantitatives, au

¹⁰⁸« Fernando Claro : “Milei est un populiste, mais pas un démagogue” ». *La Tercera*. 24 juillet 2024. Disponible à l’adresse : <https://tinyurl.com/3jdphdpf>

détriment d'une réflexion normative plus profonde sur les fondements philosophiques du libéralisme. En effet, la Fondation pour le Progrès a progressivement évolué d'une posture initialement marquée par le monétarisme vers des positions plus radicales que celles adoptées par d'autres think tanks pro-marché. Cette inflexion se manifeste par l'articulation d'un répertoire de justification qui dépasse les approches strictement quantitatives pour puiser dans les références du paléo-libertarianisme, notamment à travers les travaux de Murray Rothbard. Ce déplacement doctrinal confère à la fondation une orientation idéologique plus marquée, conjuguant rigueur technocratique et radicalité normative. C'est précisément cette impasse intellectuelle qui motive Claro à reprendre des études en économie politique au *King's College* de Londres, dans le but explicite de réarticuler un projet "libéral" cohérent. De retour au Chili, il s'engage alors dans la structuration d'un dispositif intellectuel au sein de la FPP, visant à réintroduire une pensée libertarienne ancrée dans une tradition philosophique assumée.¹⁰⁹

Le King's College London a également formé un autre acteur central dans le dispositif de légitimation intellectuelle de la Fondation pour le Progrès : l'économiste Pablo Paniagua, aujourd'hui professeur d'économie politique à l'*Universidad del Desarrollo* (UDD). Il incarne une autre déclinaison de la pensée libérale chilienne contemporaine, marquée par un souci de rigueur académique et d'ancrage idéologique. Directeur académique du Master en Philosophie, Politique et Économie à l'UDD et chercheur au Centre Faro (où travaille également Eleonora Urrutia, épouse d'Hernán Büchi et actuelle conseillère du gouvernement Milei), Paniagua est également *Research Fellow* à *King's College* et affilié au prestigieux *Ostrom Workshop* de l'Université d'Indiana à Bloomington. En tant que *Senior Research Fellow* de la FPP, l'économiste contribue activement à la production et à la diffusion d'un libéralisme académisé, ce qui explique une certaine modulation de son discours selon les contextes : plus radical sur les plateformes de la FPP, il adopte un ton plus nuancé dans des médias généralistes ou progressistes comme *CIPER* ou *El Mostrador*. Cette capacité d'adaptation s'inscrit dans une stratégie de légitimation intellectuelle fondée sur l'héritage PPE (*Philosophy, Politics and Economics*) qui cherche à articuler gouvernance, institutions et économie politique dans une perspective cohérente et transversale. Son travail comprend plus de trente publications scientifiques, parmi lesquelles des articles dans des revues reconnues telles que le *Journal of Institutional Economics*, *Economy and Society*, le *Cambridge Journal*

¹⁰⁹Outre son engagement économique et politique, Claro est aussi co-auteur du livre *Geografía de Pájaros* (2015), consacré aux oiseaux chiliens et lauréat du prix IBBY du meilleur livre jeunesse de non-fiction, un aspect peu connu de son parcours qui illustre son intérêt pour la diffusion des savoirs au-delà du strict domaine économique.

of Economics ou encore *Public Choice*. Dans son dernier ouvrage, *Atrophy: Our Crossroads and the Challenge of Modernization* (RIL Editores), il explore les tensions contemporaines entre modernisation, institutions et ordre économique.

Cependant, au sein de la FPP, les chercheurs dotés d'un profil académique internationalement reconnu restent relativement rares, surtout en comparaison avec d'autres think tanks chiliens comme le *Centro de Estudios Públicos* ou *Libertad y Desarrollo*. Ce contraste ne remet toutefois pas en cause la dynamique plus large d'hybridation entre champs académique et politique, qui structure une grande partie du travail d'influence des think tanks pro-marché au Chili.

Quant à d'autres "idoles" importantes pour la FPP, celle de Jean Gustave Courcelle-Seneuil et symboliquement supérieure à un niveau tel que la fondation porte son nom dans l'inscription de sa raison sociale en tant que corporation à but non lucratif.¹¹⁰ Économiste français du XIXe siècle, il est invité au Chili en 1855 sous la présidence de Manuel Montt pour réformer le système économique et bancaire du pays. Son passage marque profondément l'orientation économique chilienne, notamment à travers son rôle de conseiller dans la rédaction de la loi bancaire de 1860 qui établit un cadre juridique favorisant le libre-échange et limitant l'intervention de l'État dans l'émission monétaire. Partisan du *laissez-faire*, il introduit les principes du libéralisme économique français en Amérique latine, influençant durablement les élites chiliennes et façonnant un modèle qui, bien plus tard, sera récupéré et amplifié par la dictature militaire d'Augusto Pinochet sous l'influence des *Chicago Boys*. Or, son héritage demeure controversé : si certains voient en lui un pionnier du développement économique moderne du Chili, d'autres considèrent que son modèle a favorisé une concentration excessive du pouvoir économique et freiné l'émergence d'un État-providence. Aujourd'hui, la FPP instrumentalise son image pour légitimer sa vision libertarienne, l'inscrivant dans une continuité historique qui relie Courcelle-Seneuil et Smith, aux figures plus contemporaines du néolibéralisme comme Friedrich Hayek et Milton Friedman – voire Robert Nozick, afin de justifier le rejet de la figure de l'État :

Triple stratégie : économique, politique, idéologique.	Synthèse : Valorisation du marché, rhétorique anti-gauche, anti-communiste, anti-woke, avec un ancrage sur la bataille culturelle.
--	--

¹¹⁰FPP – YouTube : <https://tinyurl.com/35fux672>.

Au-delà du cadre analytique des “Cités” (puisque toutes les Cités pourraient y être répertoriées), l’analyse sémantique sur IraMuTeq révèle une stratégie à trois dimensions majeures :

1. Une priorité économique basée sur la logique marchande.
2. Une rhétorique anti-gauche alignée sur des notions civiques et inspirées amplifiant les défaillances supposées des “ennemis idéologiques”.
3. Une dimension culturelle et intellectuelle cherchant à ancrer le libéralisme comme une valeur “neutre” et incontestable.

À travers ses discours, la FPP défend le capitalisme en mobilisant un répertoire discursif qui justifie les inégalités sociales et naturalise les hiérarchies économiques. En s’appuyant sur une “novlangue” inspirée de l’École autrichienne, elle utilise des thèmes comme la liberté, la famille et la démocratie pour légitimer son projet libértarien tout en disqualifiant les alternatives progressistes. Par exemple, Axel Kaiser affirme le 30 juillet 2023 dans le journal *El Mercurio*¹¹¹ : “Le marché est la solution pour atteindre la prospérité, comme le démontrent les pays nordiques.” Ici, la prospérité est directement associée à un système où l’État intervient minimalement, laissant la dynamique économique opérer sans entraves. L’argument mobilisé est extrêmement biaisé en ce que l’alliance publique-privé et l’organisation des sociétés telles que la suédoise a été (depuis la fin des années 1960) à la base d’une réforme structurelle avec un investissement sans précédent dans le secteur public, ainsi que des réformes fiscales plus progressives (et non régressives).

La construction sociale des marchés

Pour approfondir la dénaturalisation des arguments libertariens, il s’agit ici de montrer comment un réseau d’acteurs peut imposer une croyance comme allant de soi, non pas à travers de grands paradigmes idéologiques, mais en révélant comment les dynamiques sociales façonnent, stabilisent et font circuler une certaine vision du monde. C’est précisément l’approche développée par Donald MacKenzie et Yuval Millo (2003) dans leur étude du *Chicago Board Options Exchange* (CBOE). Leur recherche démontre que les marchés ne sont pas des entités naturelles ou autonomes, mais des constructions sociales, produites à travers l’interaction d’acteurs, d’institutions et de dispositifs techniques comme les modèles mathématiques. En d’autres termes, ce que l’on prend pour une mécanique

¹¹¹ <https://fppchile.org/necesitamos-mas-capitalismo/>

objective du marché est en réalité le résultat d'un agencement social et politique. Par exemple, la création du CBOE dans les années 1970 n'a pas été le résultat d'une dynamique de marché "pure", mais plutôt d'un effort collectif impliquant des économistes, des régulateurs et des acteurs du secteur financier. Les modèles mathématiques, comme celui de *Black-Scholes*, ont joué un rôle performatif en façonnant les pratiques des *traders* et en influençant la structure même du marché des options. En effet, les marchés ne sont pas des espaces neutres où la "main invisible" opère de manière magique, mais des constructions sociales qui dépendent de l'interaction entre les acteurs, les institutions, et les cadres réglementaires.

Les arguments de Kaiser reposent sur une vision idéalisée des marchés qui ignore les inégalités et les déséquilibres qu'ils peuvent générer. Même dans un marché aussi sophistiqué que celui des options financières, les acteurs ne se comportent pas comme des *homines æconomici* parfaits, mais sont encastrés dans des réseaux de relations sociales et des cultures de marché qui influencent leurs décisions. De même, les pays nordiques ne sont pas des paradis capitalistes mais des sociétés où l'État joue un rôle central dans la régulation des marchés et la réduction des inégalités. De plus, dans son rejet de l'État, la fondation – par le biais de ses auteur.ice.s – adopte une posture particulièrement critique assimilant toute intervention publique à une entrave aux libertés individuelles et à une inefficacité structurelle. Un exemple clé de cette rhétorique est la manière dont la FPP utilise le Venezuela comme repoussoir idéologique, ce pays étant constamment cité comme une illustration des échecs du socialisme et d'une menace pour la liberté individuelle.

En outre, la fondation a recours à la peur comme composante essentielle. Celle-ci instrumentalise des exemples historiques et contemporains pour créer un climat d'inquiétude quant aux conséquences de politiques progressistes. L'épouvantail du populisme est omniprésent dans ces discours. Ce narratif alarmiste est particulièrement renforcé dans le contexte des manifestations sociales de 2019 décrites comme des sources de chaos et de radicalisation.

3.3. Les amis de la FPP : réseaux internationaux

Au moment où nous analysons la figure d'Axel Kaiser et son influence au sein de la *Fundación para el Progreso* (FPP), une révélation du 19 février 2025 vient éclairer sous un nouveau jour les réseaux et affiliations qui l'entourent.¹¹² D'après des enquêtes conjointes menées par plusieurs médias argentins et le Centre d'investigation journalistique chilien CIPER, Agustín Laje – figure centrale de la Fondation FARO et des milieux libertariens argentins – aurait introduit Mauricio Novelli, consultant associé au lancement de la cryptomonnaie “\$LIBRA”, dans le cercle rapproché du président Javier Milei. Cette connexion, révélatrice de l'imbrication croissante entre sphères technologiques, politiques et idéologiques, a débouché sur un scandale majeur : une vaste escroquerie ayant entraîné des pertes estimées à plus de 4 milliards de dollars, touchant près de 44 000 investisseurs. Les médias argentins ont rapidement mis en lumière les liens étroits entre Laje, Novelli et les promoteurs de \$LIBRA, en particulier les hommes d'affaires Julian Peh (Thaïlande) et Hayden Mark Davis (États-Unis), tous deux photographiés à plusieurs reprises aux côtés de Milei entre octobre 2024 et janvier 2025. Axel Kaiser, sous-directeur de la Fondation FARO, a nié toute implication lors d'un entretien accordé à CNN le 20 février 2025. Fidèle à son style provocateur, il a rétorqué : “On voit que vous n'avez pas bien fait votre travail journalistique”, avant de relativiser son rôle en affirmant qu'il existe plusieurs sous-directeurs au sein de la fondation et qu'il n'est “qu'un parmi d'autres”.¹¹³ Il insiste également sur le fait qu'il n'exerce aucune responsabilité administrative au sein de la Fondation FARO, se présentant uniquement comme un “sous-directeur académique” chargé des contenus intellectuels. Pourtant, au 20 février 2025, cette distinction n'était pas encore formalisée. Ce n'est que le lendemain, le 21 février 2025, que son intitulé sera officiellement modifié pour devenir “sous-directeur académique”.

¹¹²CIPER CHILE. *Prensa argentina vincula a impulsor de la criptomoneda \$LIBRA con el jefe de la fundación en la que Axel Kaiser es subdirector*. CIPER Chile, 19 févr. 2025. Disponible sur : [bit.ly/3xYzABC](https://www.ciperchile.cl/2025/02/19/prensa-argentina-vincula-a-impulsor-de-la-criptomoneda-libra-con-el-jefe-de-la-fundacion-en-la-que-axel-kaiser-es-subdirector/).

¹¹³Interview sur CNN Chile (YouTube). Disponible en : <https://www.youtube.com/watch?v=YNKXTyzhHig&t=3s>.

Subdirector
Axel Kaiser

Source : capture d'écran du site de la Fondation FARO le 20 février à 00.03.32 am.

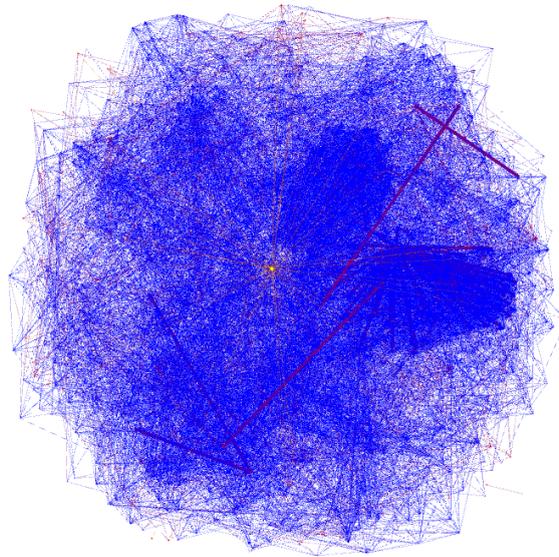
Atlas Network : L'international réactionnaire

Selon le rapport annuel de la FPP de 2019, l'Atlas Network apparaît comme son principal donateur, lui fournissant une part importante de ses financements. Ce lien dépasse la simple contribution financière pour s'inscrire dans une relation idéologique et stratégique. Le Réseau met à disposition de la FPP des ressources et un accès privilégié à un réseau mondial de partenaires partageant des convictions similaires. En retour, la FPP agit comme un relais local, adaptant et diffusant les idées de l'Atlas Network au contexte chilien.

Fondé en 1981 par Antony Fisher, un entrepreneur britannique inspiré par les idées de Friedrich Hayek et Milton Friedman, le Réseau Atlas est l'un des principaux acteurs du mouvement réactionnaire et du lobby climatosceptique à l'échelle mondiale. Avec plus de cinq cents organisations affiliées dans une centaine de pays, cette plateforme promeut des politiques économiques libérales, la réduction de l'intervention de l'État et la dérégulation des marchés. En Amérique latine, il a établi une infrastructure potentiellement dense, cherchant à influencer les agendas politiques de la région, notamment dans les domaines de l'économie, de l'énergie et de l'environnement. Alejandro Chafuén, économiste argentin étroitement lié aux élites et aux droites dans le continent américain, a été président de cette organisation entre 1991-2018.¹¹⁴

¹¹⁴ Voir : <https://www.acton.org/about/staff/alejandro-chafuen>

Figure 17 :



Note : Connexions indirectes entre les membres latinoaméricains du Réseau Atlas. Représentation graphique réalisée sur Gephi.

En Amérique latine, l'organisation compte un nombre significatif de think tanks affiliés qui participent à la promotion des politiques de l'offre dans le champ économique, et réactionnaires dans le champ politique. Parmi les plus influents, on retrouve des organisations comme la *Fundación Libertad y Progreso* en Argentine, le *Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina* (CADAL) et l'*Instituto Millenium* au Brésil. Ces think tanks sont souvent financés par des fondations et des entreprises multinationales, ce qui leur permet de mener des campagnes de *lobbying* et de communication très efficaces (Andurand et Boisard, 2017).

Pistes pour une comparaison internationale / interrégionale

Pour construire cette analyse, nous avons utilisé la base de données "Atlas Think Tank Main Employers" publiée par Ruth McKie (Montfort University).¹¹⁵ Notre objectif n'est pas une analyse approfondie, mais plutôt une exploration descriptive visant à identifier les membres et organisations affiliés au Réseau Atlas en Amérique latine. Ce jeu de données offre des informations détaillées sur les principaux employeurs au sein du réseau, ce qui nous permet

¹¹⁵Atlas Think Tank Main Employers [base de données]. (2023). Disponible sur : https://figshare.dmu.ac.uk/articles/dataset/Atlas_Think_Tank_Main_Employers/22217050?file=39486961

de mieux comprendre les liens entre ces organisations et leurs domaines d'influence dans la région.

Contenu de la base de données

La base de données contient des informations sur les principaux employeurs des think tanks membres de l'*Atlas Network* en Amérique latine. Elle inclut des données sur les entreprises, les institutions académiques, les organisations non gouvernementales (ONG) et les entités gouvernementales qui emploient ou financent ces institutions. Les données sont organisées de manière à permettre une analyse des réseaux et des flux de capitaux entre les différents acteurs. Elles ont été collectées par le chercheur à partir de sources publiques, notamment les sites web des think tanks, les rapports annuels, les déclarations financières et les publications académiques.

Figure 18 : scores de centralité (toute entité - analyse exploratoire).

name	country	Degree	Betweenness...	Closen...
zanotti, gabriel	Argentina	164	0.031644	0.322449
sabino, carlos	Argentina	152	0.029018	0.321487
lynch, alberto benegas	Argentina	118	0.019676	0.323329
chafuen, alejandro a.	Argentina	105	0.014183	0.314992
Atlas Network	Argentina	101	0.841077	0.522257
etchebame, agustín	Argentina	100	0.004296	0.315327
vásquez, ian	Peru	88	0.014045	0.316591
braun, carlos rodríguez	Spain	85	0.007883	0.316422
ávila, jorge	Argentina	85	0.00131	0.313326
aguinis, marcos	Argentina	85	0.00131	0.313326
gregg, samuel	Argentina-USA	79	0.000968	0.297291
sirico, robert a.	Argentina-USA	79	0.000968	0.297291
de vázquez ger, cecilia g.	Argentina	76	0.001852	0.298338
montaner, carlos alberto	Cuba	75	0.007167	0.316253
bonilla, hernán	Uruguay	72	0.002099	0.310697
abram, aldo	Argentina	72	0.000492	0.310779
cachanosky, roberto	Argentina	72	0.000492	0.310779
parellada, ramón	Argentina	71	0.008033	0.305728
marty, eduardo	Argentina	66	0.012488	0.305649
mueller, antony	Argentina	63	0.004629	0.29625
de la torre, armando	Cuba	63	0.002932	0.304862
centro interdisciplinar de ...	Brazil	61	0.05799	0.367556
hamilton, bernabé garcía	Argentina	61	0.002672	0.302065

name	country	Degree	Betweenne...	Closen...
Atlas Network	Argentina	101	0.841077	0.522257
fundación salvadoreña pa...	El Salvador	41	0.065287	0.351319
centro interdisciplinar de ...	Brazil	61	0.05799	0.367556
fundacion libertad y progr...	Argentina	58	0.047982	0.38152
instituto omg	Dominican Republic	30	0.047788	0.349043
instituto líderes do amanhã	Brazil	31	0.046494	0.350799
fundación para el desarrol...	Guatemala	27	0.042955	0.348427
fundacion jaime guzman e.	Chile	30	0.040898	0.351319
livres	Brazil	27	0.039525	0.349146
zanotti, gabriel	Argentina	164	0.031644	0.322449
centro regional de estrate...	Dominican Republic	20	0.03158	0.346999
instituto de pensamiento ...	México	21	0.031503	0.348529
libera	Belgium	19	0.029944	0.346795
instituto mexicano para la...	Mexico	20	0.029079	0.348222
sabino, carlos	Argentina	152	0.029018	0.321487
centro para la apertura y ...	Argentina	32	0.028641	0.351215
instituto de ciencia polític...	Colombia	18	0.028304	0.346593
estudiantes por la libertad	Ecuador	28	0.027756	0.352259
the democracy lab	Costa Rica	17	0.026662	0.34639
fundación federalismo y li...	Argentina	33	0.026232	0.369159
instituto millenium	Brazil	20	0.025161	0.348735
fundación libertad y desar...	Chile	25	0.024425	0.352574
universidad francisco mar...	Guatamala	27	0.024093	0.365854
centro para la apertura e ...	Uruguay	31	0.023299	0.36529
instituto de estudos empr...	Brazil	16	0.022033	0.347609
horizontal chile	Chile	14	0.021719	0.345783
instituto liberdade	Brazil	17	0.021424	0.352574
observatório do empreen...	Brazil	14	0.020776	0.346289
instituto de estudios de la...	Chile	18	0.020692	0.348222
méxico evalúa	Mexico	15	0.020188	0.349661
lynch, alberto benegas	Argentina	118	0.019676	0.323329

Figure 19 :



Les premières analyses mettent en lumière l’engagement particulièrement marqué du Brésil. En Argentine, la *Fundación Libertad y Progreso* s’est distinguée par son influence sur les politiques économiques, notamment sous la présidence de Mauricio Macri. Au Brésil,

l’*Instituto Millenium*, dont Paulo Guedes – lui-même *Chicago Boy* devenu ministre de l’Économie sous Jair Bolsonaro – est un membre influent, a été très actif dans la défense des intérêts des grandes entreprises. Le Chili recensait 177 membres affiliés, parmi lesquels la *Fundación Jaime Guzmán*, la *Fundación Libertad y Desarrollo* et l’*Instituto de Estudios de la Sociedad*, entre autres.¹¹⁶

Figure 20 :

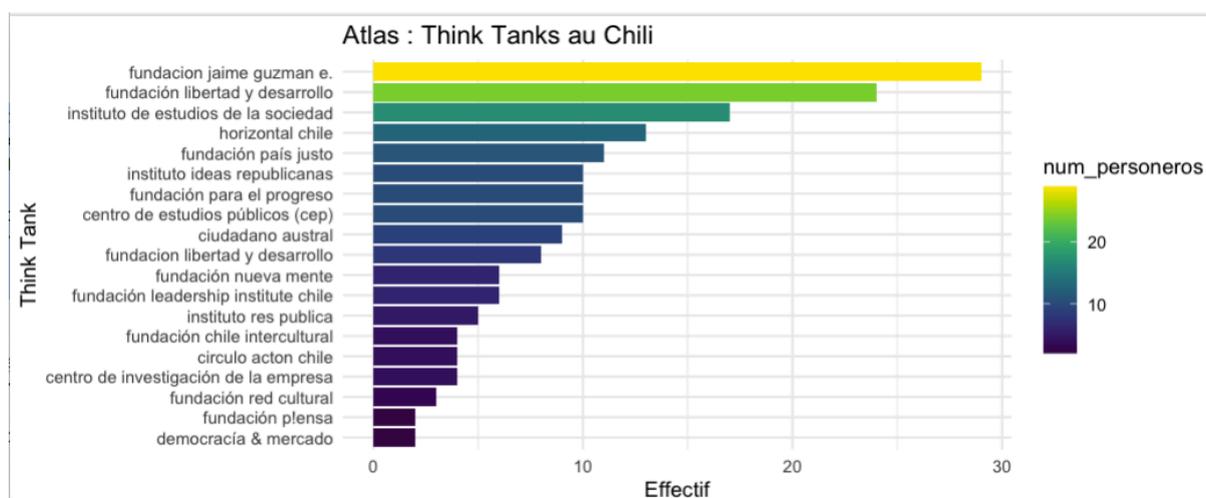


Tableau 19 : Membres d’Atlas : Centre d’Études Publiques et à la Fondation pour le Progrès.

CEP		FPP	
Joaquín Trujillo S.	Ricardo González T.	Ian Vásquez	Axel Kaiser
Salvador Said S.	Oscar Godoy A.	Gerardo Varela A.	Juan Conrado Z.
Cristián Pérez I.	Gabriel Del Fávero V.	Eleonora Urrutia	Rocío Cantuarias
Leonidas Montes	Jorge Cauas L.	Gonzalo Sanhueza	Dag von Appen B.
Ernst Joachim Mestmäcker	Wolf von Appen B.	Francisco Pérez M.	Roberto Ampuero

¹¹⁶Morales Martín, J. J., et Videla Rocha, M. A. . “El Instituto de Estudios de la Sociedad, sus intelectuales y la revista Punto y Coma: una crítica a la derecha economicista y a la nueva izquierda en Chile.” *Revista De Historia*, 1(31), hc388. <https://doi.org/10.29393/RH31-10IEJM20010>

Tableau 20 : Membres d’Atlas Network et d’*Ideas Republicanas*, *think tank* lié au candidat présidentiel de l’extrême-droite : José Antonio Kast

Noms	Think Tank
Cristián Valenzuela, Roberto Peralta, Claudio Osorio, Guillermo Lee, Álvaro Iriarte, Eduardo Guerrero, Rojo Edwards, Paulina Dittborn, Cecilia Cifuentes, Lucy Ana Avilés	Instituto Ideas Republicanas

Le nom d’Eduardo Guerrero retient particulièrement notre attention en raison de ses liens supposés avec le mouvement Yunque¹¹⁷, une organisation secrète d’extrême droite mexicaine réputée pour son influence dans les sphères politiques, académiques et médiatiques, et dont l’implantation s’est largement étendue à travers l’Amérique Latine et l’Espagne.¹¹⁸ Bien que ces liens ne soient pas toujours explicitement documentés, plusieurs éléments suggèrent que Guerrero, surnommé “Jaime Moro” dans ces cercles, pourrait être directement associé à cette organisation.

Les tanks philanthropiques : guerre douce pour l’hégémonie

Parmi les initiatives actuelles du Réseau Atlas, le Centre pour l’Amérique latine (CLA) se distingue par son positionnement organisationnel et idéologique. Entièrement financé par des dons volontaires, le CLA rejette explicitement tout apport financier d’origine publique, affirmant ainsi son autonomie par rapport à l’État en cohérence avec les principes qu’il promeut. Son budget annuel s’élevait à 2,5 millions de dollars en 2022¹¹⁹, avec pour ambition affichée de doubler ce montant dans un horizon de trois ans. Pour atteindre cet objectif, le centre déploie une stratégie de levée de fonds segmentée, reposant sur la structuration de son réseau de soutien en deux cercles de contribution hiérarchisés. D’une part, le *Leadership Council* rassemble un groupe restreint de grands donateurs – des philanthropes étroitement engagés dans la diffusion des principes du libre marché en Amérique latine – dont l’adhésion implique un engagement financier annuel de 20 000 dollars, ainsi qu’une participation active à des réunions semestrielles qui influencent directement l’orientation stratégique de

¹¹⁷Pizarro, C. et Rodríguez, A. “Los oscuros lazos de “Muevete Chile” con grupos internacionales de ultraderecha”. *The Clinic*, 10 févr. 2011 ; Peña Pinilla, S. “Eduardo Guerrero, cerebro económico de Kast, lidera secta ultraconservadora El Yunque en Chile”.

¹¹⁸Terrasa, R. “El Yunque, la secta secreta tras el ascenso de Vox: "Sin ellos, Abascal no sería líder del partido”.

¹¹⁹Voir : https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/AtNet-CLA-Brochure-Digital_sprds.pdf.

l'organisation. D'autre part, les *CLA Sponsors* constituent une base élargie de soutien financier, moins influente mais essentielle pour la stabilité budgétaire du centre.

Cette architecture du financement illustre non seulement les logiques élitaires qui traversent le fonctionnement du CLA, mais également la centralité du capital philanthropique dans la fabrique contemporaine des idées néolibérales dans le monde. L'adhésion à ce cercle est conditionnée à un don annuel de 20 000 dollars et à la participation à des réunions semestrielles qui influencent la stratégie du CLA. Ses membres bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle, d'un accès privilégié aux événements de l'*Atlas Network*, ainsi que de publications et de rencontres exclusives. En parallèle, les *CLA Sponsors*, qui englobent des individus, des entreprises et des fondations privées, s'engagent à verser au moins 5 000 dollars par an. En échange, ils reçoivent un suivi régulier sur l'impact des actions du CLA ainsi qu'un accès privilégié à des ressources et à des événements intellectuels, notamment des webinaires thématiques. Ce dispositif de financement illustre la logique du *think tank entrepreneurial*, dans laquelle l'adhésion aux cercles décisionnels est monétisée sous forme de contributions financières et où l'influence intellectuelle se construit à travers des interactions exclusives entre élites économiques et académiques. Cette structuration par paliers traduit une dynamique plus large de privatisation du débat public et de captation de la production intellectuelle par des acteurs disposant de capitaux, dans une logique de marché des idées.

Conclusion

Les analyses portant sur la *Fundación para el Progreso* (FPP) et ses stratégies médiatiques, ainsi que les données concernant ses fondateurs et leurs réseaux d'influence, offrent une meilleure compréhension de la manière dont cette organisation s'inscrit dans un contexte plus large de médiatisation du discours politique. Ces analyses mettent en lumière une stratégie soigneusement orchestrée visant à toucher à la fois les jeunes générations, tout en assurant une présence affirmée dans les médias traditionnels comme numériques.¹²⁰ Par ailleurs, nous avons souligné que la FPP a étendu son influence au-delà de Santiago en s'implantant dans des villes universitaires stratégiques telles que Valparaíso, Concepción et Valdivia. Cependant, son impact politique a rencontré certaines limites, notamment à travers les échecs de figures clés comme Gerardo Varela, Roberto Ampuero et Mauricio Rojas, qui ont occupé des postes importants sous le gouvernement de Sebastián Piñera. Ces revers ont mis en

¹²⁰Schradie, J. (2022). *L'illusion de la démocratie numérique : Internet est-il de droite ?* / trad. d'Aurore Labenheim. Lausanne : Quanto : Presses polytechniques et universitaires romandes. 468 p.

lumière les difficultés de la FPP à gérer les crises politiques et à préserver une image cohérente face aux critiques. Pourtant, Axel Kaiser a progressivement renforcé sa visibilité médiatique, apparaissant aujourd'hui sur des plateaux télévisés comme CNN, où il délivre des propos percutants. Essentiel à la diffusion des idées libertariennes, il utilise ses publications, ses interventions médiatiques ainsi que ses liens avec des organisations internationales telles que le Réseau Atlas et la Société du Mont Pèlerin. Par ses prises de position radicales sur des sujets comme la sécurité nationale et son rejet des droits sociaux, Kaiser incarne une figure polarisante tout en devenant un porte-voix influent de la droite libertarienne.

Conclusion générale

L'exercice du pouvoir ne repose pas uniquement sur des décisions ponctuelles ou des stratégies individuelles, mais plutôt sur la cohésion d'un groupe dominant qui partage des intérêts, des trajectoires et une conception commune de l'ordre social (Mills, 1956). Au Chili, cette cohésion se manifeste à travers un entrelacement des trajectoires éducatives, professionnelles et politiques. Comme l'ont montré Alfredo Joignant et Pedro Güell (2011), l'accès aux postes stratégiques passe par l'accumulation de capitaux spécifiques : le capital universitaire (les grandes écoles comme la PUC, l'Université du Chili, Chicago ou Harvard, ainsi que leurs espaces de socialisation), le capital technocratique (les passages par la haute administration ou les banques centrales) et le capital social et économique (les connexions avec les conglomérats familiaux). Ces différents capitaux ne sont pas indépendants les uns des autres, mais se convertissent et se renforcent mutuellement, créant une élite capable d'occuper simultanément plusieurs espaces de pouvoir. L'étude des relations entre les *think tanks pro-marché* et les élites économiques révèle un système complexe dépassant largement leur vocation affichée de production de savoirs. Ainsi, trois mécanismes interdépendants caractérisent ce système :

- Le mécanisme des donations : ce dispositif juridique crée une interdépendance problématique entre les think tanks et les élites. Les contributions financières substantielles des principaux conglomérats économiques permettent à des institutions comme le CEP d'exercer une influence déterminante sur les agendas politiques tandis que les donateurs bénéficient d'avantages fiscaux conséquents. Ce système circulaire engendre plusieurs questionnements fondamentaux. Premièrement, ce qu'on appelle souvent *donation* ne peut être compris que si l'on prend en compte les réseaux dans lesquels elle s'inscrit, les formes de réciprocité qu'elle implique, et la logique d'accumulation symbolique et structurelle qu'elle active. Loin de se réduire à un transfert financier, le don devient ici un opérateur de lien, un acte structurant dans un champ où les relations priment sur les entités individuelles (Finez et Comet 2011). Ainsi, des groupes comme Luksic, Matte ou Angelini ne soutiennent pas le CEP ou d'autres fondations par simple adhésion idéologique ou philanthropie. Ils consolident, à travers ces gestes, leur capacité à participer à la définition des cadres légitimes du débat public. Ces dons leur assurent un siège –parfois littéralement– dans les espaces où se construisent les orientations politiques et économiques du pays. Ainsi, ce processus donne lieu à une forme d'interdépendance entre les acteurs financiers et les

producteurs d'idées dans laquelle le pouvoir circule sans forcément se dire. La figure de Jean Paul Luksic cristallise cette logique : à la fois président du Conseil du CEP et administrateur dans plusieurs entités du groupe familial, il incarne la superposition des sphères de l'expertise, du capital économique et de l'influence politique. Néanmoins, ce cumul ne se limite pas à une addition de rôles ; il produit une forme spécifique de pouvoir relationnel où la valeur ne réside pas dans les montants perçus mais dans la possibilité de peser, silencieusement, sur les normes de l'action publique et la construction de l'ordre productif et institutionnel du Chili :

Tableau 21 : PDG les mieux payés des entreprises IPSA (2023)

Los directores mejor pagados de las empresas IPSA en 2023 (montos en millones de pesos)				
Director(a)	Empresa(s)	Pagos 2023	Pagos 2022	Var. %
Andrónico Luksic Craig	Banco de Chile, CCU, Quiñenco, Vapores	5.012	4.650	7,78%
Hernán Büchi Buc	Falabella, SQM, Banco de Chile, Quiñenco, Vapores	4.199	4.159	0,95%
Pablo Granifo Lavín	Banco de Chile, CCU, Quiñenco	3.622	3.093	17,07%
Francisco Pérez Mackenna	Banco de Chile, CCU, Vapores	3.426	3.878	-11,67%
Sucesión Arturo Claro Fernández	Vapores	2.227	4	49.685,84%
Jean-Paul Luksic Fontbona	Quiñenco, Banco de Chile	2.085	1.548	34,66%
Matko Koljatic Maroevic	Quiñenco	1.995	1.466	36,03%
Carolina García de la Huerta Aguirre	Quiñenco	1.995	1.466	36,06%
Andrónico Luksic Lederer	Quiñenco	1.994	1.466	36,01%
Nicolás Luksic Puga	Quiñenco	1.993	1.466	35,93%
José De Gregorio Rebeco	Vapores	1.755	2.014	-12,83%
Luis Felipe Gazitúa A.	CMPC, Entel	1.269	594	113,65%
Cristóbal Eyzaguirre Baeza	Vapores	1.206	39	3.025,31%
Felipe Ureta Prieto	Vapores	1.206	39	3.025,31%
Patricio Contesse Fica	SQM, Oro Blanco	1.089	1.053	3,37%
Luis Enrique Yarur Rey	Bci	1.083	952	13,77%
Gonzalo Guerrero Yamamoto	SQM	999	669	49,27%
Antonio Gil Nievas	Latam Airlines, SQM	939	229	309,99%
Bernardo Larrain Matte	CMPC, Colbún	919	470	95,49%
Karen Paz Berdichewsky	Vapores	904	29	3.025,26%

Source : El Mercurio. Voir :

<https://www.emol.com/noticias/Economia/2024/04/17/1128146/directores-empresas-ipsa-2023.html>

- Les réseaux transnationaux d'influence : à travers le cas de la *Fundación para el Progreso* (FPP), ces réseaux offrent une fenêtre particulièrement éclairante sur les mécanismes contemporains de circulation des idées et des intérêts économiques à l'échelle mondiale. Ce ne sont pas tant les institutions elles-mêmes qui importent, que les configurations relationnelles dans lesquelles elles s'inscrivent. Ce type de circulation ne relève pas d'un impérialisme classique, mais d'un travail souterrain de normalisation. En diffusant un corpus idéologique favorable au libre marché, à la dérégulation et à la désétatisation, ces *infrastructures relationnelles* (Brailly et al. 2018) contribuent ainsi à verrouiller l'espace des possibles politiques. Au Chili, cette dynamique s'incarne dans le soutien constant aux accords de libre-échange, souvent au détriment du tissu productif national, ainsi que dans une opposition persistante à la régulation environnementale et une défense inconditionnelle du modèle extractiviste. Ce dernier continue d'être le pilier central de la stratégie économique chilienne, malgré les critiques croissantes quant à ses effets écologiques, sociaux et territoriaux. L'accord controversé entre Codelco et SQM pour l'exploitation conjointe du lithium dans le Salar de Atacama, signé sans débat parlementaire préalable et aujourd'hui remis en question par la Chambre des députés, illustre parfaitement cette logique. Loin de constituer un compromis équilibré, cet accord symbolise une redéfinition silencieuse de la souveraineté économique nationale au bénéfice d'intérêts privés et transnationaux.

L'influence de ces réseaux ne se mesure pas par la visibilité directe de leurs liens mais par leur capacité à façonner et à redéfinir les régimes de légitimité, là où les choix politiques et économiques semblent être dictés par des forces particulières plutôt que par des volontés souveraines. Enfin, nous pourrions dire que le "marché des idées" n'est pas un lieu d'échange abstrait mais une arène sociale dense, faite de réputations, de prises de parole coordonnées et de légitimités distribuées.

- Les *interlocks* et l'opacité institutionnalisée : bien que se présentant comme des institutions à but non lucratif, le fonctionnement des think tanks étudiés révèle une imbrication problématique. Les administrateurs, souvent issus des mêmes dynasties industrielles que leurs donateurs, perçoivent des rémunérations conséquentes tout en bénéficiant des avantages fiscaux liés à leurs contributions. De plus, ce système repose en grande partie sur une absence de visibilité, ou plutôt sur une visibilité partielle, contrôlée. Les rémunérations exactes, les circuits de redistribution fiscale, les zones de chevauchement entre activités d'influence et logiques entrepreneuriales

restent largement opaques. Les déclarations de transparence, même lorsqu'elles existent, participent plus souvent à la gestion de l'image qu'à une véritable mise à nu des structures. Or, il faut déplacer le regard : il ne s'agit pas de traquer directement des illégalités supposées, mais de comprendre un agencement dans lequel les dons, les postes, les réductions fiscales, les cercles d'expertise et les décisions politiques forment un tout. À la manière de Mizruchi (2017), on pourrait dire que ce système est moins dirigé par des conspirations conscientes que par une architecture de relations où chacun contribue à stabiliser un ordre général. Ce faisant, des intérêts particuliers, façonnés en amont par des processus de socialisation horizontale, tendent à s'agréger en régularités, contribuant ainsi à structurer le noyau dur de l'élite chilienne. Les règles qui y prévalent ne relèvent pas de la formalisation explicite, mais émergent au fil des transactions informelles, des alliances tacites et des processus de reconnaissance mutuelle.

En outre, la domination économique des conglomérats ne repose pas sur une mainmise directe sur les institutions politiques mais sur un maillage complexe de relations inter-organisationnelles qui fabrique une forme d'hégémonie diffuse. Dans cette configuration, les think tanks ne sont pas de simples lieux de réflexion désintéressés ; ils agissent comme des *agences de traduction*.¹²¹ Ils transforment les intérêts de groupes dominants en principes généraux de bonne gouvernance en s'appuyant sur des discours d'expertise, d'efficacité et de rationalité économique. De cette manière, leur fonction ne réside pas seulement dans la production d'idées, mais dans la capacité à légitimer certaines orientations et à les inscrire dans l'ordre du naturel ou du raisonnable. Dans ce cadre, la *Fundación para el Progreso* se distingue par son efficacité dans la transmutation symbolique. Elle opère une conversion d'intérêts particuliers en normes prétendument universelles, qu'elle dissémine à travers des dispositifs multiples, dans un contexte où le néolibéralisme s'est imposé comme horizon normatif naturel de la société chilienne. Ce processus de "communication" et diffusion de la doctrine des *Chicago Boys*, analysé notamment par Araujo et Martucelli (2018), Undurraga (2014), Guzmán, Barozet et Méndez (2017), ou encore Olguín-Olate (2021), montre comment cette idéologie s'est infiltrée

¹²¹Boisard, S. et Giménez, M-J. "Defender el liberalismo con piedras y tanques: Mario Vargas Llosa y la Fundación Internacional para la Libertad", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2022, URL: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/87306> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.87306>

dans les formes de jugement, les schémas d'interprétation et les affects liés à la société chilienne¹²² :

“(La doxa) est un fonds d'évidences partagées par tous qui assure, dans les limites d'un univers social, un consensus primordial sur le sens du monde, un ensemble de lieux communs (au sens large), tacitement acceptés, qui rendent possibles la confrontation, le dialogue, voire le conflit [...]”.¹²³

Les élites et l'appareil d'État

Enfin, si la Commission Engel pour la transparence a formulé en 2015 des propositions visant à limiter la corruption et la capture de l'État par les élites, son échec relatif à transformer durablement les structures de gouvernance met en lumière une asymétrie de pouvoir profondément ancrée au Chili. Le retrait récurrent des dispositions sur le secret bancaire dans les projets de loi récents illustre cette logique : il ne s'agit pas seulement d'un arbitrage technique, mais d'un indicateur des limites imposées à l'action publique dans un cadre institutionnel façonné par des intérêts économiques dominants. La question fiscale ne peut être abordée uniquement comme un enjeu de gouvernance puisqu'elle engage la souveraineté même de l'État, c'est-à-dire sa capacité à imposer des règles qui ne soient pas directement subordonnées aux logiques privées. Cette subordination n'est pas toujours explicite : comme le montrent les travaux sur la dépendance structurelle du capital (Block, 1977 ; Lindblom, 1982), les élites économiques n'ont pas besoin d'intervenir directement pour obtenir gain de cause. Il leur suffit de signaler – ou de laisser entendre – qu'un excès de régulation pourrait menacer la croissance, l'investissement ou la stabilité macroéconomique pour que l'État s'autolimite. Ce pouvoir structurel repose donc moins sur la coercition que sur la capacité à définir ce qui est pensable et faisable dans le champ économique-politique. C'est à ce niveau que les think tanks étudiés jouent un rôle stratégique.

En lien avec des réseaux transnationaux et des institutions académiques et médiatiques, les think tanks pro-marché participent activement à la construction d'un répertoire d'acceptabilité qui naturalise certaines pratiques (évitement fiscal, faible imposition du capital, privatisation des services publics) et disqualifie d'autres alternatives (justice fiscale, planification économique, redistribution). Cette fabrication du sens s'opère à travers une ingénierie

¹²²Pour un aperçu sur la polarisation affective au Chili : Segovia, C. “Affective polarization in low-partisanship societies. The case of Chile 1990–2021.” *Frontiers in Political Science*, 2022, vol. 4. ISSN 2673-3145. DOI : [10.3389/fpos.2022.928586](https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2022.928586). Disponible à l'adresse :

<https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2022.928586>.

¹²³Bourdieu, P. *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 151.

discursive et institutionnelle qui articule rationalité économique, impératifs de compétitivité et récits de gestion apolitique. Néanmoins, ce processus ne saurait être réduit à une simple lutte idéologique entre visions concurrentes de l'économie. Il s'appuie également sur des dispositifs techniques et symboliques solidement codifiés : indicateurs de performance, production d'expertises, *benchmarking*, ou encore diffusion de standards internationaux. À cela s'ajoute l'internalisation progressive de logiques entrepreneuriales et managériales au sein même des institutions publiques, contribuant à reconfigurer les normes de gouvernance selon les principes de l'efficacité, de la rentabilité et de la compétitivité.

Dès lors, les résistances au changement ne relèvent pas uniquement d'un verrouillage institutionnel ou d'intérêts bien établis, mais d'une véritable hégémonie cognitive : une configuration intellectuelle et culturelle qui rend difficile, voire impensable, l'émergence d'alternatives systémiques. La difficulté réside alors moins dans la formulation de projets politiques concurrents que dans la capacité à désancrer les fondements épistémiques qui rendent ces projets illégitimes ou inaudibles. Toute transformation durable des mécanismes de régulation et de redistribution nécessitera ainsi une remise en cause en profondeur des circuits de production du savoir économique, des formes de subjectivation politique qu'ils façonnent, et des structures institutionnelles dans lesquelles ces savoirs prennent sens.

Bibliographie

Abell, P. "Social Capital: A Theory of Social Structure and Action." *The American Journal of Sociology*, 2001, vol. 108, no. 6, pp. 1323–1343. DOI: <https://doi.org/10.1086/377231>.

Aedo, J. *À la croisée du savoir et du pouvoir : Anthropologie de l'émergence des think tanks au Chili*. Thèse de doctorat en Anthropologie Sociale, sous la direction de Jean-François Gossiaux. Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), 2012.

Abidin, C. *Internet Celebrity: Understanding Fame Online*. Bingley: Emerald Publishing, 2018.

Acemoglu, D. et Robinson, J. A. *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. London: Profile Books, 2012.

Andurand, A., et Boisard, S. "El papel de internet en la circulación del ideario neoliberal: Una mirada a las redes de Think Tanks latinoamericanos de las dos últimas décadas". 2017, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Colloques. DOI: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.71443>.

Araujo, K. et Martuccelli, D. *Desafíos comunes. Retrato de la sociedad chilena y sus individuos*. Tomo II, Ediciones LOM, 2012.

Araujo, K., et Martuccelli, D. "Individu et néolibéralisme : Réflexions à partir de l'expérience chilienne." *Problèmes d'Amérique Latine*, 2013, vol. 88, pp. 125–143. DOI: <https://doi.org/10.3917/pal.088.0125>.

Arndt, L. *Linking Wealth and Power. Direct Political Action of Corporate Elites and the Wealthiest Capitalist Families in the United States and Germany*. 2023. [hal-04228251](#)

Barreda, M., Ruiz Rodríguez, L. et Sánchez Medero, G. "Cuando los think tanks entran en campaña: el caso de Chile", *Colombia Internacional*, 114 | 2023, 123-151.

Berle, A., Means, C. *The Modern Corporation and Private Property*. New Brunswick: Transaction Publishers, 1991. ISBN 9780887388873

Boisard, S. *L'émergence d'une nouvelle droite : Monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*. Thèse de doctorat en Littérature et civilisation latino-américaines, sous la direction de Pierre Vayssière. 2001. Toulouse : Université de Toulouse 2 le Mirail, 2001.

Boisard, S. et Giménez, M-J. "Defender el liberalismo con piedras y tanques: Mario Vargas Llosa y la Fundación Internacional para la Libertad", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2022, URL: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/87306> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.87306>

Boisard, S. et Heredia, M. "Laboratoires de la mondialisation économique. Regards croisés sur les dictatures argentine et chilienne des années 1970". *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 105(1), 2010, pp. 109-125. <https://doi.org/10.3917/ving.105.0109>.

Boltanski, L., et Thévenot, L. *De la justification : Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard, 1991.

Boltanski, L. et Chiapello, È. *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*. Paris : Gallimard, 1999. 843 p. (NRF Essais). ISBN 978-2-07-074995-8.

Bonds, E. "The Knowledge-Shaping Process: Elite Mobilization and Environmental Policy." *Critical Sociology*, 2011, vol. 37, no. 4, pp. 429–446. DOI: <https://doi.org/10.1177/0896920510380066>.

Bourdieu P., *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 151.

Block, Fred. *The Origins of International Economic Disorder: A Study of United States International Monetary Policy from World War II to the Present*. Berkeley: University of California Press, 1977. ISBN 9780520039421.

Brailly, J., et al. "Neo-structural economic sociology beyond embeddedness: relational infrastructures and social processes in markets and market institutions". *Economic Sociology* (European Electronic Newsletter), 2018, vol. 19, no 3, p. 36-49.

Bravo, F. "Tendencias del comportamiento electoral en el Chile postautoritario. Una discusión bibliográfica." *Encrucijada Americana*, 2021, vol. 13, no. 1, pp. 7–25. DOI: <https://doi.org/10.53689/ea.v13i1.167>.

Breiger, R. "The Duality of Persons and Groups". *Social Forces*, vol. 53, n° 2, 1974, p. 181-190. Disponible sur : <https://doi.org/10.2307/2576011>.

Brender, V. "Economic Transformations in Chile: The Formation of the Chicago Boys." *The American Economist*, 2010, vol. 55, no. 1, pp. 111–122. DOI: <https://doi.org/10.1177/056943451005500108>.

Caliskan, K., & Callon, M. (2009). "Economization, Part 1: Shifting Attention from the Economy towards Processes of Economization." *Economy and Society*, vol. 38, no. 3, pp. 369–398. DOI: <https://doi.org/10.1080/03085140903020580>.

Callon, M. (2008). "Elaborating the Notion of Performativity." *Le Libellio d'ÆGLIS*, vol. 5, no. 1, pp. 18–29.

Centeno, M. A., et Silva, P. *The Politics of Expertise in Latin America*. Palgrave Macmillan, 1998.

Cervi, L., Tejedor, S., et Blesa, F. "TikTok and Political Communication: The

Latest Frontier of Politainment? A Case Study.” *Media and Communication*, 2023, 11(2), 203-217.
<https://doi.org/10.17645/mac.v11i2.6390>

CIPER. (2021). Extracto de "Joyitas: los protagonistas de los mayores escándalos de corrupción en Chile".

CIPER (2019). “Otro lunar en las platas del ejército: el turno de los millonarios fondos para la vivienda”.

Comet, C. "Les think tanks en France, lieu de prédilection des interdépendances entre économistes et dirigeants dans la conception de l'action publique." *Politix*, vol. 34, no. 134, 2021, pp. 59–83. DOI: <https://doi.org/10.3917/pox.134.0059>.

Comet, C., Vion, A., Oubenal, M. "Fracturation, fermeture sociale et action collective des milieux d'affaires : où en est-on ?" *Revue française de sociologie*, 2023/1 Vol. 64, p.7-32. DOI : 10.3917/rfs.641.0007.

Comet, C., “How does the inner circle shape the policy-planning network in France?”. *Socio-Economic Review*, 4, 2017, pp. 1021-1041.

Contreras, D., & French-Davis, R. "Policy Regimes, Inequality, Poverty, and Growth: The Chilean Experience, 1973–2010", in Giovanni Andrea Cornia (ed.), *Falling Inequality in Latin America: Policy Changes and Lessons*, WIDER Studies in Development Economics, Oxford, 2014; <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198701804.003.0005>.

Cortes, A., Fergnani, M., Muñoz, P., et Morales, J-J. "El Saber Experto en el Debate sobre la Nueva Constitución en Chile: Análisis Reticular de la Presencia de los Think Tanks en los Medios de Comunicación." *Rev. signos*. 2023, vol.56, n.113, pp.723-752.

Chateaufort, F. *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique* (Paris : Editions Petra, coll. « Pragmatismes »), 2011, 477 pages, ISBN : 9782847430394.

Debouzy, M. *Le patronat français et la première guerre mondiale*. Paris: Presses universitaires de France, 1972.

Dembicki, G. (2022, Août 9). "How a conservative US network undermined indigenous energy rights in Canada". *The Guardian*.

Desrosières, A. *Gouverner par les nombres*. Paris: Presses des Mines, 2008. <https://doi.org/10.4000/books.pressesmines.341>.

Dezalay, Y., et Garth, B. G. *La mondialisation des guerres de palais : La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et "Chicago Boys"*. Traduit de l'anglais par Laurence Devillairs et Sara Delazay. Paris : Seuil, Collection Liber, 2002.

Diario Financiero. "Andrónico Luksic, a meses de cumplir 70 años, renuncia a sus directorios".

Finez, J., Comet, C. "Solidarités patronales et formation des interlocks entre les principaux administrateurs du CAC40". *Terrains & travaux*, 2011/2 n° 19, p.57-76. DOI : 10.3917/tt.019.0057. URL : <https://shs.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2011-2-page-57?lang=fr>.

Edwards, S.. *Monetarism and liberalization the Chilean experiment with a new afterword*. Reprint. Originally published : Cambridge (Mass.), Ballinger, 1987. Chicago London : University of Chicago Press. ISBN 0226184897.

Fang, L. (2019, 9 décembre). "Sphere of Influence : How American libertarians are remaking Latin American politics." *The Intercept*.

Forsé, M., Degenne, A. *Les réseaux sociaux*. Paris, Armand Colin. "Collection U", 2001. DOI : 10.3917/arco.forse.2004.01.

Figeac, J., Neihoser, M., et Le Coz, F. "Data-Campaigning on Facebook: Do Metrics of User Engagement Drive French Political Parties' Publications?" *Media and Communication*, 2024, vol. 12. DOI : 10.17645/mac.8487. HAL : halshs-04763247.

Fundación Rumbo Colectivo. FECU Social: Informe anual 2023. Santiago, Chile: Fundación Rumbo Colectivo, 2024.

Fundación SOL. "Grandes Grupos Económicos y Financiamiento Electoral" [en ligne]. Santiago, Chili : Fundación SOL.

Garretón, M. *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado*. ARCIS/CLACSO, Santiago, 2012.

Gaudichaud, F. "La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire", Nuevo Mundo Mundos Nuevos [En ligne], *Questions du temps présent*, mis en ligne le 10 juin 2014. DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.67029>.

Guzmán, V., Barozet, E., & Méndez, M. L. (2017). "Legitimación y crítica a la desigualdad en Chile: Una aproximación pragmática." *Convergencia*, vol. 24, no. 73, pp. 87–112.

Guzmán, J. et Rojas, J. *Empresarios Zombis. La mayor elusión tributaria de la elite chilena*. Editorial Catalonia, 190 pages, Santiago, 2018.

Gramsci, A., *Cahiers de prison*. Paris : Gallimard, 1983.

Granovetter, M. "Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness". *American Journal of Sociology*, vol. 91(3), 1985, pp. 481-510.

Huneus, C. "El presidencialismo semisoberano". *Rev. Urug. Cienc. Polít.* 2012, vol.21, pp.31-55.

Huneus, C. "La derecha en el Chile después de Pinochet : El caso de la Unión Demócrata Independiente", *Working Papers*, Kellogg Institute, no 285, 2001, 51 p., pp. 16-17.

ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists). "Chilean court dismisses Pandora probe into deceased former president Sebastián Piñera".

Jara Barrera, M. "El origen del Centro de Estudios Públicos: importando el liberalismo para una transición ideológica, 1980-1982". *Historia 396*, vol. 9, n.º 1, 2019, pp. 225-253. Disponible à l'adresse : <https://historia396.cl/index.php/historia396/article/view/326>

Jensen, M., Meckling, W. "Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure." *Journal of Financial Economics* 3, no. 4 (1976): 305-360.

Jiménez-Albornoz, J. "Las Astucias De La Razón Neoliberal. Los Usos Del Rechazo En La Reproducción Del Modelo Neoliberal En Chile (1990-2010s)." *OSF Preprints*. December 12, 2020. doi:10.31219/osf.io/e4w8n.

Jiménez, M.-S. "El Yunque de México: del periodismo a la historia", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Coloquios, 25 janvier 2016, Disponible sur : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/68832> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.68832>

Joignant, A., "Tecnócratas, *technopols* y dirigentes de partido: tipos de agentes y especies de capital en las elites gubernamentales de la Concertación (1990-2010)". In : *Notables, tecnócratas y mandarines. Elementos de sociología de las élites en Chile (1990-2010)*. Santiago de Chile : Ediciones Universidad Diego Portales, 2011.

Klüger, E. "Espaço social e redes: contribuições metodológicas à sociologia das elites". *Tempo social—Revista de sociologia da USP*, 29(3), 2017, 83–110.

Landaeta, L. et Herrero, V. *La revuelta: Las semanas de octubre que estremecieron Chile*. Santiago, Chili : Editorial Planeta, 2021.

Lascoumes, P. et Le Galès, P. *Sociologie de l'action publique*. Sous la direction de François de Singly. Malakoff : Armand Colin, 2ed., 2018.

Lascoumes, P. et Nagels, C. *Sociologie des élites délinquantes : de la criminalité en col blanc à la corruption politique*. Armand Colin, 2020. ISBN 9782200624293, p. 51.

Lazega, E. "Chapitre 20. L'analyse des réseaux sociaux pour la théorie de la régulation. In : Théorie de la régulation Un nouvel état des savoirs". Paris, Dunod. *Éco Sup*, p.180-186. DOI : 10.3917/dunod.boyer.2023.01.0180.

Lazega, E. "Réseaux et régulation : Pour un institutionnalisme néo-structural", *Revue de la régulation* [En ligne], 19 | 1er semestre/ Spring 2016, mis en ligne le 27 juin 2016. DOI : <https://doi.org/10.4000/regulation.11902>

Lewis, R. (2020). "This Is What the News Won't Show You": YouTube Creators and the Reactionary Politics of Micro-celebrity." *Television & New Media*, 21(2), 201-217. <https://doi.org/10.1177/1527476419879919>

Lindblom, C.-E. "The Market as Prison." *The Journal of Politics* 44, no. 2 (1982): 324-336.

Löfgren, K-G., Persson, T., et Weibull J-W. "Markets with asymmetric information: the contributions of George Akerlof, Michael Spence and Joseph Stiglitz." *The Scandinavian Journal of Economics* (2002) : 195-211. Disponible en : <https://www.jstor.org/stable/3441066>

MacKenzie, D., et Millo, Y. "Constructing a Market, Performing Theory: The Historical Sociology of a Financial Derivatives Exchange." *American Journal of Sociology* 109, no. 1 (2003): 107-45. <https://doi.org/10.1086/374404>.

Marchand, P. (dir.). *Psychologie sociale des médias*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2004. Collection Didact, Psychologie sociale.

Marwick, Alice E., "You May Know Me from YouTube: (Micro-)Celebrity in Social Media". In: P. David Marshall et al. (eds.), *Contemporary Publics: Shifting Boundaries in New Media, Technology and Culture*. London: Palgrave Macmillan, pp. 333-350.

Marx, K. *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte*. New York: International Publishers, 1963. ISBN 9780717800568.

Mayol, A. *Big bang. Estallido social 2019. Modelo derrumbado – Sociedad rota – Política inútil*. : Santiago, Catalonia, 2019, 244p.

Mazauric, S. *Savoirs et philosophie à Paris dans la première moitié du XVIIe siècle*. Paris: Éditions de la Sorbonne, 1997. <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.15609>.

McGann, J. "Front Matter." *Think Tanks: The New Knowledge and Policy Brokers in Asia*, *Brookings Institution Press*, 2019, pp. i-iv.

Medvetz, T. *Think Tanks in America*. Chicago : University of Chicago Press, 2012.

Memoria Viva. "Madariaga, Mónica".

Mills, C. Wright. *The Power Elite*. New Edition. New York: Oxford University Press, 1976. ISBN 9780195133547.

Mirowski, P. *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge, MA : Harvard University Press, 2009.

Mizruchi, M. "What Do Interlocks Do? An Analysis, Critique, and Assessment of Research on Interlocking Directorates." *Annual Review of Sociology*, vol. 22, 1996, pp. 271-298. DOI: <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.22.1.271>.

Mizruchi, M. *The Fracturing of the American Corporate Elite*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 2013. ISBN 9780674072992.

Monbiot, G. (2024, 12 janvier). "What links Rishi Sunak, Javier Milei and Donald Trump ? the shadowy network behind their policies". *The Guardian*.

Morales-Martin, J., Videla-Rocha, M., et Ibacache-Monasterio, R. "Grupos económicos, redes corporativas y think tanks. El caso del Centro de Estudios Públicos en Chile". *Íconos - Revista De Ciencias Sociales*, (77), 2023, pp. 29–53. <https://doi.org/10.17141/iconos.77.2023.5861>

Morales Martin, J. J., Cárdenas Castro, J. C., et Garber, C. "Los think tanks y su relevancia en Chile. Aproximación histórica, caracterización del campo y discusión actual". *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, 8(especial), 2024, p. 467-505. <https://doi.org/10.23854/autoc.v8i3.402>

Morales Martín, J. J., et Videla Rocha, M. A. . "El Instituto de Estudios de la Sociedad, sus intelectuales y la revista Punto y Coma: una crítica a la derecha economicista y a la nueva izquierda en Chile." *Revista De Historia*, 1(31), hc388. <https://doi.org/10.29393/RH31-10IEJM20010>

Mosca, G. *The Ruling Class*. New York: McGraw-Hill, 1939. ISBN 9780070435636.

Muniesa, F. *The Provoked Economy: Economic Reality and the Performative Turn*. London : Routledge, 2014. DOI: <https://doi.org/10.4324/9780203798959>.

Muñoz, D. "'¿Y por qué no hacen un bingo?': Dichos de ministro de Educación abren polémica en redes sociales". 22 juillet 2018, *La Tercera*. Disponible en : <https://www.latercera.com/nacional/noticia/dichos-ministro-educacion-abren-polemica-redes-sociales/252813/>

Navia, P. "Huneus, Carlos. La Democracia Semisoberana. Chile Después De Pinochet. Santiago: Taurus, 2014." *Estudios Públicos* (Santiago), 2016.

O'ryan, S., Puga, T. "Boardroom webs in Chile: Disentangling the knots of interlocking directorates. Examining the intricate interplay of direct and indirect ties in corporate boards". *DLA Piper* [online]. 8 December 2023.

Ossandón, J. "Destapando la Caja Negra: Sociologías de los Créditos de Consumo en Chile [Opening up the black box: sociologies of consumer credits in Chile]," *MPRA Paper* 42181, University Library of Munich, Germany, 2012.

OCDE. "Regional Well-Being : Regional income distribution and poverty" [Base de données]. Disponible sur : <https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=66597>.

Pareto, Vilfredo. *The Rise and Fall of Elites: An Application of Theoretical Sociology*. New Brunswick: Transaction Publishers, 1991. ISBN 9781560005728.

Pizarro, C. et Rodríguez, A. "Los oscuros lazos de "Muevete Chile" con grupos internacionales de ultraderecha". *The Clinic*, 10 févr. 2011 ; Peña Pinilla, S. "Eduardo Guerrero, cerebro económico de Kast, lidera secta ultraconservadora El Yunque en Chile".

Repetto, A. (2016). "Crecimiento, pobreza y desigualdad: la vía chilena". *Economía y Política* 3(1), Santiago de Chile, pp. 71-101.

Salas-Porras, A. *Conocimiento y poder. Las ideas, los expertos y los centros de pensamiento*. Madrid, Akal, 2018.

Segovia, C. "Affective polarization in low-partisanship societies. The case of Chile 1990–2021". *Front. Polit. Sci.* 4, 2022 : doi: 10.3389/fpos.2022.928586.

Segovia, M. (2018). "Fundación para el Progreso : Los socios del gobierno que más problemas han traído a Piñera." *El Mostrador*. Disponible en : <https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2018/08/21/fundacion-para-el-progreso-los-socios-del-gobier-no-que-mas-problemas-han-traido-a-pinera/>

Silva, E. "From Dictatorship to Democracy: The Business-State Nexus in Chile's Economic Transformation, 1975-1994." *Comparative Politics* 28, no. 3 (1996): 299–320. <https://doi.org/10.2307/422209>.

Silva, P. "Technocrats and Politics in Chile: From the Chicago Boys to the CIEPLAN Monks." *Journal of Latin American Studies* 23, no. 2 (1991): 385–410. <http://www.jstor.org/stable/157030>.

Simmel, G. *Sociologie : études sur les formes de la socialisation*. Traduit de l'allemand par S. Berman et J. Freund. Paris : Presses Universitaires de France, 1999. 432 p. Collection « Quadrige ».

- Simpere, A., Ledoux, L., Petitjean, O., & Verheecke, L. (2023). "Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits : La machine de guerre idéologique d'une nouvelle extrême-droite, libertarienne et ultraconservatrice." [PDF]. *Multinationales.org*. Disponible en : <https://multinationales.org/fr/enquetes/le-reseau-atlas-la-france-et-l-extreme-droitisation-des-esprits/>
- Schradie, J. (2022). *L'illusion de la démocratie numérique : Internet est-il de droite ?* / trad. d'Aurore Labenheim. Lausanne : Quanto : Presses polytechniques et universitaires romandes. 468 p.
- Stigler, G. J., "The theory of economic regulation". *The Bell Journal of Economics and Management Science*, 2(1), 1971, pp.3–21.
- Terrasa, R. "El Yunque, la secta secreta tras el ascenso de Vox: "Sin ellos, Abascal no sería líder del partido".
- Thrift, N. *Knowing Capitalism*. London : Sage Publications, 2005.
- Tufekci, Z. (2018). *YouTube, the Great Radicalizer*. Disponible en : <https://www.nytimes.com/2018/03/10/opinion/sunday/youtube-politics-radical.html>
- Undurraga, T. *Divergencias. Trayectorias del neoliberalismo en Argentina y Chile*. Santiago de Chile : Ediciones UDP. ISBN 978-9563143034, 2014.
- Undurraga, T., Gárate, M. "The Cultural Decline of the Chilean Model: The Aftermath of the 2019 Social Uprising". *History of Political Economy*, 2023; 10875143. doi: <https://doi.org/10.1215/00182702-10875143>.
- Waissbluth, M. *El estallido social en Chile*. Museo del Estallido Social, 2020. Disponible sur : https://museodelestallidosocial.org/wp-content/uploads/2020/06/mario_waissbluth_el_estallido_social_en_chile.pdf.
- Wagner, A-C. "Champ", *Sociologie, Les 100 mots de la sociologie*, mis en ligne le 01 juillet 2021. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/sociologie/3206>
- Walton, M. "Inequality in Chile: Perceptions and Patterns". *Working Papers*, Center of International Development at Harvard University, Harvard, 2023.
- Weber, M. *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology*. Berkeley: University of California Press, 1978. ISBN 9780520035003.
- White, H. *Markets from Networks: Socioeconomic Models of Production*. Princeton: Princeton University Press, 2002. ISBN 9780691088716.
- Ratcliffe, R.-E., et Zeitlin, M. *Landlords and Capitalists: The Dominant Class of Chile*. 1.^a ed.

Princeton: Princeton University Press, 1988. ISBN 1400859530.

Zakaria, F. "The rise of illiberal democracy". *Foreign Affairs*, 76(6), 1997, pp.22–43.

Zeitlin, M. "Corporate Ownership and Control: The Large Corporation and the Capitalist Class." *American Journal of Sociology* 79 (1974): 1073 - 1119.

Logiciel :

IraMuTeq : <http://www.iramuteq.org/>

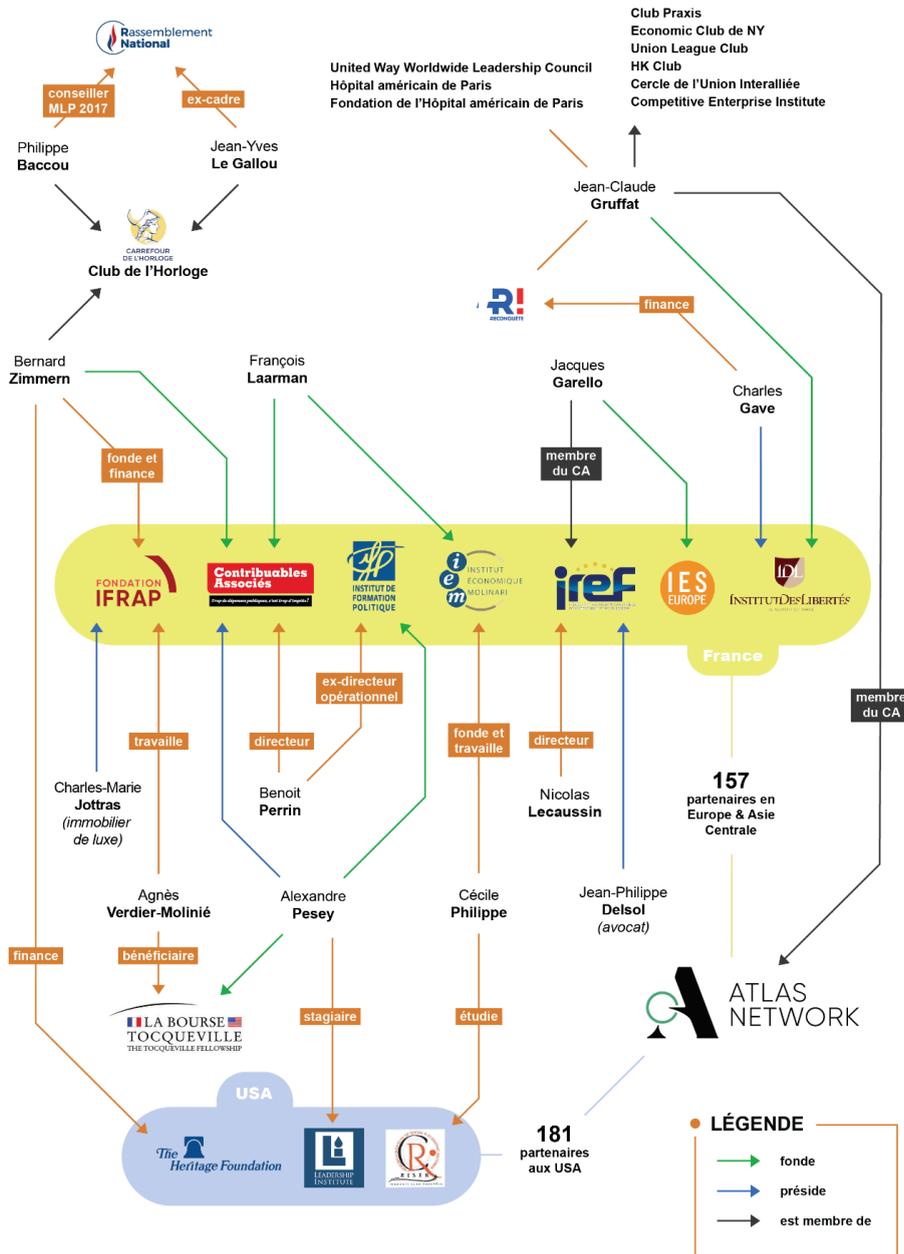
Base de données :

Atlas Think Tank Main Employers [base de données]. (2023). Disponible sur : https://figshare.dmu.ac.uk/articles/dataset/Atlas_Think_Tank_Main_Employers/22217050?file=39486961

Annexes

Annexe 1 :

Les connexions du réseau Atlas en France



Source : Simpère, A., Ledoux, L., Petitjean, O., & Verheecke, L. (2023). *Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droïtisation des esprits : La machine de guerre idéologique d'une nouvelle extrême-droite, libertarienne et ultraconservatrice.* Multinationales.org. Disponible en : https://multinationales.org/IMG/pdf/atlasfr_v3.pdf

Annexe 2.a : Principales entreprises par secteur

Rang	Entreprise	Secteur	Rang	Entreprise	Secteur
1	COPEC	Énergie	16	AGUAS-A	Assainissement/Eau
2	FALABELLA	Distribution	17	COLBUN	Énergie
3	SANTANDER	Banque et finance	18	ENDEL	Télécommunications
4	CMPC	Matériaux	19	ECL	Énergie
5	CHILE	Banque et finance	20	CONCHATORO	Viticulture
6	SQM-B	Mines	21	RIPLEY	Distribution
7	ENELAM	Services	22	AESGENER	Énergie
8	CENCOSUD	Distribution	23	ANDINA-B	Embouteillage
9	BCI	Banque et finance	24	SONDA	Technologie
10	LTM	Transport aérien	25	CAP	Mines/Acier
11	ENELCHILE	Services	26	ILC	Finance et santé
12	SM-CHILE B	Banque et finance	27	SALFACORP	Construction
13	CCU	Boissons	28	SECURITY	Finance
14	PARAUCO	Immobilier	29	VAPORES	Transport maritime
15	ITAUCORP	Banque et finance	30	ENEL	Énergie

Annexe 2.b : Capitalisation boursière des entreprises de l'IPSA

Rang	Nom	Capitalisation boursière (Million USD)
1	EMPRESAS COPEC S.A.	13 167
2	S.A.C.I. FALABELLA	9 280
3	BANCO SANTANDER-CHILE	9 038
4	EMPRESAS CMPC S.A.	6 568
5	BANCO DE CHILE	10 308
6	SOC QUIMICA MINERA DE CHILE S.A. SERIE B	12 795
7	ENEL AMERICAS S.A.	12 402
8	CENCOSUD S.A.	5 080

9	BANCO DE CRÉDITO E INVERSIONES	5 569
10	LATAM AIRLINES GROUP S.A.	1 079
11	ENEL CHILE S.A.	5 370
12	SOCIEDAD MATRIZ BANCO DE CHILE, SERIE B	NA
13	COMPANIA CERVECERIAS UNIDAS S.A.	2 727
14	PARQUE ARAUCO S.A.	1 482
15	ITAU CORPBANCA	1 722
16	AGUAS ANDINAS S.A., SERIES A	1 971
17	COLBUN S.A.	3 092
18	EMP. NACIONAL DE TELECOMUNICACIONES S.A.	1 873
19	ENGIE ENERGIA CHILE S.A.	1 288
20	VIÑA CONCHA Y TORO S.A.	1 296
21	RIPLEY CORP S.A.	602
22	AES GENER S.A.	1 141
23	EMBOTELLADORA ANDINA S.A. SERIE B	2 103
24	SONDA S.A.	535
25	CAP S.A.	2 004
26	INVERSIONES LA CONSTRUCCIÓN S.A.	542
27	SALFACORP S.A.	212
28	GRUPO SECURITY, S.A.	611
29	COMPANIA SUD AMERICANA DE VAPORES S.A.	2 067
30	ENEL GENERACION CHILE S.A.	2 524

Annexe 2.c : Répartition de la capitalisation boursière des entreprises IPSA (par déciles)

Décile	Capitalisation boursière (Million USD)
1	542,09
2	1 078,80
3	1 296,18
4	1 872,85
5	2 067,22
6	2 726,84
7	5 369,89
8	9 037,99
9	12 401,51

Annexe 2.d. : Chiffre d'affaires du quartile inférieur des entreprises IPSA

Nom	Chiffre d'affaires (Million USD)
SONDA S.A.	223
RIPLEY CORP S.A.	303
VIÑA CONCHA Y TORO S.A.	393
ENGIE ENERGIA CHILE S.A.	520
ITAU CORPBANCA	528
COMPANIA SUD AMERICANA DE VAPORES S.A.	670
Moyenne	440

Source : IPSA. *Distribution de la capitalisation boursière des entreprises chiliennes*. World Elite Database. 2024. Disponible à : <https://worldelitedatabase.org/wp-content/uploads/2024/04/CHILE-WED-Methodological-Report.docx.pdf>.

Annexe 3 : Activités de la FPP.



Academia Liberal 2025 - Generación I

La Academia Liberal FPP es un programa formativo de la Fundación para el Progreso que convoca a jóvenes de entre 16 y 30 años de todo Chile y Latinoamérica, para entregarles, durante un semestre, las herramientas necesarias para potenciar su pensamiento crítico, acceder al conocimiento de historia de las ideas, mejorar la resolución de conflictos y obtener habilidades comunicacionales y de liderazgo.

Este programa está diseñado para que los jóvenes que participen despierten su interés por las ideas, los asuntos públicos y la política, forjando su mentalidad y carácter para el potencial liderazgo que desarrollen.

Es, además, una excelente ocasión para conocer a otros jóvenes con similares inquietudes y una ventana de oportunidades de

À gauche : activité de la FPP au sein du “Réseau Latinoaméricain des Jeunes pour la Démocratie” : <https://juventudlac.org/tag/fundacion-para-el-progreso/> À droite : l’un des cours offerts par la FPP en été qui visaient les étudiant.e.s secondaires : <https://tinyurl.com/2zepxsvw>